

THÈSE DE
PARIS.
1883.
N^o. 22.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE
L'ADDICTIO IN DIEM
EN DROIT ROMAIN
—
DES
MARCHÉS A TERME
EN DROIT FRANÇAIS
—

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR
ALEXANDRE CARTERET
Avocat à la Cour d'appel

PARIS
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13.

1883

THESE
POUR LE DOCTORAT

Châteauroux. — Typ. et Stéréotyp. A. Majesré

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE

L'ADDICTIO IN DIEM

EN DROIT ROMAIN

DES

MARCHÉS A TERME

EN DROIT FRANÇAIS

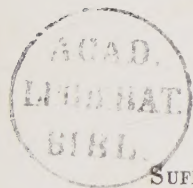
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS SERA SOUTENU LE
LUNDI 30 JUILLET 1883, A 3 HEURES 1/2

PAR

ALEXANDRE CARTERET

Avocat à la Cour d'appel



Président : M. RENAULT, professeur

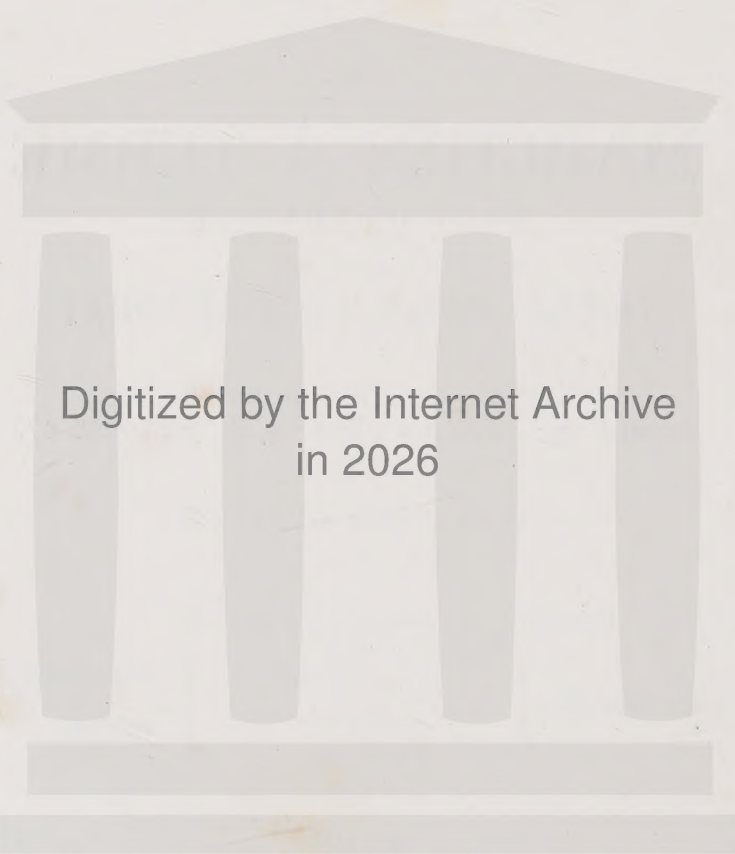
SUFFRAGANTS :	{	MM. RATAUD	{	Professeurs
		GARSONNET		
		ALGLAVE		Agrégés
		DAIN		

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13.

1883



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546311_0001

A MA TANTE

A MA GRAND'MÈRE



DROIT ROMAIN

DE L'ADDICTIO IN DIEM

PRÉLIMINAIRES

Tanti æstimanda res quanti emptorem potest invenire,
tant vaut la chose qu'elle se peut vendre, tel est l'adage qui
trouvait son application la plus directe dans les ventes à
l'encan.

L'authenticité plus grande résultant de la publicité, la
valeur vénale fixée d'une manière incontestable par la li-
berté des enchères, étaient les deux avantages que présen-
tait l'*auctio*, c'est-à-dire l'adjudication aux enchères de
toutes choses tant immobilières que mobilières par le
ministère d'un crieur public que les Romains appelaient
præco.

Aussi s'explique-t-on l'importance que dut bientôt
prendre cette sorte de vente et l'emploi fréquent qui en fut
fait (1).

Les formalités nécessaires, l'apposition d'affiches, l'in-

(1) Les ventes à l'encan devaient être fort communes dans le sixième
siècles de la fondation de Rome, car il en est souvent question dans les
comédies de Plaute.

tervention d'un *præco* constituaient cependant une gêne assez grande pour qu'on songeât à s'en affranchir.

L'acheteur et le vendeur pouvaient, au moyen de conventions accessoires nommées souvent *leges emptionis venditionis* apporter aux règles ordinaires du contrat les dérogations qu'il leur plaisait d'y faire.

Aussi le vendeur chercha-t-il à se ménager dans la vente de gré à gré l'avantage résultant de la vente à l'encan au moyen de l'apposition d'un pacte par lequel il déclarait que la vente ne tiendrait pas si des offres plus avantageuses lui étaient faites ; c'est ce pacte qui reçut le nom d'*addictio in diem* (1). Le mot *addicere* était en effet employé dans les ventes aux enchères pour attribuer la chose à celui qui avait offert le plus haut prix. Comme nous l'apprend Lauterbach (2), ce mot passa dans les ventes privées pour déterminer le pacte qui va faire l'objet de notre étude et auquel le Digeste a consacré un titre spécial.

(1) Ce qui semblerait prouver que ce pacte était à Rome d'un usage assez fréquent, c'est que Plaute nous en donne plaisamment la formule. A l'occasion de l'anniversaire de sa naissance, un personnage de la comédie des *Captifs* engage à dîner son parasite. Celui-ci afin de mieux assurer cette invitation, la fait réitérer sous forme de stipulation de vente :

Agésis, roga. — Emin'tu ? — *Nisi quis meliorem adferet.*

— Quæ mihi atque amicis placeat conditio magis ?

Quasi fundum vendens, meis me addicam legibus.

(*Captifs*, I, 2.)

(2) Lauterbach, ad tit. De in diem addicione, thèse 1.

PREMIÈRE PARTIE

NOTIONS GÉNÉRALES

I. — DÉFINITION

L'*addictio in diem* était donc, comme nous venons de le dire, un pacte fort usité autrefois chez les Romains dans les contrats de vente. Par cette clause le vendeur qui ne trouve actuellement de sa chose qu'un prix insuffisant se réserve le droit d'accepter ultérieurement une offre plus avantageuse.

Si le plus souvent dans la pratique la clause d'*addictio in diem* intervenait à l'occasion d'une vente, il ne faut cependant pas en conclure qu'elle ne pouvait affecter un autre contrat. Cela nous semble résulter de la loi 21, p. 7, *Ad Municipalem*, dans laquelle Paul n'établit, en ce qui concerne l'*addictio in diem*, aucune différence entre la *locatio* et la *venditio* : « Si civitas nullam propriam legem habet de adjectionibus admittendis : non posse recedi a locatione, vel venditione prædiorum publicorum jam perfecta : tempora enim adjectionibus præstita ad causas fisci pertinent (1). » Nous pourrions encore invoquer en ce sens la loi 2, *De vend. reb. civ.* au Code (2), mais nous ne vou-

(1) Loi 21, p. 7, *Ad Municipalem* (Dig. 50-1).

(2) Loi 2, *De vend. reb. civ.* (Code 11-31).

lons pas insister sur ce point, ayant seulement l'intention d'étudier l'*addictio in diem* dans son application la plus fréquente, c'est-à-dire comme pacte adjoint à un contrat de vente.

II. — OBJET DE L'*ADDICTIO IN DIEM*

L'objet de l'*addictio in diem* est de placer la personne forcée de vendre dans une situation exceptionnellement avantageuse qui lui permette de tirer de sa chose tout le parti possible. Trouvant des conditions meilleures, le vendeur avec clause d'*addictio in diem* pourra les accepter et considérer la première vente comme non avenue.

Cette clause est aussi fort utile à certaines personnes auxquelles elle fournit le moyen de mettre à couvert leur responsabilité. Ainsi, un tuteur qui consent une vente amiable se trouve obligé de tenir compte à son pupille de la différence entre le prix de vente et la valeur réelle de l'objet vendu. Si ce tuteur est prudent il aura soin d'ajouter au contrat le pacte d'*addictio in diem*.

III. — NATURE DE L'*ADDICTIO IN DIEM*

1° *L'addictio in diem* intervient en faveur du vendeur.

Le plus souvent le pacte qui nous occupe affectait la vente dans l'intérêt du vendeur, mais il n'en faut pas conclure que cette clause ne pouvait être insérée au contrat en faveur de l'acheteur. On comprend que les parties puissent convenir qu'au cas d'offre plus avantageuse l'acheteur pourra, sans qu'il soit besoin de l'assentiment du vendeur, faire résoudre son acquisition.

Cela résulte du reste, d'une manière formelle, de la loi 9,

De in diem addictione, que nous transcrivons en entier :
 « Sabinus scribit, licere venditori meliorem conditionem oblatam abjicere, sequique primam, quasi meliorem. Et ita utimur. Quid tamen si hoc erat nominatim actum, ut liceret resilire emptori meliore conditione allata ? Dicendum erit, dissolutam priorem emptionem, etiam si venditor sequentem non admittat (1). »

2° *L'addictio in diem contient un terme préfix.*

La clause que les Romains appelaient *addictio in diem* devait, comme son nom l'indique, contenir un terme préfix à l'expiration duquel la vente devenait irrévocable ; tant qu'il n'était pas expiré, des offres plus avantageuses pouvaient être faites et acceptées. L'incertitude de la situation créée à l'acheteur par le pacte d'*addictio in diem* se trouvait ainsi limitée dans sa durée. Aussi les parties avaient-elles soin presque toujours de fixer un délai passé lequel la résolution devenait impossible. C'est ce qui explique que Paul formule la clause d'*addictio in diem* en ces termes : « *In diem addictio ita fit, ille fundus centum esto tibi emptus, nisi si quis intra kalendas Januarias proximam meliorem conditionem fecerit, quo res a domino abeat* (2). »

Mais si le plus souvent les parties fixaient un délai, ne peut-on pas prévoir le cas, bien moins pratique il est vrai, où elles auraient omis de le faire ? Le pacte était-il alors valable ? Cela revient à se demander si la fixation d'un délai était de l'essence ou seulement de la nature de l'*addictio in diem*. Nous ne croyons pas que la fixation d'un délai fût une condition essentielle de la validité du pacte (3). Les

(1) Loi 9, *De in diem addictione* (Dig. 18-2).

(2) Loi 1, *De in diem addictione* (Dig. 18-2).

(3) Voy. en ce sens Lauterbach, ad tit. *De in diem add.* thèse 1.
 M. Pellat, *Propriété et Usufruit*, p. 277.

parties sont libres d'indiquer ou de ne pas indiquer un terme. Cela ressort, il nous semble, d'une façon précise, de la loi 41, *De rei vindicatione* : « Si quis hac lege emerit ut si alius meliorem conditionem attulerit, recedatur ab emptione post allatam conditionem jam non potest in rem actione uti. Sed et si cui in diem addictus sit fundus, antequam adjectio sit facta, uti in rem actione potest, postea non poterit (1). »

Sans entrer dans l'explication de ce texte, il est évident qu'Ulpien prévoit en matière d'*addictio in diem* deux hypothèses : celle où il n'y a pas de terme fixé et celle où un délai pour l'*addictio* a été déterminé.

Au reste, la même solution nous est fournie par le Code pour un pacte analogue à celui qui nous occupe, le pacte de réméré (2).

Mais lorsqu'il n'y a pas eu de terme fixé, pendant combien de temps le vendeur peut-il accepter les offres plus avantageuses ?

Dans le cas où les contractants n'ont pas omis intentionnellement d'insérer un terme, le juge devra appliquer *ex æquo et bono* le délai d'usage. Et en effet la vente est un de ces contrats de bonne foi dans lesquels on présume, jusqu'à preuve contraire, que les parties ont entendu suivre les usages du pays où elles contractaient. « Ea enim, enseigne Ulpien, quæ sunt moris et consuetudinis, in bonæ fidei judiciis debent venire (3). »

Si, au contraire, l'omission d'un terme a été intention-

(1) Loi 41, *De rei vindicatione* (Dig. 6-1).

(2) La loi 2, *De pactis inter emptorem et venditorem compositis* (Code 4-54), s'exprime en effet en ces termes : « Si fundum parentes tui ea lege vendiderunt : ut sive ipsi, sive heredes eorum emptori pretium quando-cumque, vel intra certa tempora obtulissent, restitueretur ;... »

(3) Loi 31, §, 20 *De ædil. Ed.* (Dig. 21-1).

nelle, l'*addictio in diem* produira ses effets perpétuellement à l'époque classique, et jusqu'à la prescription de l'action *venditi* depuis Théodose II.

Le vendeur pourra, pendant trente ans (1), accepter des offres plus avantageuses puisque l'action *venditi* qui lui est accordée pour se faire restituer la chose ne se prescrit que par trente ans (2).

Remarquons toutefois que la prescription n'aura pas la vente comme point de départ, et qu'elle ne courra qu'à partir du jour où l'offre de conditions meilleures aura été faite et communiquée à l'acheteur, car ce n'est qu'à partir de ce moment que le vendeur peut tenter l'action *venditi* (3).

IV. — FORMES DE L'ADDICTIO IN DIEM

La vente étant un contrat de bonne foi, l'*addictio in diem* sera régie par toutes les règles applicables aux pactes joints à un contrat de bonne foi.

Précède-t-il ou suit-il immédiatement la conclusion du contrat? le pacte est dit adjoint *in continenti* (4). Il exerce une influence décisive sur le consentement et selon le langage expressif d'Ulpien, *dat legem contractui* (5). Aussi il fait corps avec la vente et les obligations qu'il crée sont sanctionnées par l'action qui naît du contrat. « Interdum, dit Ulpien, (pactio) format ipsam actionem, ut in bonæ fidei judiciis: solemus enim dicere, pacta conventa inesse bonæ fidei judiciis. Sed hoc sic accipiendum est: ut siquidem

(1) Voy. en ce sens Glück, XVI, p. 258.

Molitor, *Les oblig. en droit romain*, I, n° 507.

(2) Loi 3, De præsc. trig. vel quadrag. (Code 7-39).

(3) Loi 7, § 4, De præsc. trig. vel quadrag. (Code 7-39).

(4) Loi 3, De æditiliis actionibus (Code 4-58).

(5) Loi 7, § 5, De pactis (Dig. 2-14).

ex continenti pacta subsecuta sunt, etiam ex parte actoris insint (1)....»

Adjoint *ex intervallo*, le pacte n'est autre chose que l'expression d'un mutuel dissentiment; or, dans les contrats consensuels, le consentement est tout-puissant, et ce que le mutuel consentement a créé, le mutuel dissentiment peut le détruire (2).

Donc dans les contrats consensuels, quand il n'y a pas eu de commencement d'exécution et que le pacte adjoint, porte, comme c'est ici le cas, sur les éléments essentiels du contrat, le premier contrat se trouve annulé et remplacé par la convention nouvelle qui fait l'objet du pacte. « An idem [dici possit, aucto postea vel diminuto pretio, non immerito quæsitum est : quoniam emptionis substantia constitit ex pretio. Paulus notat, si omnibus integris manentibus, de augendo vel diminuendo pretio rursum convenit, recessum a priore contractu et nova emptio intercessisse videtur (3). »

Deux conditions sont donc nécessaires pour que le pacte adjoint *ex intervallo* produise l'extinction de la première vente ; il faut : 1° qu'il soit fait avant tout commencement d'exécution ou bien, si la vente a déjà été exécutée, que les choses aient été remises dans leur état primitif (4) ; 2° qu'il porte sur les éléments essentiels du contrat, *circa substantialia*. Cette seconde condition sera toujours remplie dans l'hypothèse d'une *addictio in diem*, car le prix est un des éléments essentiels de la vente (5).

Le pacte d'*addictio in diem* n'avait pas toujours la même

(1) Loi 7, § 5, De pactis (Dig. 2-14).

(2) Inst. § 4, Quibus modis obligatio tollitur (III-29).

(3) Loi 72, pr. in fine. De contrah. empt. (Dig. 18-1).

(4) Loi 58, De pactis (Dig. 2-14).

(5) Inst., § 1, De emptione et venditione (III-23).

manière d'être, il pouvait revêtir différentes formes. Tantôt, il intervenait comme condition suspensive, tantôt il se présentait comme condition résolutoire.

Dans le premier cas les Romains disaient : *conditionalis est emptio* et dans le second : *pura est emptio, sed sub conditione resolvitur* (1).

D'après le droit romain, une obligation ne pouvait pas être contractée *ad conditionem*, c'est-à-dire qu'il était impossible, en créant une obligation, de convenir qu'elle serait éteinte par l'arrivée d'une condition. Et en effet, parmi les modes limitativement déterminés d'extinction des obligations ne figurait pas la condition résolutoire.

« La condition résolutoire qui accompagne la vente n'est pas autre chose qu'une dissolution conditionnelle *mutuo consensu* convenue *ab initio*. Car la condition résolutoire ici, qu'on le remarque bien porte sur le contrat même et non sur les obligations qui en dérivent, lesquelles se trouvent non avenues par suite de la disparition de la *causa* qui leur avait donné naissance (2). »

Ulpien, dans la loi 2 de notre titre, nous indique les deux formes sous lesquelles l'*addictio in diem* pouvait se présenter : « *Quotiens fundus in diem addicitur, utrum pura emptio est, sed sub conditio resolvitur ; an vero conditionalis sit magis emptio quæstionis est ? Et mihi videtur verius, interesse quid actum sit : nam si quidem hoc actum est, ut meliore allata conditione discedatur, erit pura emptio, quæ sub conditione resolvitur : sin autem hoc actum est, ut perficiatur emptio, nisi melior conditio afferratur, erit emptio conditionalis* (3). »

(1) Voyez notamment la loi 2, De in diem addict. (Dig. 48-2), la loi 1, De leg. comm. (Dig. 48-3) et la loi 2, § 4, Pro emptore (Dig. 41-4).

(2) M. Bufnoir, *Théorie de la condition*, p. 429.

(3) Loi 2, pr. De in diem addictione (Dig. 48-2).

Avant tout, il faut donc s'enquérir de l'intention des parties, et, dans le doute, on doit admettre que la clause est résolutoire (1).

Nous aurons donc, dans l'étude des effets de l'*addictio in diem*, à distinguer avec le plus grand soin le cas où la clause aura été envisagée par les parties comme condition suspensive, de celui où l'*addictio in diem* aura été insérée au contrat comme condition résolutoire.

VENTES SOUMISES DE PLEIN DROIT A L'ADDICTIO IN DIEM

Dans la vente aux enchères, chaque enchérisseur étant censé acquéreur sous la condition qu'aucun autre n'offrira davantage, on peut considérer la vente comme accompagnée de la clause tacite de l'*addictio in diem*. Aussi les ventes consenties par les agents du fisc y furent-elles soumises de plein droit (2). Un certain nombre de cités jouissaient aussi de cette faveur que leur avaient accordée des lois spéciales (3).

(1) Loi 2, § 4, *Pro Emptore* (Dig. 41-4).

Voyez en ce sens Brunneman in *Pandect. ad leg. 1 et 2, XVIII-2*, n° 3 ; Lauterbach, ad *huj. tit.*, thèse 3.

Molitor, *Les obligations en droit romain*, I, p. 607.

M. Accarias, *Precis de droit romain*, II, p. 467, note 1.

(2) Loi 3, § 5, *De jure fisci* (Dig. 49-14) Loi 4, *De fide et jure hastæ fiscalis* (Code 10-3).

Voyez en ce sens Brunneman ad *leg. 1 et 2 XVIII-2*, n° 6.

Lauterbach ad *huj. tit.*, thèse 2.

(3) Loi 1, *De vend. reb. civ.* (Code 11-34). Loi 21, § 7, *Ad Municipalem* (Dig. 50-1).

DEUXIÈME PARTIE

EFFETS DE L'ADDICTIO IN DIEM

La clause d'addictio in diem étant une véritable condition à l'avènement de laquelle est subordonnée l'existence ou la résolution de la vente, nous diviserons en deux chapitres l'étude des effets qu'elle produit.

Dans un premier chapitre nous étudierons les droits respectifs des parties avant la défaillance ou l'accomplissement de la condition, c'est-à-dire la situation des parties *pendente conditione*.

Dans un second chapitre, arrivant au règlement définitif de leurs droits, nous supposerons la condition défaillie ou accomplie et nous déterminerons leur situation *deficiente* aut *eveniente conditione*.

CHAPITRE PREMIER

DROITS RESPECTIFS DES PARTIES AVANT LA DÉFAILLANCE OU L'ACCOMPLISSEMENT DE LA CONDITION

Nous nous plaçons avant l'expiration du dies convenu ou tacite et avant l'*adjectio melioris conditionis* proposée par un nouvel acheteur et acceptée par le vendeur.

La condition suspensive n'est pas défaillie puisqu'il n'y a pas eu d'offre plus avantageuse, elle ne s'est pas accomplie non plus puisque le dies n'est pas arrivé et que l'*adjectio* peut encore se produire.

De même, la condition résolutoire n'est pas défaillie puisque l'*adjectio* peut encore avoir lieu ; elle n'est pas réalisée puisqu'il n'y a pas eu de *melior conditio* proposée.

Pour déterminer à ce moment les droits respectifs des parties, il faut avec soin distinguer si l'*addictio in diem* a été envisagée comme condition suspensive ou si elle a été insérée au contrat comme condition résolutoire.

A. — L'*addictio in diem* a été envisagée par les parties comme condition suspensive.

Le propre de la condition suspensive étant de soumettre l'existence du contrat à l'accomplissement d'un fait déterminé, toutes les fois que les parties auront imprimé ce caractère au pacte d'*addictio in diem*, les effets de la

vente seront en suspens comme la vente elle-même. Dès lors les obligations qu'elle fait naître, pour le vendeur obligation de livrer la chose, pour l'acheteur obligation de payer le prix, sont soumises à la même condition. Le droit n'étant encore qu'une expectative l'obligation fait défaut, *nihil interim debetur* (1).

Mais si la condition tient en suspens les obligations respectives des parties, le contrat n'en crée par moins ce que les Romains appelaient une *spes debitum iri* (2) dont l'acquisition exige de part et d'autre la capacité actuelle de s'engager. Et en effet, cette espérance n'est pas une espérance vague, elle est fondée sur un contrat civil dont il n'appartient pas aux parties de se départir. C'est le consentement échangé dès à présent qui doit plus tard donner à la vente son existence définitive. « Désormais chacune des parties ne peut plus par sa seule volonté se soustraire aux relations que doit créer l'événement de la condition (3). »

L'exactitude de ce point de vue ressort bien du langage des jurisconsultes, puisqu'ils comprennent sous la dénomination énergique de *creditor* (4) l'acquéreur de ce droit conditionnel que les Institutes appellent une espérance (5).

Cette possibilité de l'existence d'un droit établissant entre les contractants une sorte de lien juridique, les autorise à prendre soin de tout ce qui pourrait, le cas échéant, influencer sur leurs intérêts (6). C'est ainsi que le créancier

(1) Loi 13, § 5, De pign. et hypoth. (Dig. 20-1).

(2) Voy. M. Bufnoir, *Théorie de la condition*, p. 280 et suiv.
Molitor, *Traité des obligations en droit romain*, tome I, n° 127.

(3) M. Bufnoir, *op. cit.* p. 239.

(4) Voy. notamment Loi 6, Quib. ex caus. in possess. (Dig. 42-4),
Loi 9, § 1, Qui potior in pign. (Dig. 20-4).

(5) Inst. § 4, De verborum obligatione (III, 15).

(6) Voy. Maynz, *Cours de droit romain*, tome II, p. 205.

conditionnel est recevable à prendre toutes les mesures conservatoires que nécessitera la sauvegarde de cette éventualité et que la loi lui permet par conséquent de se faire consentir une hypothèque (1), de réclamer des fidejusseurs (2), de demander la bonorum separatio (3) et peut-être l'envoi en possession (4).

Cette chance de devenir créancier est encore considérée par les Romains comme figurant dans le patrimoine actif du futur titulaire du droit; non seulement il peut l'aliéner, mais de plus il la transmet à ses successeurs s'il décède

(1) Loi 9, § 1 et loi 11, § 1, qui potior in pign. (Dig. 20-4).

(2) Loi 6, § 2, De fidejuss. (Dig. 46-1).

(3) Loi 4, De separationibus (Dig. 42-6).

(4) Voy. Molitor, *Les oblig. en droit rom.*, t. I, n° 127-3°.

M. Accarias, *Précis de droit romain*, t. II, n° 537.

Cette question divisait les jurisconsultes; en effet Paul, après s'être prononcé pour l'affirmative dans la loi 6 pr. *Quib. ex caus. in possess.* (Dig. 42-4) « in possessionem mitti solet creditor, etsi sub conditione pecunia ei promissa sit » paraît décider le contraire dans la loi 14, § 2, *eod. tit.* en ces termes: « Creditor autem conditionalis in possessionem non mittitur quia is mittitur qui potest bona ex edicto vendere. » Cette seconde solution est aussi donnée par Ulpien, loi 7, § 14, au même titre: « si in diem vel sub conditione debitor latitet antequam dies vel conditio veniat, non possunt bona ejus venire. » Ainsi non seulement Paul et Ulpien sont en désaccord, mais Paul se contredit lui-même. Sans insister sur les explications plus ou moins arbitraires présentées par les commentateurs, nous nous bornons à indiquer celle qu'a proposée Donneau et qui nous paraît la plus rationnelle: « S'il est seul le créancier conditionnel ne pourra pas obtenir l'envoi en possession; mais si d'autres créanciers sont envoyés en possession, il en profitera. » Donnellus, ad leg., 14, D. *Quib. ex caus. in poss.* 23, Comment. 11).

Comp. M. Bufnoir, *Théorie de la condition*, p. 293 et 294;

Jules Tambour, *Des voies d'exécution sur les biens des débiteurs*, t. I, p. 162-164.

Voy. pour d'autres interprétations: Accurse, ad leg. 14, *Quib. ex caus. in poss.*

Cujas, *Observ.*, lib. X, cap. 32;

Wissemback Exercit. in Pand., pars II, disp. 22, n° 3;

Pothier, *Pandectes*, livre XXXII, tit. IV, n° 3.

avant l'accomplissement de la condition : « ex conditionali stipulatione tantum spes est debitum iri, eamque ipsam spem in heredem transmittimus, si, priusquam conditio existat, mors nobis contigerit (1). »

Les obligations résultant de la vente n'étant point encore nées, tant que l'événement ne se réalise pas il n'y a ni action *empti* pour l'acheteur, ni action *venditi* pour le vendeur ; celui-ci, demeuré propriétaire, peut hypothéquer et aliéner sa chose ; il en perçoit les fruits et se les approprie, sauf à les rendre plus tard si la condition s'accomplit.

L'acheteur ne peut pas exiger la tradition, mais cette tradition peut lui être consentie spontanément par le vendeur. Cujas nous apprend qu'elle est alors elle-même conditionnelle : « res fit emptoris sub conditione tantum per traditionem videlicet si alius meliorem conditionem non attulerit intra illum diem (2). »

Jusqu'à l'événement de la condition, l'acheteur qui aurait obtenue la tradition n'est point *in causa usucapiendi* : « Ubi autem conditionalis venditio est, negat Pomponius usucapere eum (emptorem) posse (3). » Paul exprime aussi la même idée dans la loi 2, *Pro emptore* : « Si sub conditione emptio facta sit pendente conditione emptor usu non capit (4). » Ces décisions ne présentent d'ailleurs que des applications du principe général posé par la loi 8, *De peric. et comm. rei vend.* : « quod si pendente conditione, res tradita sit, emptor non poterit eam usucapere pro emptore (5). »

Mais la tradition éventuelle ne confère-t-elle pas au

(1) Inst., § 4, De Verb. oblig. (III-15).

(2) Cujas.

(3) Loi 4, De in diem additione (D. 18-2).

(4) Loi 2, § 2, Pro emptore (Dig. 41-4).

(5) Loi 8 pr. De peric et comm. rei vend. (Dig. 18-6).

moins à l'*accipiens* la possession *ad interdicta*? Il n'y a pas, croyons-nous, de texte qui statue sur la question ni théoriquement, ni au point de vue de la conséquence pratique qui s'y rattache. Cependant, Sell, qui a soutenu la négative (1), invoque en faveur de son système, la loi 38, § 1, *De acquirenda vel amittenda possessione* : « Si quis possessionem fundi ita tradiderit, ut ita demum cedere ea (on lit *eam* dans la vulgate) dicat, si ipsius fundus esset : non videtur possessio tradita, si fundus alienus sit. Hoc amplius existimandum est, possessiones sub conditione tradi posse, sicut res sub conditione traduntur, neque aliter accipientis fiunt, quam conditio extiterit (2). » Mais de ce passage on ne peut induire que ceci : c'est que lorsque la tradition a pour but unique le transport de possession, elle peut, aussi bien que lorsqu'elle tend au transport de propriété, être conditionnelle, ce que nous nous empressons de reconnaître. L'effet immédiat de la tradition, a-t-on dit, dans l'opinion contraire, c'est de rendre l'*accipiens* possesseur de la chose livrée : la translation du *dominium* n'est que la conséquence de ce déplacement de la possession ; donc, rendre la tradition conditionnelle, c'est tenir également *in pendenti*, le transport de la possession. Mais nous ferons remarquer que la transmission de la propriété, n'est pas toujours une conséquence essentielle de la mise en possession.

De plus, on sait que, pendente conditione, l'acheteur ne peut usucaper. Or, quelle est la raison de cette impossibilité d'usucapion? Les jurisconsultes la motivent exclusivement par un défaut de *justa causa* ; si le tradens s'était réservé la possession, on l'expliquerait bien plus naturellement par cette considération radicale, qu'il n'y a pas eu de possession.

(1) Ueber Bedingte traditionen, p. 26 et suiv.

(2) Loi 38, § 1, *De acquirenda vel amittenda possessione* (Dig. 41-2).

Au surplus, pour déterminer l'effet de la tradition, il nous semble que l'intérêt des parties est la seule loi qu'il faille consulter, car si la propriété est le plus fréquemment transmise avec la possession, il est des cas, dans le *pignus* par exemple, où le *tradens* ne confère à l'*accipiens* qu'une simple possession. La preuve, du reste, qu'on interprétait généralement en ce sens l'intention des parties, résulte du texte (1) des Institutes qui détermine à quelles conditions la tradition faite *ex causa venditionis* peut transférer la propriété.

Enfin on ne peut pas, dirons-nous avec M. Bufnoir, « supposer raisonnablement que le tradens, en mettant en fait la chose à la disposition et à la garde de l'accipiens, ait voulu cependant conserver la possession juridique et avec elle les interdits destinés à la protéger ». Nous pensons donc pouvoir déclarer que la tradition éventuelle confère à l'accipiens la possession *ad interdicta* (2) ; cette opinion, nous l'avons vu, peut s'appuyer sur les divers fragments du Digeste qui refusent à l'accipiens le droit d'usucaper *ante conditionem*.

Pour qui sont les risques *pendente conditione*? Quand on se demande à qui incombent les risques de la chose vendue, on suppose d'abord que cette chose consiste en un corps certain ; on suppose de plus que la vente étant déjà contractée et la tradition n'ayant pas encore été faite, un cas fortuit survient qui détruit la chose en tout ou en partie.

(1) Institutes, § 41, (II-4).

(2) En ce sens M. Bufnoir, *Théorie de la cession*, p. 392 et suiv., ainsi qu'un article cité par lui de M. le professeur Jehring : *Examen critique du livre de Sell* (Richter's Jahrbücher, 1847, p. 882 et suiv.).

Contrà : M. Machelard, *Théorie des interdits*, p. 266.

M. Van Wetter, *Traité de la possession en droit romain*, p. 209.

Nous distinguerons donc la perte totale et la perte partielle.

S'agit-il d'une perte totale? la vente ne peut se former faute d'un objet existant à l'époque à laquelle est reportée sa formation : « quia non subest res eo tempore quo conditio impletur (1). » Par suite la perte est pour le vendeur qui ne pouvant plus livrer la chose ne peut exiger de l'acheteur le paiement du prix.

La perte partielle au contraire est supportée par l'acheteur, car la condition venant à se réaliser le contrat se forme, et, par l'effet rétroactif de la condition, l'acheteur est censé avoir toujours été créancier purement et simplement. Il supporte donc la perte partielle comme si le contrat avait été pur et simple dès l'origine.

Cette théorie des risques fait l'objet d'un texte de Paul qui forme au Digeste la loi 8, *De peric. et comm. rei vend.* : « * Plane si pendente conditione res interierit, perimitur emptio, * sicuti stipulationes et legata conditionalia perimuntur si pendente conditione res extincta fuerit. Sane si extat res, licet deterior effecta, potest dici, esse damnum emptoris (2). »

Nous ajouterons que les intéressés, en convenant que le vendeur garderait la chose aux périls de l'acheteur, pouvaient, par un pacte, modifier les règles que nous venons d'établir et faire supporter tous les risques par l'acheteur : « Si in venditione condicionali, dit Ulpien, hoc ipsum con-

(1) Loi 14 pr. De novat et deleg. (Dig. 46-2).

(2) Loi 8, pr. De peric. et com. rei vend. (Dig. 18-6). Les mots renfermés entre les deux astérisques ne se trouvent pas dans le manuscrit florentin ; mais ils se suppléent nécessairement d'après l'ensemble du passage. Cujas (ad libr. XXXIII, Pauli ad edict.) assure qu'ils se lisaient *in antiquioribus libris*.

Voy. Maynz, *Traité des obligations*, en d. r., § 36, note 22, p. 149.

M. Bufnoir, *Théorie de la condition*, p. 247 et suiv.

venisset, *ut res periculo emptoris servaretur*, puto pactum valere (1). »

B. — L'addictio in diem a été insérée au contrat comme condition résolutoire.

La vente se forme immédiatement sauf à se résoudre si la condition s'accomplit ; le contrat est parfait (2) *ab initio* ; il n'y a de conditionnel que sa résolution : « *pura est emptio*, disent les textes, *quæ sub conditione resolvitur*. »

Non seulement la condition résolutoire ne suspend pas l'existence de la vente, mais elle n'en suspend pas même l'exécution. A défaut de convention contraire chacune des parties peut donc, *pendente conditione*, exiger de l'autre qu'elle exécute ce à quoi elle est tenue en vertu du contrat.

L'acheteur aura l'actio *empti* pour obtenir de son vendeur la délivrance de la chose, et réciproquement, il sera contraint par l'action *venditi* à recevoir l'objet et à payer son prix.

L'exécution de la vente résoluble produit les mêmes effets que l'exécution d'une vente pure et simple ; nous en tirons les conséquences suivantes :

La tradition faite par le vendeur propriétaire de la chose transférera immédiatement la propriété à l'acheteur.

L'acheteur aura la propriété des fruits, et, d'une façon générale, de toutes les *accessiones*.

L'acheteur pourra librement aliéner la chose, la grever de droits réels, soutenir une contestation relative à la propriété, en un mot faire tous les actes qui sont permis à un propriétaire.

(1) Loi 10, pr. De peric. et comm. rei vend. (Dig. 18-6).

(2) « *Perfectam esse emptionem*, » dit le § 4 de la loi 2, Pro emptore (Dig. 41-4).

La tradition faite par un vendeur non propriétaire mettra l'acheteur *in causa usucapiendi* pourvu, bien entendu, qu'il ait été de bonne foi au moment de la vente et au moment de la tradition.

Ces conséquences qui découlent des principes sont confirmées par la loi 2, *De in diem addictione* (1).

Que la chose soit détruite ou détériorée, c'est l'acheteur qui supporte les risques. En effet, la perte de la chose, empêchant toute offre de conditions meilleures, rend impossible l'accomplissement de la condition. C'est ce qu'exprime Paul dans la loi 3 de notre titre : « post interitum rei jam nec adferri possit melior conditio » (2).

Quant à la perte partielle, elle écartera le plus souvent les surenchérisseurs, et par suite, elle sera supportée par l'acheteur.

(1) Loi 2, § 1, *De in diem addictione* (Dig. 18-2).

(2) Loi 3, *De in diem addictione* (Dig. 18-2).

CHAPITRE II

DROITS RESPECTIFS DES PARTIES APRÈS LA DÉFAILLANCE OU L'ACCOMPLISSEMENT DE LA CONDITION

Pendente conditione, les parties sont dans une situation provisoire qui crée entre elles des rapports de droit que nous avons étudiés. Mais ces rapports sont provisoires comme la situation d'où ils dérivent ; aussi nous allons, pour arriver au règlement définitif de leurs droits, supposer que la condition est *défaillie* ou *accomplie*.

Nous diviserons ce chapitre en deux sections. Dans la première, nous nous occuperons du cas où la condition est défaillie, et, dans la seconde, de celui où la condition s'accomplit.

SECTION PREMIÈRE

La condition est défaillie

Nous écartons tout d'abord le cas le plus simple, celui où la condition vient à défaillir. Après avoir examiné les événements qui entraînent l'inaccomplissement de la condition, nous étudierons les effets de la condition défaillie.

I. — Événements qui entraînent la défaillance de la condition.

Plusieurs événements étaient une cause de défaillance pour la condition résultant du pacte d'*addictio in diem*.

Ces événements que nous allons successivement considérer étaient : 1° le manque d'*adjectio melioris conditionis* ; 2° la perte de la chose avant qu'il y eût *melior conditio allata* ; et enfin, 3° la mort du vendeur *intra diem* et l'arrivée du terme avant que l'héritier eût fait addition.

1° Le manque d'adjectio melioris conditionis.

La première et la principale condition pour que le vendeur puisse invoquer la clause d'*addictio in diem* est, d'après les termes du pacte, l'offre plus avantageuse faite par un nouvel acheteur. Aussi, le pacte était-il sans effets, lorsqu'il ne se présentait pas de nouvel acquéreur offrant des conditions meilleures.

Mais à quel moment pouvait-on dire qu'il n'y avait pas eu *melior conditio allata* ? Nous avons admis que la fixation d'un délai était de la nature et non pas de l'essence du pacte d'*addictio in diem* et, par conséquent, qu'un terme préfix n'était pas indispensable à la validité de cette clause.

Nous sommes donc amenés, pour la question qui nous occupe, à distinguer si les parties ont ou n'ont pas fixé de terme : dans le premier cas, l'*adjectio melioris conditionis* pourra se produire jusqu'à l'arrivée du terme ; dans le second, jusqu'à l'expiration du délai d'usage ou jusqu'à la prescription de l'action *venditi*, suivant que l'omission du terme aura ou n'aura pas été intentionnelle (1).

(1) Voy. *supra*, p. 5 et suiv.

2° *La perte de la chose avant qu'il y ait eu melior conditio allata.*

Il est évident que la condition ne peut plus se réaliser quand la chose a cessé d'exister ; en effet, la perte de la chose empêchant toute *adjectio melioris conditionis* rend par conséquent impossible l'accomplissement de la condition (1).

Toutefois, nous supposons une perte totale, car la perte partielle, tout en écartant en fait les surenchérisseurs, n'est pas un obstacle à des offres plus avantageuses.

3° *La mort du vendeur intra diem et l'arrivée du terme avant que l'héritier ait fait adition.*

La condition est défaillie, lorsque le vendeur décède intra diem, et que le terme fixé dans le pacte expire avant qu'il ne soit remplacé par un héritier continuateur de sa personne.

Cette hypothèse est celle que prévoit la loi 15 de notre titre : « Si prædio in diem addicto, ante diem venditor mortuus sit, sive post diem heres ei existat, sive omnino non existat, priori prædium emptum est : quia melior conditio allata, quæ domino placeat, intelligi non potest, cum is qui vendat, non existat : quod si intra diem adjectionis heres existat, melior conditio ei adferri potest (2). »

En effet, les offres meilleures doivent être faites avant le terme fixé : si le vendeur vient à mourir, et qu'il ne se présente pas d'héritier avant le délai de l'*in diem addictio*, la première vente sera irrévocablement maintenue. Un nouvel acheteur ne saurait à qui présenter les offres et n'aurait personne pour les accepter.

(1) Cette idée est exprimée par Paul dans la loi 2, De in d. add. (Dig. 18-2) : « Post interitum rei jam nec adferri possit melior conditio. »

(2) Loi 15, pr. De in diem additione (Dig. 18-2).

Mais, au contraire, l'héritier qui aura fait adition avant l'arrivée du terme, investi des droits de son auteur, pourra, jusqu'à l'expiration du délai, accepter les offres meilleures que lui proposera un nouvel acheteur.

II. — Effets de la condition défaillie

Pour étudier les effets de la condition défaillie, nous devons distinguer avec soin, les effets étant absolument différents, les deux formes sous lesquelles pouvait se présenter la clause d'*addictio in diem*.

A. — L'*addictio in diem* a été envisagée par les parties comme condition suspensive.

Le délai s'est écoulé sans que personne ait offert des conditions meilleures ; la vente devient pure et simple. Les parties sont désormais obligées ; le vendeur peut exiger le paiement du prix, l'acheteur, par l'action *empti*, la tradition de la chose si elle n'avait pas été effectuée *pendente conditione*.

Les détériorations résultant de cas fortuits sont, nous le savons, supportées par l'acheteur : « *Sanesi exstet res, licet deterior effecta, potest dici, esse damnum emptoris* (1). »

Mais dans le cas où elles proviendraient de délits commis par des tiers, l'acheteur aurait le droit de demander au vendeur la cession des actions qu'il a contre les délinquants ou la restitution des dommages-intérêts qu'il a pu obtenir (2).

Qu'arriverait-il si *ante conditionem* l'acheteur avait intenté l'action *empti* ? Pourrait-il la renouveler après l'arrivée de la condition ; ou ne devrait-on pas dire que la demande formée *pendente conditione* emportant *plus*

(1) Loi 8, pr. De peric et com. rei vend. (Dig. 18-6).

(2) Inst., § 3, in fine. De emptione et venditione (III-23).

petitio il a consommé son action en l'exerçant prématurément ? Nous croyons que l'acheteur conservait le droit d'agir, car nous ne pensons pas que le droit conditionnel pouvait faire l'objet d'une *deductio in iudicium*. Et en effet, jusqu'à l'événement de la condition, sa créance n'existe pas, elle se réduit à une espérance et *la litis contestatio* ne peut éteindre que des droits déjà nés. On pourrait, il est vrai, nous faire une objection tirée de l'effet rétroactif de la condition accomplie.

L'obligation, pourrait-on dire, remontant au jour où elle a été contractée, est donc censée avoir existé avant la demande en justice et n'a pu naître que pour être immédiatement réputée éteinte. Mais il nous paraît peu vraisemblable que les jurisconsultes aient fait intervenir ici la fiction de rétroactivité dans l'unique but d'étendre l'application d'une règle arbitraire de procédure.

Plusieurs textes, du reste, paraissent consacrer la solution précédente ; nous en citons deux : c'est d'abord un texte de Paul qui, supposant l'action *redhibitoria* intentée *ante conditionem*, déclare qu'une fois la condition réalisée, une nouvelle demande sera admise : « Si sub conditione homo emptus sit, redhibitoria actio ante conditionem existentem inutiliter agitur : quia nondum perfecta emptio, arbitrio iudicis imperfecta fieri non potest : et ideo, et si ex empto vel vendito, vel redhibitoria ante actum fuerit, expleta conditione, iterum agi poterit (1). » La même doctrine résulte encore de la loi 13, § 5, *De pig. et hyp.* : « Si sub conditione debiti nomine, obligata sit hypotheca, dicendum est, ante conditionem non recte agi, cum nihil interim debeatur : sed, si sub conditione debiti conditio venerit, rursus agere poterit (2). »

(1) Loi 43, § 9, *De ædilitio edicto* (Dig. 21-1)

(2) Loi 13, § 5, *De pig. et hyp.* (Dig. 20-1).

S'il y a eu tradition provisoire, l'accomplissement de la condition transfère à l'acheteur la propriété irrévocable de la chose vendue.

Il met ce dernier *in causa usucapiendi* dans le cas où le *tradens* ne serait pas légitime propriétaire. Mais quel est le point de départ de cette usucapion ?

Les interprètes du droit romain ne sont pas d'accord sur ce point. Il en est qui pensent qu'une fois la condition accomplie l'usucapion doit dater rétroactivement *ab initio traditionis* (1). Il nous semble au contraire que, la possession étant *res facti*, il ne saurait y avoir aucune rétroactivité dans son établissement (2). Les textes viennent corroborer cette opinion (3).

L'acheteur avait-il droit aux fruits produits par la chose

Voy. encore la loi 36, De solut. (Dig. 46-3).

En ce sens, M. Accarias, *Précis de droit romain*, t. II, n° 862.

M. Bufnoir, *Théorie de la condition*, p. 240 et suiv.

Contra MM. Schrader, note ad., p. 33, Inst. IV, 6.

Ortolan, *Explic. hist. des Inst.*, n° 2160.

Cpr. M. Machelard, *Oblig. naturelles*, p. 382, à la note.

Ces textes si explicites tirés du Digeste trancheraient la question si le § 33, des Institutes, IV, 6, ne décidait positivement que la poursuite *ante conditionem* entraîne pour le demandeur *plus petitio tempore*. Nous pensons qu'il ne faut voir dans ces contradictions que le résultat d'une controverse ancienne entre les jurisconsultes romains, controverse qui avait dû être tranchée par les compilateurs du Digeste dans le sens des passages cités. Du reste, l'importance pratique du débat se trouve bien restreinte, et, à supposer même que les Institutes aient voulu réellement consacrer en matière de condition la *plus petitio tempore*, ce retour apparent sur le choix des auteurs du Digeste ne changerait en fait rien au principe que nous avons posé, car à l'époque de Justinien, la *plus petitio* n'entraîne plus qu'une prolongation de délai. Voy. loi 1, pr. De plus petitionibus (Code, 3-10).

(1) Jhering, Richter's, *Jahrbücher*, 1847, p. 897-898.

(2) Voy. en ce sens M. Bufnoir, *Théorie de la condition*, p. 427.

(3) Voy. Loi 2, § 2, Pro Emptore (Dig. 41-4); loi 4, pr. De in diem

depuis le jour du contrat jusqu'à l'événement de la condition ? La négative ne peut faire doute, car nous nous trouvons en présence de textes formels : « Ubi autem conditionalis venditio est, dit Ulpien, negat Pomponius fructus ad eum (emptorem) pertinere (1). » Paul est encore plus explicite : « quod si pendente conditione res tradita sit,.... fructus medii temporis, venditoris sunt (2). »

B. — L'addictio in diem a été insérée au contrat comme condition résolutoire.

La condition faisant défaut, il ne pourra plus être question de résolution, le pacte sera non avenué et le contrat pur et simple. La vente est donc désormais irrévocable ; tous les effets produits par le contrat résoluble *pendente conditione* deviennent définitifs. Il n'y a pas à revenir sur l'exécution du contrat qui avait déjà eu lieu.

SECTION II

La condition est accomplie

Nous arrivons à la partie la plus intéressante de notre sujet ; nous la diviserons comme la section précédente : nous nous occuperons d'abord de l'événement qui entraîne l'accomplissement de la condition, c'est-à-dire de l'*adjectio melioris conditionis*, puis nous déterminerons les effets de la condition accomplie.

addictione (Dig. 18-2) ; loi 8, pr. in fine, De peric. et com. (Dig. 18-6) ; Fragmenta vaticana, § 111.

Voy. aussi les loi 1 pr. et 2, § 5, De donationibus (Dig. 39-5) et la loi 11 pr. De donat. int. vir. et ux. (Dig. 24-1).

(1) Loi 4, pr. De in diem addictione (Dig. 18-2).

(2) Loi 8, De peric. et comm. rei venditæ (Dig. 18-6).

I. — Événement qui entraîne l'accomplissement de la condition.

Le vendeur pouvait, aux termes mêmes du pacte, demander l'annulation de la vente lorsqu'une offre plus avantageuse lui avait été faite ; c'est cette offre plus avantageuse que les jurisconsultes nomment *adjectio melioris conditionis*. Nous avons donc à rechercher tout d'abord dans quel cas il y avait *melior conditio allata*.

§ 1^{er}. — En quoi consiste l'*adjectio* ?

La loi 5 de notre titre nous donne une formule générale : « Quidquid enim, dit Pomponius, ad utilitatem venditoris pertinet, pro *meliore conditione* haberi debet(1). » Par conséquent, il y a *melior conditio allata*, non seulement lorsque le prix est plus élevé, mais encore lorsque les offres nouvelles présentent au vendeur un avantage quelconque.

Ulpien cite de nombreux exemples d'offres plus avantageuses dans le § 6, que nous transcrivons en entier, de la loi 4 de notre titre : « *Melior autem conditio adferri* videtur, si pretio sit additum. Sed et si nihil pretio addatur, solutio tamen afferatur faciliior pretii, vel maturior ; *melior conditio allata* videtur. Præterea, si locus opportunior solvendo pretio dicatur, æque *melior conditio allata* videtur ; et ita Pomponius, lib., 9, ex Sabino scribit. Idem ait et si persona idoneior accedat ad emptionem æque videri *meliores conditiones* allatas. Proinde, si quis accedat ejusdem pretii emptor, sed qui levioribus emat conditionibus, vel qui satisfactionem nullam exigat, *melior conditio allata* videbitur. Ergo idem erit probandum et si viliori pretio emere sit paratus, ea tamen remittat, quæ venditori gravia erant in priore emptione(2). »

(1) Loi 5, De in diem additione (Dig. 18-2).

(2) Loi 4, § 6, De in diem additione (Dig. 18-2).

L'adjectio melioris conditionis peut donc avoir pour objet : un prix plus élevé, *si pretio sit additum* ; un paiement d'une réalisation plus facile, *solutio facilior* ; un paiement plus prompt, *solutio maturior* ; l'indication pour le paiement d'un lieu plus favorable, *locus opportunior* ; la solvabilité plus grande de l'acheteur, *idoneior persona*. Bien plus, le vendeur peut, à prix égal ou même inférieur, accepter l'offre d'un acheteur qui lui fait remise des charges auxquelles l'avait astreint le premier contrat.

L'adjectio doit, comme plusieurs textes nous l'enseignent, porter sur l'objet même et sur l'objet principal de la première vente. «Post interitum rei, nous dit Paul, jam nec adferri possit melior conditio(1). » Il est évident, en effet, que, lorsque la chose périt, une nouvelle vente ne pourrait être valable, car elle n'aurait pas d'objet. Mais l'adjectio pourrait-elle porter sur les fruits ? Non, nous enseigne Ulpien, qui rapporte l'opinion de Julien en ces termes : « Si res in diem addicta intercederit, vel ancilla decesserit an partus vel fructus ejus nomine adjectio admitti possit ? Et negat admittendam adjectionem, quia alterius rei, quam ejus, quæ distracta est non solet adjectio admitti(2). »

Doit-on considérer comme valables des offres qui ne portent que sur une partie de l'objet de la première vente ? Il nous semble que l'adjectio ne peut être opposable à l'acheteur qu'autant qu'elle porte sur la totalité de l'objet vendu. Et en effet ne devons-nous pas interpréter la convention *ex fide bonâ* et faire prédominer surtout l'intention probable des parties ? Dès lors, peut-on admettre que l'acheteur ait eu la pensée, en se soumettant à une résolution déjà fort souvent préjudiciable, d'aggraver sa situa-

(1) Loi 3, De in diem additione (Dig. 18-2).

(2) Loi 4, § 1, De in diem additione (Dig. 18-2).

tion, en permettant au vendeur de résoudre la vente pour partie et d'enlever peut-être ainsi toute utilité à son acquisition? L'acheteur, par exemple, s'est rendu acquéreur d'un fonds qui, morcelé, deviendrait absolument impropre à l'usage auquel il le destinait. Du reste, les textes viennent corroborer notre assertion. Sabinus ayant prévu l'hypothèse suivante : Trois copropriétaires vendent avec clause d'*addictio in diem*, deux seulement acceptent les offres nouvelles ; Ulpien, dans la loi 11, § 1 de notre titre, déclare : que la résolution pourra être partielle, si toutefois la vente a eu lieu avec des prix distincts pour chacune des parts, c'est-à-dire, en somme, s'il y a eu trois ventes différentes ayant chaque part pour objet : « Si, tribus vendentibus, duo posteriori addixerint, unus non admiseric adjunctionem, hujus partem priori, duorum posteriori emptam, ita demum verum est, si *variis pretiis* partes suas distraxerunt (1). » Si au contraire la vente a eu lieu pour un prix unique, c'est-à-dire s'il n'y a eu qu'une seule vente des trois parts en bloc, la résolution ne peut se produire et le premier acheteur reste, malgré les offres plus avantageuses, propriétaire de la totalité de l'objet de la vente : « Quod si *uno pretio* vendiderint, dicendum est, totam priori emptam manere : quemadmodum si quis mihi totum fundum ad diem addixisset, postea vero prætio adjecto dimidium alii addixerit (2). »

Ulpien ajoute que cette opinion était aussi partagée par Mucius, Brutus, Labéon et Sabinus.

D'autres textes nous fournissent des applications de la règle d'après laquelle, pour être opposable à l'acheteur, l'*adjectio* doit porter sur la totalité de l'objet vendu. Si la vente a eu pour objet deux esclaves et que l'un des deux

(1) Loi 11, § 1, De in diem additione (Dig. 18-2).

(2) Loi 13 pr. De in diem additione (Dig. 18-2).

soit mort, l'adjectio pourra se produire, mais la première vente tout entière devant être résolue, le nouvel acquéreur devra offrir pour l'esclave survivant un prix supérieur à celui du premier contrat : « Si ex duobus servis viginti venditis et in diem addictis, alter decesserit, deinde unius nomine, qui superest, emptor exstiterit, qui supra viginti promitteret (1)..... »

Mais lorsque la vente a eu lieu « *séparatim* », c'est-à-dire lorsque chaque objet a été vendu pour un prix distinct, le principe que nous avons énoncé ne s'oppose pas à ce que l'adjectio ait lieu à l'occasion d'un seul de ces objets ; c'est ce que nous fait remarquer Julien dans la loi 17 : « Cum duo servi duobus *separatim* denis in diem addicti sint, et exstiterit, qui pro utroque triginta det, refert, unius pretio decem, an singulorum quina adjiciat : secundum superiorem adjectionem, is servus inemptus erit, cujus pretio adjecta facta fuerit (2) :..... »

Le terme ne faisant que suspendre l'exécution sans que l'existence du contrat soit compromise, il est évident que la seconde vente pouvait être à terme, nous avons du reste un texte formel (3).

Mais la seconde vente pouvait-elle être conditionnelle ? On voit immédiatement la raison de douter : c'est que lorsqu'un contrat est conditionnel il n'y a pas dès à présent une obligation existante ; l'obligation naîtra seulement au moment où la condition se réalisera (4).

Les jurisconsultes discutaient cette question à propos d'une hypothèse toute spéciale ; nous pensons qu'il faut généraliser la solution que nous donnent les textes.

(1) Loi 4, § 2, De in diem addictione (Dig. 18-2).

(2) Loi 17, De in diem addictione (Dig. 18-2).

(3) Loi 15, in fine, De in diem addictione (Dig. 18-2).

(4) Inst. § 4. De verb. oblig. (III-15).

L'espèce sur laquelle portait la controverse était la suivante : Une vente a lieu avec clause d'*addictio in diem*, le vendeur qui accepte des offres plus avantageuses et qui par conséquent consent une nouvelle vente peut-il l'affecter de la même clause ? Non, enseignait Sabinus, car la vente n'étant pas définitive on ne peut pas dire que les offres sont considérées comme plus avantageuses « *quia prioris emptoris statim (fundus) fit, scilicet quasi non videatur melior conditio allata, si non secure secundo emptori fundus addicitur, sed alia licitatio prospicitur* (1). Mais cette raison ne nous paraît pas concluante car l'insertion au second contrat de la clause d'*addictio in diem* n'implique aucunement que les offres ne sont pas plus avantageuses, mais elle laisse seulement supposer que le vendeur conserve encore l'espoir de tirer peut-être un meilleur parti de sa chose.

Cette solution nous est donnée par Ulpien qui reproduit la pensée de Julien à cet égard : « *sed Julianus, lib. 15 Digestorum scripsit, interesse multum, quid inter contrahentes actum sit, nec impedire quicquam, vel hoc agi, ut sæpius (fundus) collocetur : dum vel prima, vel secunda, vel tertia adjectione res a venditore discedat* (2).

§ 2. — *Par qui l'adjectio peut-elle être faite ?*

En principe, toute personne capable de contracter valablement peut faire *adjectio*. Mais on comprend qu'il aurait été injuste de permettre au vendeur de se dégager des liens du premier contrat par l'intervention d'un compère. Aussi lorsqu'il sera reconnu que le nouvel acheteur n'est que l'instrument du vendeur désireux de faire résou-

(1) Loi 11 pr. De in diem additione (Dig. 18-2).

(2) Loi 11 pr. in fine, De in diem additione (Dig. 18-2).

dre le premier contrat, et de recouvrer la chose qu'il regrette d'avoir vendue, l'*adjectio* ne sera pas valable et la première vente sortira tous ses effets.

Cette solution nous est fournie par Ulpien qui rapporte l'opinion de Sabinus. Ce jurisconsulte déclare que, dans ce cas, on ne peut pas dire qu'il y a *melior conditio allata*, puisque le nouvel acheteur n'intervient que comme prête-nom. «... si falsus emptor subjectus sit, eleganter scribit Sabinus priori rem esse emptam: quia non videatur melior conditio allata esse, non existente vero emptore (1);...»

Si le plus souvent le nouvel acquéreur qui avait pu valablement faire *adjectio* était étranger au contrat, deux cas pouvaient se présenter, dans lesquels il avait été partie au contrat. Lorsqu'il y a eu plusieurs vendeurs, Ulpien nous apprend que l'un d'entre eux a le droit de faire valablement des offres meilleures: « Verum est autem vel unum ex venditoribus posse meliorem adferre conditionem (2). »

Une objection, il est vrai, pourrait immédiatement venir à la pensée: ce vendeur évince ainsi un acheteur qu'il doit cependant garantir de toute éviction. Mais ici, remarquons-le bien, l'acheteur ne s'était-il pas soumis à cette éviction toute spéciale en laissant insérer au contrat la clause *d'addictio in diem*? Dépousséder l'acheteur ne constitue pas une éviction, lorsqu'on s'en est réservé le droit dans le contrat. Du reste, nous nous trouvons en présence d'un texte formel. Le second cas est celui où il y a eu plusieurs acheteurs et où l'un d'eux surenchérit pour rester seul propriétaire: « emere enim, dit Ulpien, cum tota re etiam nostram partem possumus (3). »

(1) Loi 4, § 5, De in diem additione (Dig. 18-2).

(2) Loi 13, § 1, De in diem additione (Dig. 18-2).

(3) Loi 13, § 1, in fine, De in diem additione (Dig. 18-2).

Du reste l'acheteur peut, croyons-nous, toujours faire une adjectio valable puisque les textes (1) lui reconnaissent formellement une sorte de droit de préférence à l'encontre d'un nouvel acquéreur, s'il consent à l'adjectio *ejusdem melioris conditionis*.

§ 3. — *L'adjectio doit être acceptée par le vendeur.*

Le pacte d'addictio in diem intervenant presque toujours, comme nous l'avons vu (2), en faveur du vendeur ; c'est au vendeur qu'il appartenait d'accepter ou de refuser les offres qui lui étaient faites. Ce principe est formellement consacré par la loi 9 de notre titre : « Sabinus scribit, dit Ulpien, licere venditori meliorem conditionem oblatam abjicere, sequique primam, quasi meliorem. Et ita utimur (3). »

Toutefois les textes indiquent deux exceptions à cette règle ; c'est d'abord lorsque l'acheteur s'est expressément réservé le droit de résilier le contrat dès qu'un nouvel acheteur offrirait des conditions meilleures : « quid tamen, ajoute Ulpien, si hoc erat nominatim actum, ut liceret resiliere emptori meliore conditione allata ? Dicendum erit, dissolutam priorem emptionem, etiamsi venditor sequentem non admittat (4). » La seconde exception a été admise en faveur du débiteur dont le créancier veut réaliser le gage ; le créancier gagiste, qui pour se mettre à l'abri de tout recours *addixit in diem pignus*, ne peut repousser de nouvelles offres réellement plus avantageuses. Et en effet, son intérêt n'est pas seul en jeu, car l'augmentation du prix doit profiter à son débiteur : « Sed si proponatur, en-

(1) Voy. les lois 7 et 8, De in diem addictione (Dig. 18-2).

(2) Voy. supra, p. 4.

(3) Loi 9, De in diem addictione (Dig. 18-2).

(4) Loi 9, De in diem addictione (Dig. 18-2).

seigne Julien, a creditore pignus in diem addictum, non potest videri bona fide negotium agi, nisi adjectio recipiatur. Quid ergo est, si inops emptor et impediendæ tantummodo venditionis causa intervenit ? Potest creditor, sine periculo, priori emptori addicere (1). »

Mais qu'arrivera-t-il, si nous nous trouvons en présence de plusieurs vendeurs en désaccord, les uns voulant accepter, les autres désirant refuser les offres d'un nouvel acheteur ?

La vente a-t-elle été faite *variis pretiis*, il y a en réalité plusieurs ventes indépendantes l'une de l'autre et chaque vendeur pourra pour sa part accepter l'adjectio proposée (2).

Au contraire, la vente a-t-elle été effectuée *uno pretio*, s'il y a dissidence entre les vendeurs, la première vente sera maintenue (3) ; les offres ne pouvant être acceptées que par tous les vendeurs conjointement, car la condition est indivisible (4).

§ 4. — *Le vendeur doit notifier à l'acheteur l'adjectio proposée.*

L'acheteur a donc un droit de préemption lorsqu'il consent à souscrire aux conditions nouvelles proposées au vendeur. « Licet autem venditori, meliore allata conditione, addicere posteriori: nisi prior paratus sit plus adjicere (5). » L'exercice de ce droit est assuré par l'obligation imposée au vendeur de notifier à l'acheteur les offres qui

(1) Loi 10, De in diem additione (Dig. 18-2).

(2) Loi 11, § 1, De in diem additione (Dig. 18-2).

(3) Loi 13 pr. De in diem additione (Dig. 18-2).

(4) Voy. les lois 23 et 43, § 1, et la loi 56, De cond. et dem. (Dig. 35-1). Voy. aussi la loi 85, § 6, De verb. oblig. (Dig. 45-1).

(5) Loi 7, De in diem additione (Dig. 18-2).

lui sont faites : « *Necesse autem habebit venditor, enseigne Paul, meliore conditione allata, priorem emptorem certiorum facere, ut, si quid alius adjicit, ipse quoque adjicere, possit* (1). »

Ainsi donc, avant d'accepter les offres nouvelles, le vendeur doit prévenir le premier acheteur afin qu'il puisse aussi surenchérir.

II. — *Effets de la condition accomplie.*

Nous étudierons successivement les effets du pacte d'addictio in diem réalisé, d'abord entre les parties contractantes, et ensuite à l'égard des tiers, en désignant toujours avec soin si l'addictio in diem a été insérée au contrat comme condition suspensive ou comme condition résolutoire.

1° EFFETS DE L'ADDICTIO IN DIEM RÉALISÉE ENTRE LES PARTIES CONTRACTANTES.

A. — L'addictio in diem a été apposée au contrat comme condition suspensive.

L'événement qui entraîne l'accomplissement de la condition s'étant produit, la convention est mise à néant. « *Quod si sub conditione res venierit si quidem defecerit conditio, nulla est emptio sicuti nec stipulatio* (2). » — « *Similis erit sub conditione factæ venditioni, quæ nulla est, si conditio defecerit* (3). » Aucun lien juridique n'existant entre les

(1) Loi 8, De in diem additione (Dig. 18-2).

(2) Loi 8 pr. De peric. et comm. rei vend. (Dig. 18-6).

(3) Loi 37, De contrah. emp. (Dig. 18-1).

Les deux textes disent *conditio defecit*, nous disons nous la *condition s'est accomplie* ; c'est que, quand l'événement incertain doit, en s'accomplissant, amener la résolution du contrat, il y a défaillance de la condition à laquelle le contrat est subordonné le jour où la condition de résolution s'accomplit.

parties, c'est par la *condictio indebiti* qu'elles répéteront les prestations qu'elles auraient pu se faire, en vue de la formation possible du contrat. De même, si le vendeur avait provisoirement livré la chose, comme il n'a jamais cessé d'en être le propriétaire, il la revendiquera ; car aucun effet juridique ne peut résulter d'un contrat qui ne s'est pas formé. Par conséquent, les parties doivent se trouver dans le même état que si elles n'avaient pas contracté.

B. — L'addictio in diem a été envisagée par les parties comme condition résolutoire.

La condition résolutoire une fois accomplie, il nous reste à en déterminer les effets.

Rien de plus simple, lorsque le contrat n'a pas encore été exécuté ; les obligations qu'il a fait naître s'éteignent, et la résolution a pour seul effet d'empêcher l'exécution de la vente.

Si, au contraire, comme cela arrivait le plus souvent, le vendeur a livré la chose à l'acheteur avant l'époque où la résolution vient à se produire, la question offre certaines difficultés.

Généralement, pour caractériser les effets de la résolution, on convient de déclarer que les parties doivent, par des prestations réciproques, être remises dans la situation où elles se trouveraient, si le contrat ne s'était pas formé (1).

Nous allons examiner successivement les effets de la résolution, relativement : 1° aux fruits perçus et aux accessoires de la chose ; 2° aux impenses faites sur la chose restituée et, en troisième lieu, à la possession.

Nous terminerons l'étude des effets de la condition réso-

(1) Voy. notamment M. Bufnoir, *Théorie de la condition*, p. 470.

lutoire accomplie, en recherchant à partir de quelle époque se produisent les effets de la résolution.

§ 1^{er}. — *Effets de la résolution quant aux fruits perçus et aux accessoires de la chose.*

Par suite de la réalisation de la clause d'*addictio in diem*, l'acheteur est tenu de restituer la chose au vendeur. Il doit également compte des fruits qu'il a pu acquérir en vertu du droit que lui avait conféré le contrat. C'est ce qu'enseigne Ulpien dans la loi 6 de notre titre : « Item quod dictum est, fructus interea captos emptorem priorem sequi, totiens verum est, quotiens nullus emptor existit, qui meliorem conditionem adferat, vel falsus existit: sin vero existit emptor posterior, fructus refundere priorem debere constat, sed venditori (1) :.... »

Malgré la disposition formelle de cette loi, on a cependant nié l'obligation imposée à l'acheteur de restituer les fruits ou leur valeur, en invoquant la loi 2, § 1, *De in diem addicione* (2) et la loi 2, § 4, *Pro emptore* (3) qui prouvent, dit-on, que les fruits sont acquis définitivement par l'acheteur qui les perçoit.

Ces textes ne nous semblent pas concluants, car ils règlent seulement les droits respectifs des parties *pendente conditione* et affirment qu'en cet état de chose, ce que nous avons du reste reconnu (4), l'acheteur fait les fruits siens.

(1) Loi 6, pr. *De in diem addicione* (D. 18-2).

(2) La loi 2, § 1, *De in diem addicione* (D. 18-2), s'exprime ainsi à ce sujet : « Hunc cui res in diem addicta est, fructus et accessiones lucrari. »

(3) La loi 2, § 4, *Pro emptore* (D. 44-4), prévoit aussi le cas d'une vente avec clause résolutoire d'*addictio in diem* et déclare : « fructus emptoris effici. »

(4) Voy. *supra*, p. 49.

Mais ils ne tranchent pas la question de savoir ce que deviennent les fruits, la résolution opérée, ce qui montre d'ailleurs que ces fragments sont étrangers à notre matière, c'est que Julien, de qui émanent ces deux textes, enseigne formellement, comme le prouve le § 4 de la loi 4 de notre titre, que les fruits perçus *interea* doivent revenir au vendeur : « Sed eam actionem sicut fructus quos percepit venditi iudicio præstaturum (1). »

On insiste en disant que l'acheteur est un possesseur de bonne foi et que, par suite, il doit gagner les fruits. Mais c'est là une idée fausse, car nous ne croyons pas qu'on puisse admettre que le titulaire d'un droit résoluble est un possesseur de bonne foi. Il nous paraît au contraire résulter de divers textes et notamment de la loi 39, *De mortis caus. donat.* (2), que le droit romain le présuait de mauvaise foi par ce seul fait que, pourvu d'un titre incertain, il a dû connaître le danger qu'il courrait de le perdre.

En un mot, l'acheteur ne doit garder par devers lui aucun des avantages qu'il tient de la vente ; il doit donc rendre au vendeur non seulement la chose avec les fruits, mais encore tous les accessoires de la chose, améliorations naturelles, accroissements et enfin tous les bénéfices que lui a procuré le contrat.

Par conséquent, il doit compte au vendeur des dommages-intérêts obtenus à l'occasion de la chose et il est tenu de lui céder les diverses actions qui peuvent lui compéter à raison de sa propriété provisoire (3).

§ 2. — *Effets de la résolution relativement aux impenses faites sur la chose restituée.*

L'acheteur a droit au remboursement des impenses

(1) Loi 4, § 4 in fine, De in d. add. (Dig. 18-2).

(2) Voy. la loi 39, De mortis caus. donat. (Dig. 39-6).

(3) Loi 4, § 1, De in diem addictione (Dig. 18-2).

qu'il a faites sur la chose vendue (1).

Quant aux impenses *nécessaires*, il ne peut pas y avoir de doute, comme nous l'apprend Ulpien en transcrivant un rescrit de l'empereur Sévère : « Sicut fructus in diem addictæ domus, cum melior conditio fuerit allata, venditori restitui necesse est, ita rursus quæ prior emptor medio tempore necessario probaverit erogata, de reditu retineri : vel, si non sufficiat, solvi æquum est (2):... »

S'il s'agit de dépenses *uiles* nous croyons que l'acheteur a aussi le droit de les répéter (3), du moins jusqu'à concurrence de la plus-value, bien que le texte que nous venons de citer semble, en ne statuant que dans le cas de dépenses nécessaires, fournir un argument *a contrario*.

Mais outre que ces arguments *a contrario* sont souvent dangereux, surtout dans la législation romaine, où ce qu'on appelle une loi n'est autre chose qu'une décision d'espèce (4), il nous semble incontestable qu'il entrerait dans la mission du juge d'une action de bonne foi d'appliquer le principe que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui d'une façon injuste.

§ 3. — *Effets de la résolution relativement à la possession.*

Nous avons jusqu'ici supposé que le vendeur était propriétaire de la chose vendue, mais quelles seraient les

(1) Voy. Molitor. *Les obligations en droit romain*. t. I, n° 503.

Voet. ad Pand. XVIII-2, n° 5.

Brunnemann, ad legem 6, XVIII-2.

(2) Loi 16, De in diem additione (Dig. 18-2).

(3) En ce sens, M. Accarias, *Précis de droit romain*, t. II, n° 614, note 3. M. Bufnoir, *op. cit.*, page 473.

(4) Comme c'est évidemment ici le cas, puisqu'il s'agit d'un rescrit et que presque toujours le rescrit est sollicité à l'occasion d'un procès pendant. Si donc le texte cité plus haut ne parle que des impenses nécessaires, c'est parce que l'empereur se tenait dans les termes du fait qui lui avait été soumis.

conséquences de la résolution au cas où la vente aurait eu pour objet une *res aliena* ? Le vendeur qui a exercé la résolution peut-il joindre à sa possession antérieure à la vente celle de l'acheteur ?

Nous n'hésitons pas à nous prononcer pour l'affirmative, puisque, d'après le droit originaire du moins, la résolution de la vente amenant une rétrocession, l'acheteur se trouvait l'ayant cause du vendeur. Cette solution est indiquée par Javolenus, au titre *De usurp. et usucap.* « Si hominem emisti, ut, si aliqua conditio exstittisset, inemptus fieret, et is tibi traditus est, et postea conditio emptionem resolvit ; tempus, quo apud emptorem fuit, accedere venditori debere existimo : quoniam eo genere retroacta venditio esset redhibitioni similis, in qua non dubito tempus ejus, qui redhibuerit, venditori accessurum, quoniam ea venditio proprie dici non potest (1). » A l'époque où la propriété fait retour *ipso jure* au vendeur, il semble que ce résultat de l'*accessio possessionum* ne puisse pas se produire, puisque le vendeur n'est pas l'ayant cause de l'acheteur. Il faut cependant le maintenir, par la raison bien simple, que les règles nouvelles en matière de condition résolutoire n'ont été introduites que pour favoriser le vendeur, lequel peut, si cela lui convient, s'en tenir aux principes de l'ancien droit (2).

Si, au moment de la résolution, l'usucapion était accomplie, il faut décider par analogie des règles admises en matière de donations à cause de mort (3), que c'est l'acheteur qui est devenu propriétaire ; mais il est obligé en vertu du pacte, de restituer la chose vendue.

(1) Loi 19, De usurp. et usucap. (Dig. 41-3). Comp. loi 13, § 2, De adquir. vel amit. possess. (Dig. 41-2), et la loi 6, § 1, De divers. tempor. præscript. (Dig. 41-3).

(2) Voy. en ce sens M. Bufnoir, *op. cit.*, p. 487.

(3) Loi 13 et loi 33, De mort. causa donat. (Dig. 39-3).

A partir de quelle époque se produisent les effets de la résolution.

La condition résolutoire accomplie rétroagit-elle au jour de la vente ?

La solution de cette question a donné lieu à deux systèmes absolument contraires.

Au point de vue théorique, la différence est capitale : pour les partisans de la rétroactivité, la résolution opère dans le passé comme dans l'avenir, de sorte que les droits de l'acheteur sont censés n'avoir jamais existé ; au contraire, pour ceux qui adoptent l'idée de la non-rétroactivité, l'acheteur cesse d'être propriétaire du jour de la résolution ; jusqu'à ce jour il a été réellement propriétaire.

Au point de vue pratique, les deux opinions ne sont pas très divergentes. En effet, dans l'une comme dans l'autre théorie, on admet que le vendeur doit toujours être traité comme si l'acheteur n'avait concédé aucun droit sur la chose ; car le vendeur a le droit de méconnaître aussi bien les droits constitués par l'acheteur que le droit même de cet acheteur, et de demander la réparation pécuniaire de tous les torts que ces droits peuvent lui causer.

Il nous semble bien que la résolution se produisait sans rétroactivité (1), car les textes qui visent les droits conférés sur la chose par le propriétaire éventuel indiquent, d'une manière expresse, que la constitution de ces droits s'est

(1) Voy. en ce sens M. Bufnoir, *op. cit.*, p. 479 et suiv.

M. Vernet, *Textes choisis sur la théorie des obligations*, p. 147.

Vangerow.

Fitting.

Contra : Windscheid. *Pand.*, p. 91, nos 2 et 3.

Arnds, § 71, n° 4.

Scheurl, § 66, p. 232.

Goudsmit. *Cours de Pandectes* traduit du néerlandais par M. Vuylsteke, p. 158.

faite régulièrement et que leur existence s'est prolongée jusqu'à l'événement de la condition. « Ex quo colligitur, disait Ulpien, quod emptor medio tempore dominus esset (1)... » Ulpien ne dirait pas que l'acheteur a été *dominus* dans le temps intérimaire, s'il admettait la rétroactivité.

D'ailleurs, comment expliquer, si la résolution rétroagit au jour du contrat, que le vendeur ne puisse exercer l'action *ex lege Aquilia*, par exemple, compétant à l'acquéreur à l'occasion de la chose, qu'en obtenant de celui-ci la cession de son droit (2) ; s'il eût recouvré sa propriété, même dans le passé, toutes ces actions lui auraient appartenu de plein droit et il les aurait exercées en son nom. Et comment expliquer encore que ce même vendeur, reconnu créancier des fruits et accessoires perçus *ante conditionem* par l'accipiens, fût non recevable à les revendiquer contre les tiers auxquels ils auraient été aliénés ? Or, nous savons que l'action en revendication lui était refusée, et que les textes ne lui donnaient qu'une action personnelle (3).

Une objection qu'on a faite contre la théorie précédente est tirée de la loi 9 pr. *De aqua, et aquæ pluvix arcendæ*.

Cette loi suppose le cas d'une vente avec *addictio in diem* et la constitution d'une servitude de la part d'un acheteur au profit d'un tiers : elle décide que si le tiers veut mettre son droit à l'abri de toute éventualité, il doit s'assurer le concours de la volonté du vendeur « ut sive remanserit penes emptorem, sive recesserit, certum sit, voluntate domini factam aquæ cessionem (4) ».

(1) Loi 4, § 3 in fine, De in diem addicione (Dig. 18-2). Cpr. loi 3, Quib. mod. pign. solv. (Dig. 20-6).

(2) Loi 4, § 4, De in diem addicione (Dig. 18-2). Cpr. loi 12, § 3, De usufructu (Dig. 7-1).

(3) Loi 6, De in diem addicione (Dig. 18-2).

(4) Loi 9 pr. De aqua, et aquæ pluvix arcendæ (Dig. 9-3).

Or, ajoute-t-on, si la servitude est considérée après l'*eventus conditionis* comme ayant été constituée *voluntate domini*, c'est que la condition résolutoire a produit bel et bien son effet rétroactif.

Pour démontrer que ce texte n'implique pas rétroactivité de la propriété du vendeur, « il suffit de remarquer, dit M. Bufnoir, que la loi 9 n'est pas dans l'hypothèse d'une servitude établie *jure civili* et par un acte solennel.

Elle parle d'une servitude établie *jure prætorio*, *per usum et patientiam* et ce qu'elle requiert chez le constituant, c'est une simple adhésion, un simple consentement à l'exercice de la servitude. Or, on comprend que ce consentement puisse être donné conditionnellement par celle des parties qui n'est qu'éventuellement propriétaire (1). »

Si c'est l'acheteur qui demeure propriétaire incommutable, la servitude constituée en faveur du tiers a pris naissance *ab initio* et ne sera pas résolue *in præteritum* : si le vendeur recouvre la propriété de l'immeuble, le tiers deviendra titulaire de cette servitude à partir du jour où le vendeur redevient propriétaire ; de manière que dans un cas comme dans l'autre, il est dit avec raison : « *certum sit, voluntas domini factam aquæ cessionem* ». »

2^o EFFETS DE L'ADDICTIO IN DIEM RÉALISÉE A L'ÉGARD DES TIERS.

« *Nemo plus juris in alium transferre potest quam ipse habet*, » tel est le principe qui domine toute cette matière.

A. — L'addictio in diem a été envisagée par les parties comme condition suspensive.

La situation de l'acheteur est différente selon que la

(1) M. Bufnoir, *op. cit.*, p. 483.

vente n'a pas été ou a été suivie d'une tradition conditionnelle.

S'il n'y a pas eu tradition, le vendeur resté à la fois propriétaire et possesseur de la chose peut, par tous les moyens sans distinction, constituer des droits réels au détriment de l'acheteur. Mais comme, en agissant ainsi, il a violé l'obligation qu'il avait contractée vis-à-vis de l'acheteur, il devra l'indemniser de tous les dommages qui en résultent pour ce dernier en l'empêchant en tout ou en partie d'avoir l'objet qui lui avait été promis. Si au contraire la tradition a été faite, le vendeur toujours resté propriétaire n'est plus possesseur de la chose vendue ; dès lors, s'il a toujours le droit de disposer de la chose au détriment de l'acheteur, il s'est mis dans l'impossibilité de fait d'employer, pour constituer des droits, tous les modes qui supposent une remise de la possession. C'est ainsi qu'il pourra encore *manciper* la chose ou la *ceder in jure*, constituer par pacte des hypothèques sur ladite chose, mais il ne pourra plus la livrer ou mettre un tiers *in causa usucapiendi* au détriment de l'acheteur.

B. — L'addictio in diem a été insérée au contrat comme condition résolutoire.

Pendant longtemps, comme nous le verrons d'une façon plus complète en étudiant les actions qui sanctionnent le pacte d'addictio in diem, les jurisconsultes romains, par application de cette idée que la propriété est un droit absolu et perpétuel, décidèrent que la propriété ne pouvait être transférée *ad tempus*. Toute aliénation excluait donc les clauses portant qu'à l'expiration d'un certain délai ou par l'arrivée d'un certain événement, la propriété ferait, de plein droit, retour à l'aliénateur. En conséquence, l'accom-

plissement de la condition résolutoire ne pouvait avoir d'autre effet que d'obliger l'*accipiens* à retransférer la propriété au *tradens* qui devenait ainsi son ayant cause. Devenu l'ayant cause de l'acheteur, le vendeur était tenu de respecter tous les droits réels consentis par lui *pendente conditione*, sauf à se pourvoir en dommages-intérêts.

Justinien ayant consacré le principe que la propriété, une fois la condition résolutoire accomplie, faisait *ipso jure* retour à l'aliénateur, tous les actes faits *pendente conditione* par l'acquéreur s'évanouirent comme émanés d'un *non dominus*. Et dès lors le vendeur qui avait transféré la propriété put, grâce à une *revendication utile*, suivre la chose entre les mains des tiers. Mais jamais les Romains n'ont poussé l'effet rétroactif jusqu'au point de valider les droits constitués par le vendeur *pendente conditione*.

En résumé, jusqu'à Justinien, la constitution de droits réels par le propriétaire intérimaire était un fait acquis et irrévocable ; mais à partir de Justinien, le vendeur redevenu propriétaire *ipso jure* ne fut plus tenu de respecter les droits réels conférés *pendente conditione* sur la chose par l'acheteur.

TROISIÈME PARTIE

DES ACTIONS QUI SANCTIONNENT LE PACTE D'ADDICTIO IN DIEM

Pour sanctionner les effets de la résolution, les jurisconsultes ont longtemps hésité sur la nature de l'action que l'on devait mettre à la disposition du vendeur. Un point qui paraît certain, c'est que dans l'ancien droit on ne pouvait pas, dans l'acte même de translation de propriété, insérer une clause en vertu de laquelle la propriété aurait été transmise avec une résolution conditionnelle (1).

Cette doctrine est encore celle qui domine à la fin de l'époque classique, nous en trouvons la preuve dans l'usage ancien du contrat de *fiducie* (2), et dans la théorie des donations à cause de mort, puisque en cas de caducité de la libéralité le donateur ne pouvait pas intenter la revendi-

(1) Voy. *Fragmenta Vaticana*, § 283, et la loi 26, De legatis (Code, 6-37).
M. Accarias, *Précis de droit romain*, I, n° 202.

(2) Gaius, *Inst.* (II, § 60).

Lorsqu'un débiteur donnait sa chose en gage à son créancier, dans le premier état du droit, le créancier en devenait propriétaire absolu. Pour remédier à cet inconvénient, le débiteur obtenait du créancier au moyen du contrat de fiducie, la promesse que celui-ci lui retransférerait la propriété du gage s'il était payé. Cette convention ne peut s'expliquer que par le principe suivant : à savoir que la propriété ne saurait être un droit temporaire.

cation et qu'il n'avait à sa disposition qu'une *condictio* (1).

Le vendeur n'avait donc qu'une action personnelle ; on admet généralement qu'on accorda la *condictio sine causa* (2). Puis par application de la règle d'après laquelle les pactes adjoints *in continenti* à un contrat de bonne foi sont protégés par l'action même qui résulte de la convention principale, le vendeur put poursuivre l'exécution de la clause d'*addictio in diem* par l'*action venditi*.

Mais sous le règne d'Auguste, quand éclata la rivalité des deux grandes écoles Sabinienne et Proculienne, la doctrine se divisa.

Les Proculiens trouvaient qu'il était illogique de donner l'action *venditi*, alors que l'on prétendait qu'il n'y avait plus de vente. En conséquence, ils soutenaient qu'il fallait donner l'action *præscriptis verbis* qui seule pouvait assurer l'exécution d'un pacte résolutoire. Ainsi dans la loi 12, *De præscriptis verbis*, nous trouvons l'hypothèse suivante : un mari a vendu à sa femme des fonds dont il était propriétaire, avec l'adjonction d'un pacte qui porte qu'au cas où le mariage viendrait à être dissous, la femme sera obligée, si son mari le veut, de lui rendre ses fonds pour le même prix. Proculus décide que le mari poursuivant l'exécution du pacte devra procéder au moyen de l'action *præscriptis verbis* : « Si vir uxori suæ fundos vendidit, et in traditionem comprehensum est convenisse inter eos siea nuptu ei esse desisset, ut eos fundos, si ipse vellet eodem pretio mulier transcriberet viro, in factum existimo judicium esse reddendum. » Enfin remarquons que le jurisconsulte généralise cette solution, en ajoutant qu'il en serait

(1) Voy. la loi 35, § 3, De mortis causa donationibus (Dig. 39-6) et la loi 38, § 3, De usuris (Dig. 22-1).

(2) Voy. M. Accarias, *Précis de droit romain*, II, n° 614, et la loi 1, § 2, De cond. sine causa (Dig. 12-7).

de même, si la convention avait eu lieu entre toutes autres personnes : « *idque in aliis personis observandum* (1). »

Les Sabinien, au contraire, repoussaient l'action *præscriptis verbis* et, avec cet esprit rigoureux qui caractérise leur école, donnaient pour invoquer la résolution du contrat, l'action du contrat lui-même. Dans la loi 6, *De rescindenda venditione*, Paul rapporte sur ce point le sentiment de Sabinus qui donnait l'action *empti* à l'acheteur contre son vendeur, afin de contraindre ce dernier à l'exécution du *pactum displicentiæ* : « Si convenit ut res quæ venit, si intra certum tempus displicuisset, redderetur, ex empto actio est, ut Sabinus putat (2). »

Dans la loi 6, § 1, *De contrahenda emptione*, Pomponius suppose qu'un fonds a été vendu moyennant un prix payable en trois termes, avec adjonction, lors du contrat de vente, d'un pacte par lequel il a été convenu que, faute par l'acheteur d'effectuer les paiements au jour fixé, la vente sera résolue, et l'acheteur tenu de rendre les fruits perçus dans l'intervalle, comme aussi d'indemniser le vendeur du préjudice qu'il pourrait éprouver au cas où il ne retrouverait pas un second acheteur pour le même prix. Cette hypothèse ainsi posée, le jurisconsulte dit qu'en cas de non-paiement le vendeur aura l'action *ex vendito* pour contraindre l'acheteur à l'exécution du contrat : « *ad diem pecunia non soluta placet venditori ex vendito eo nomine actionem esse* (3). »

Ainsi, selon les jurisconsultes de l'école sabinienne, il fallait toujours donner l'action du contrat, quand bien même l'effet du pacte adjoint était de l'anéantir.

(1) Loi 12, De *præscriptis verbis* (Dig. 19-5).

(2) Loi 6, De *rescindenda vend.* (Dig. 18-5).

(3) Loi 6, § 1, De *contrahenda emptione* (Dig. 18-1).

Des rescrits de Sévère et Antonin donnèrent la préférence à l'action *venditi*. Toutefois un rescrit formel d'Alexandre Sévère, à propos du réméré, il est vrai, accorda au choix l'action *venditi* ou l'action *præscriptis verbis* : « ... Ut contractus fides servetur, actio præscriptis verbis, vel ex vendito tibi dabitur (1). » Paul enseigne la même doctrine : « Si convenit ut res, quæ venit, si intra certum tempus displicuisset, redderetur ex empto actio est, aut proxima empti in factum datur (2). »

Mais l'application de ces principes présentait de graves inconvénients. N'ayant qu'une action personnelle, le vendeur qui avait transféré la propriété ne pouvait pas, lors de la résolution du contrat, suivre la chose entre les mains des tiers. De plus, lorsque des droits réels avaient été conférés sur la chose par propriétaire intérimaire, la constitution de ces charges était un fait acquis et irrévocable. Le vendeur pourra bien se pourvoir en dommages-intérêts ; mais si son débiteur est insolvable, 'et il en sera le plus fréquemment ainsi, la ressource devient illusoire.

C'était surtout comme le fait remarquer M. Fitting (3), dans le cas d'*addictio in diem* que se faisait le plus vivement sentir le besoin de donner des effets réels à la clause qui accompagnait le transport de propriété. Et en effet, comment espérer trouver un acheteur offrant des conditions meilleures quand ce nouvel acheteur courrait le risque de se voir opposer les droits réels constitués sur la chose par le premier acheteur ?

Cependant, nous croyons que jusqu'à Justinien l'action en revendication ne fut pas accordée au vendeur et nous pensons que, dans la loi 41, *De rei vind.*, Ulpien expose une

(1) Loi 2, De pactis int. empt et vend. (Code 4-54).

(2) Loi 6, De rescind. vendit. (Dig. 18-5).

(3) M. Fitting Goldschmids Zeitschrift, t. II, n° 263.

opinion personnelle dont on trouve une faible trace dans Paul, loi 9, *De aqua et aquæ pluvix arcendæ* (Dig. 39-3).

Donc, d'après l'opinion à laquelle nous nous rallions et qui a été présentée pour la première fois par M. Pellat en 1827, dans un concours, Ulpien, comprenant quel'intérêt des parties souffrait de ces entraves apportées à la liberté des conventions, avait essayé de réagir et avait proposé une solution suivant laquelle, à l'arrivée de la condition, l'ancien propriétaire recouvrait *ipso jure* sa qualité. Cette innovation s'introduisit lentement dans la jurisprudence et devint le droit commun sous Justinien (1).

Ce qui le prouve le plus clairement à notre avis, c'est le rapprochement entre le § 283 des *Fragmenta Vaticana* et la loi 2, *De donationibus quæ sub modo* (Code 8-55). Et en effet, ces textes, rapportant la même constitution des mêmes empereurs, disent absolument le contraire, l'un: *ad tempus proprietas transferri nequit*, l'autre *ad tempus certum vel incertum ea (donatio) fieri potest*.

Il est évident qu'en passant dans le recueil de Justinien on a remanié la constitution et, en supprimant la négation, on lui a fait dire le contraire de ce qu'elle portait à l'origine.

Ainsi donc, dans la législation de Justinien, le vendeur peut, dès que la condition s'est accomplie, revendiquer la chose, soit contre l'acheteur, soit contre les tiers qui l'ont

(1) Ce système généralement suivi en France dû à M. Pellat, *Propriété et usufruit* p. 279, est développé par M. Bufnoir, *Théorie de la condition*, p. 139 et suiv. et adopté par la plupart des auteurs français : Blondeau, *Chrestomathie*, p. 457, n° 1.

Ortolan, *Expl. hist. des Institut.*, II, n° 546.

M. Demangeat, *Cours de droit romain*, I. p. 576.

Vernet, *Textes choisis*, p. 136 et suiv.

Lariche, *Explicat. des Inst.*, I, n° 963 et 964.

M. de Saigny l'enseigne aussi p. 171, t. IV, p. 253, *Droit romain*, trad. Guenoax

acquise de ce dernier *pendente conditione*. Mais est-ce à dire que désormais l'action personnelle qui jusqu'alors lui avait été seule accordée ne fut plus utile au vendeur ?

Il nous semble, au contraire, que c'est par l'action *venditi* que le vendeur obtenait la restitution des fruits et accessions (1), la cession des actions et interdits qui pouvaient lui être utiles et les indemnités dues pour les détériorations provenant du fait de l'acheteur. Et en effet l'acheteur ne pourrait pas par la revendication obtenir les fruits et accessions auxquels il a droit, car il n'en a jamais été propriétaire puisque nous n'admettons pas la fiction de la rétroactivité.

Quant à l'acheteur, il aura à sa disposition l'action du contrat, l'action *empti*, pour obtenir le remboursement du prix ou le paiement des impenses qu'il a faites à l'occasion de la chose.

(1) Loi 12, De cond. (Dig. 22-4).

DROIT FRANÇAIS

DES MARCHÉS A TERME

NOTIONS GÉNÉRALES

SOMMAIRE :

1. — Actualité de la question.
2. — Tendance générale à la spéculation.
3. — Marchés au comptant et marchés à terme.
4. — Spéculation et agiotage.
5. — Influence de la spéculation sur le crédit public.
6. — Division de cette étude.

1. — « Parmi les questions pendantes, écrit M. Ambroise Rendu (1), il en est une chaque jour agitée qui tantôt avance, tantôt recule, suivant les fluctuations de l'opinion; une question qui appartient à la morale comme à la loi positive, à l'économie politique comme à l'administration, à la chaire sacrée comme au théâtre; c'est la question des jeux de bourse. »

Depuis 1826 on a sans cesse discuté sur la législation

(1) Consultation sur les marchés à terme.

financière, sur la validité des marchés à terme, la valeur et la nécessité de l'exception de jeu.

Cette question est aujourd'hui tout à fait d'actualité ; les événements financiers qui ont marqué le commencement de l'année 1882 ayant réveillé l'opinion publique et fait sortir de l'initiative des députés et du gouvernement de nouvelles promesses de législation. La crise financière que nous venons de rappeler a en effet de nouveau signalé à l'attention générale toutes les incertitudes de la jurisprudence en matière d'opérations de Bourse.

2. — Sans vouloir analyser ici la cause de cette crise, il nous suffit de constater que jamais la spéculation n'a été plus ardente et en même temps plus dénuée de toute base sérieuse.

Les exigences de la vie et les aspirations au bien-être qu'éprouvent plus ou moins, à des degrés divers, toutes les classes de la société, expliquent l'importance qu'ont prise de nos jours les opérations de bourse.

« Toute morale à part, dit M. Ernest Feydeau (1), le véritable besoin du XIX^e siècle, c'est de gagner de l'argent, beaucoup d'argent. Chacun de nous, sans se l'avouer, a la conscience que, de nos jours moins que jamais, et plus nous irons en avant, il ne sera possible de vivre agréablement, et même honorablement sans argent. Chacun comprend que nulle part le travail n'est suffisamment rémunérateur et ne saurait l'être ; que, à moins d'une transformation physique et morale de l'homme, plus nous irons, plus les besoins réels et factices de la famille humaine augmenteront. Le problème à résoudre est donc d'élargir les moyens de les satisfaire. Jusqu'ici on n'a rien découvert de mieux et plus pratique que la spéculation. »

(1) *Mémoires d'un coulissier*, p. 43.

3. — Les transactions qui se font à la bourse sont de deux natures : au comptant et à terme ; de là la division des opérations de bourse en *opérations au comptant* et *opérations à terme*.

Les *opérations au comptant* sont celles dont le règlement, c'est-à-dire la livraison et le paiement de l'objet vendu, a lieu au moment même où se fait l'opération.

Il est cependant d'usage d'autoriser un délai de trois jours entre le jour d'opération et la remise des titres.

L'opération au comptant est la vente ou l'achat de titres contre espèces. C'est la plus simple des opérations : une personne veut utiliser ses capitaux pour en tirer un revenu ; à cet effet, elle achète des effets publics qu'elle paye et se propose de conserver. Si plus tard cette même personne a besoin de ses capitaux, elle vend ses effets contre de l'argent comptant.

Il est certain que les opérations au comptant peuvent revêtir un certain caractère de spéculation ; en achetant des titres au comptant pour les revendre également au comptant, quand le cours est élevé, l'acquéreur peut réaliser un bénéfice. Mais ces spéculations sont forcément limitées : d'une part, en effet, pour acheter au comptant, il faut avoir au moment de l'opération, entre les mains, des capitaux disponibles que tous les spéculateurs ne possèdent pas ; d'autre part, on ne peut trouver à acheter en une fois, pour se les faire livrer, des quantités bien considérables de rentes ou de valeurs.

Aussi les grandes affaires, portant sur des quantités considérables d'effets publics, se font à terme.

Les *opérations à terme* sont celles qui ne se règlent qu'à une époque plus ou moins éloignée du moment de la négociation, mais cependant toujours fixée d'avance.

Un spéculateur, qui croit à la baisse prochaine de cer-

taines valeurs, vend au prix d'aujourd'hui ces valeurs à livrer dans quinze jours ou dans un mois ; il n'en est pas nanti, mais il les achètera à l'époque de la livraison, et le bénéfice de l'opération consistera à avoir vendu au moment de la hausse ce qu'il achètera pour livrer au moment de la baisse. De son côté, celui qui croit à la hausse des mêmes valeurs les achète au cours actuel, pour en prendre livraison alors que le prix sera plus élevé. Il espère bénéficier de la différence entre le prix d'acquisition et le cours au jour de la livraison.

Les opérations au comptant et les opérations à terme se subdivisent elles-mêmes, d'après la nature des objets, en opérations au comptant ou à terme sur *marchandises et sur matières d'or ou d'argent*, et opérations également au comptant ou à terme sur *effets publics ou particuliers*.

Les marchés à terme étant le principal instrument de la spéculation, nous laisserons de côté les marchés au comptant. Nous négligerons aussi les marchés à terme sur *marchandises* ou marchés à livrer pour porter toute notre attention sur les marchés à terme, *sur les effets publics ou particuliers*.

Les agents de change ayant le monopole exclusif de la négociation des effets publics et autres susceptibles d'être cotés (1), nous nous référerons toujours aux marchés traités par leur intermédiaire, et nous ne nous occuperons pas des opérations de la *coulisse* (2) que nous considérons comme frappées de nullité.

(1) Loi du 28 ventose an IX, art. 7.

Arrêté du 27 prairial an X, art. 4.

Code de commerce, art. 76.

(2) « Dans un des anciens locaux destinés à la bourse de Paris, il se trouvait un couloir séparé par une cloison à hauteur d'appui du lieu où les commerçants étaient assemblés ; ce couloir se prolongeait jusqu'au parqu岸 des agents de change, c'est là que se réunissaient les personnes qui

Mais avant d'aborder l'étude du marché à terme nous croyons utile de définir la spéculation et de rechercher l'influence qu'elle exerce sur le crédit public.

4. -- Qu'est-ce donc que la spéculation ?

« *La spéculation*, d'après M. Horace Say (1), est un placement de capitaux fait avec intelligence par l'achat à bas prix de denrées ou marchandises, dans l'intention de les revendre plus tard, lorsque les prix s'élèvent ; la différence des prix couvre les frais et la conservation de la chose, l'intérêt des fonds et le bénéfice du spéculateur. Par la première opération, la spéculation empêche la baisse du prix d'atteindre un taux qui deviendrait fatal aux producteurs ; par la seconde, elle arrête une hausse excessive qui serait fâcheuse pour les consommateurs. »

A la spéculation, on oppose l'*agiotage* que M. Horace Say reconnaît à divers agissements : « Dans l'*agiotage*, l'achat se fait avec l'intention de revendre au plus tôt, on traite le plus souvent à terme pour ne point employer de capital, on n'a pas la moindre intention de prendre livraison de la chose achetée ; d'autres fois, on vend avec promesse de livrer ce qu'on ne possède pas, ce qu'on n'a aucune prévision de posséder : on compte que, dans l'intervalle, on pourra se liquider par une opération contraire à des prix dont la différence deviendra un profit ; on se fie pour cela sur les événements fortuits, sur les chances des récoltes, sur les conséquences d'une nouvelle bonne ou mauvaise, qu'on s'arrange même pour inventer et répandre au besoin. L'*agiotageur* ne base, en un mot, son profit que sur la perte qu'il fait supporter aux autres. »

font entre elles et sans le ministère d'agents de change des marchés sur les fonds publics. On appela ce lieu *coulisse*, et ceux qui le fréquentaient *coulissiers*. » Fremery, *Études de droit commercial*, p. 434.

(1) *Dictionnaire de l'économie politique*, V^o Agiotage.

Dans son célèbre mémoire sur le commerce des actions, le chancelier d'Aguesseau se montre sévère contre l'agiotage, « cette espèce de commerce de papier qui ne consiste que dans l'industrie et dans le savoir-faire de celui qui l'exerce, par le moyen duquel il trouve le secret de faire tellement hausser ou baisser le prix du papier, soit en vendant ou en achetant lui-même, qu'il puisse acheter à bon marché et revendre cher ».

« L'*agiotage*, déclare le comte de Mirabeau (1), est l'étude et l'emploi des manœuvres les moins délicates pour produire des variations inattendues dans le prix des effets publics et tourner à son profit les dépouilles de ceux qu'on a séduits ou trompés. »

Nous empruntons à M. Proudhon (2) une définition théorique de la spéculation : « La *spéculation* n'est autre chose que la conception intellectuelle des différents procédés par lesquels le travail, le crédit, le transport, l'échange, peuvent intervenir dans la production. C'est elle qui recherche et découvre, pour ainsi dire, les gisements de la richesse, qui invente les moyens les plus économiques de se la procurer, qui la multiplie soit par des façons nouvelles, soit par des combinaisons de crédit, de transport, de circulation, d'échange ; soit par la création de nouveaux besoins, soit même par la dissémination et le déplacement incessant des fortunes. Par sa nature, la spéculation est donc essentiellement aléatoire, comme toutes les choses qui, n'ayant d'existence que dans l'entendement, attendent la sanction de l'expérience. »

Pour nous, résumant les définitions précédentes, nous définirons la *spéculation*, l'ensemble des opérations enga-

(1) Dénonciation de l'agiotage au roi et à l'assemblée des notables.

(2) *Manuel du spéculateur à la bourse*, p. 4.

gées par ceux qui cherchent à réaliser des bénéfices sur la hausse ou sur la baisse des marchandises ou des fonds publics ; et l'*agiotage* l'ensemble des manœuvres employées pour faire réussir ces opérations.

Nous avons tenu à établir aussi nettement que possible la ligne de démarcation entre la spéculation et l'agiotage ; car nous laisserons l'agiotage sous le coup des nombreuses accusations portées contre lui. Ce n'est certes pas nous qui entreprendrons de plaider sa réhabilitation devant le public. L'agiotage condamné, nous arrivons à nous demander ce qu'il faut penser de la vraie spéculation au point de vue du crédit public.

5. — La spéculation exerce la plus grande influence sur le crédit public.

« Le mouvement produit par les spéculations, dit M. Fremery (1), attire les capitaux dont le gouvernement a besoin quand il contracte un emprunt. Les spéculations à la baisse provoquent les spéculations à la hausse ; ces tiraillements en sens contraires amènent des fluctuations trop faibles pour détruire la marche des cours et altérer profondément la valeur des effets, mais qui suffisent pour tenter les capitaux. »

« Que deviendrait notre crédit, s'écrie M. Troplong (2), si l'on cantonnait les opérations de Bourse dans les marchés au comptant, et si l'on chassait la spéculation qu'il ne faut pas confondre avec le jeu ? Les marchés à terme faits de bonne foi et dans une intention sérieuse sont licites. Ils sont l'œuvre de spéculations légitimes qui rentrent dans les données élémentaires du commerce. Ils sont utiles à l'État, dont ils maintiennent le crédit, par une lutte inces-

(1) *Études de droit commercial*, p. 512.

(2) *Contrats aléatoires*, n° 151.

ante entre la hausse et la baisse, lutte qui balance les chances de la fortune et préserve les cours de brusques et redoutables oscillations.

» Ces marchés attirent les capitaux vers les effets publics ; ils en font une marchandise dont la valeur s'accroît par la spéculation, et prend un essor que les marchés au comptant sont incapables de donner. »

Indépendamment de son influence salutaire sur la bonne tenue des fonds publics, la spéculation de Bourse présente aussi son utilité au point de vue des emprunts.

« Un ministre des finances, déclare M. Horace Say (1), sous quelque gouvernement que ce soit dans l'état actuel de l'Europe, a besoin de recourir souvent au crédit public ; il lui faut faire face à des déficits ; il a besoin d'entretenir une dette flottante plus ou moins considérable ; il doit toujours prévoir la nécessité, où il peut arriver, d'avoir à négocier de nouveaux emprunts. Pour tout cela, pour que des valeurs nouvelles puissent faire leur chemin dans le portefeuille des capitalistes, pour que des rentes aillent se classer, pour qu'elles arrivent à absorber les épargnes partielles du pays, en allant représenter dans les mains des particuliers une partie de leur patrimoine, il faut un marché toujours ouvert, une bourse avec vente à la criée de rentes, avec marchés à terme, avec reports d'un mois à l'autre, avec marchés à primes ; enfin, sans reculer devant le mot avec agiotage. Un ministre des finances ne trouve un banquier prêt à soumissionner en gros un emprunt que parce que ce traitant pense revendre en détail, et en les fractionnant à l'infini, les titres de rente. Il faut que le banquier ait pour cela toute latitude pour soutenir les cours par des achats au comptant qui lui faciliteront des ventes à terme,

(1) *Dictionnaire de l'économie politique*, V^o Agent de change.

il lui faut une bourse vers laquelle, par l'appât du jeu, il attirera les capitaux de toutes les parties de l'Europe. »

Nous tenons à citer encore les lignes suivantes empruntées au rapport adressé à M. le garde des sceaux par la commission (1) instituée au ministère de la justice pour examiner les modifications à apporter à la législation sur les sociétés et sur la négociation des valeurs mobilières : « On l'a dit bien souvent, et aucune voix ne s'est élevée dans la commission pour y contredire : ces marchés sont indispensables au crédit de l'État ; ils sont aussi d'une importance de premier ordre pour le placement des actions des grandes sociétés financières et industrielles. Sans eux, l'État n'aurait pu se procurer aussi facilement les sommes énormes dont il a eu parfois besoin pour exécuter de grands travaux publics, pour subvenir aux dépenses de guerres heureuses ou pour payer la rançon nécessaire à l'évacuation du territoire après les désastres du premier et du second Empire. Sans ces marchés, jamais on ne serait parvenu à réunir les capitaux considérables qu'exigeait la création de nos chemins de fer. Il importe que des opérations qui sont d'une telle utilité ne soient pas à la discrétion d'un revirement toujours possible de la jurisprudence. L'incertitude de la loi peut être l'un des plus sérieux obstacles au développement des affaires financières ou commerciales. »

6. — Nous étudierons d'abord le mécanisme des opérations à terme, puis nous examinerons les dispositions lé-

(1) La commission se compose de MM. Bozerian, directeur président ; Arnault, professeur de droit à Toulouse ; Baudelot, ancien président du tribunal de commerce ; Baudoin, conseiller à la Cour de cassation ; Clamageran, Ch. Ferry, Girerd, Gorce, Lecomte et Moreau, agents de change ; Law, Lyon-Caen, agrégés à l'école de droit ; Vavenez, avocat, et Alphonse Mallet régent de la Banque. (*Journal officiel*, 14 février 1882).

gislatives ou réglementaires concernant les marchés à terme ; dans un troisième chapitre, nous nous occuperons de l'exception de jeu et de la légalité des marchés à terme.

Enfin nous exposerons, dans un quatrième chapitre, les divers modes de règlement des dettes de marchés à terme et dans un cinquième chapitre les réformes à apporter en cette matière à notre législation.

CHAPITRE PREMIER

MÉCANISME DES OPÉRATIONS A TERME

SOMMAIRE :

- 7. — Objet du chapitre.
- 8. — Définition du marché à terme.
- 9. — Époques des liquidations : fin courant, fin prochain, 15 courant, 15 prochain.
- 10. — Bases des négociations à terme.
- 11. — Avantages résultant de cette manière de procéder.
- 12. — Division du chapitre :
 - Section I. — Des marchés à termes et de l'escompte.
 - Section II. — Des reports.
 - Section III. — Des liquidations.

7. — Avant d'aborder la partie juridique de notre sujet, nous croyons utile d'exposer le mécanisme des opérations à terme, et de consacrer un chapitre à ces explications que rend presque indispensables une terminologie spéciale.

8. — Le marché à terme est une opération de bourse, qui, d'après la volonté des parties, doit s'exécuter à une époque plus ou moins éloignée du moment de la négociation, mais cependant toujours fixée d'avance.

9. — Avant 1844, d'après les règlements des agents de change, le terme ne pouvait être que *fin courant* ou *fin prochain*, c'est-à-dire le dernier jour du mois courant ou le dernier jour du mois prochain ; mais actuellement il

peut en outre être fixé pour certaines valeurs au 15 *courant* ou au 15 *prochain*.

L'affluence des effets publics, résultant de la création des chemins de fer, avait causé beaucoup d'encombrement dans les marchés. C'est pour parer à cet inconvénient, que la chambre syndicale des agents de change a imaginé la double liquidation mensuelle.

Cette règle, qu'on ne peut opérer à plus de deux mois, fut introduite par un arrêt du conseil du 22 septembre 1786, dont nous aurons à nous occuper plus tard ; et elle a été conservée pour diminuer les risques déjà si grands, que causent les variations des valeurs sur lesquelles on spéculé. Cette règle est scrupuleusement observée par les agents de change dans le règlement desquels elle a pris place ; la coulisse, au contraire, fait des opérations à trois mois et au delà.

La liquidation des affaires engagées à terme se fait : une fois par mois pour tous les fonds d'État français, les actions de la Banque de France, du Crédit foncier de France et des chemins de fer français ; deux fois par mois pour toutes les autres valeurs.

10. — Ce qui donne une grande importance aux marchés à terme, c'est qu'ils ne peuvent se traiter sur des unités d'actions ou d'obligations, comme les marchés au comptant. La chambre syndicale des agents de change a décidé (1) que l'on ne pourrait conclure aucun marché à terme que sur les quotités suivantes :

2,500 fr.	Rente	5 p. 0/0
2,250 fr.	—	4 1/2 p. 0/0
2,000 fr.	—	4 p. 0/0
1,500 fr.	—	3 p. 0/0

1. Art. 106, du règlement de la compagnie des agents de change de Paris.

Telles sont les bases des négociations à terme ; et on a toujours soin d'opérer sur les multiples exacts des nombres susénoncés.

Quant aux actions et obligations, elles ne se traitent que par 25, chiffre minimum et par multiples de 25.

11. — On comprend qu'ainsi on facilite beaucoup la liquidation que les agents de change sont obligés de faire par compensation. Un second avantage de cette manière de procéder, c'est de rendre les calculs extrêmement simples. Et en effet, s'agit-il de savoir le prix de 1,500 fr. de rente 3 p. 0/0 ? il suffit de prendre la moitié du cours du jour et d'ajouter 3 zéros. Ainsi, supposons que le 3 p. 0/0 soit à 80 fr. ; divisant 80 par 2 nous trouvons 40 et en ajoutant 3 zéros nous obtenons 40,000 fr., comme prix de 1,500 fr. de rente 3 p. 0/0 à 80 fr. Le cours de 80 fr. étant le prix de 3 fr. de rente ; en ajoutant 3 zéros, nous multiplions par 1,000 et nous obtenons ainsi le prix de 3,000 fr. de rente dont la moitié est le prix de 1,500 fr. On calcule de même pour le 4 1/2 et le 5 p. 0/0.

S'agit-il d'actions, le quart, la moitié ou la totalité du cours du jour donnent, en ajoutant 2 zéros, les prix de 25 — 50 — 100 actions ; et en effet, en ajoutant 2 zéros, on multiplie par 100 et on a, par suite, le prix de 100 ; il suffit alors de prendre le quart de cette somme pour avoir le prix de 25 actions.

Ceci est tellement clair, que nous croyons inutile d'insister davantage et de multiplier les exemples.

12. — Nous diviserons le présent chapitre en trois sections : dans la première, nous examinerons les marchés à terme : marchés fermes, marchés à prime ; dans la seconde, nous étudierons les reports ; et enfin dans la troisième, nous nous occuperons des liquidations.

SECTION PREMIÈRE

Des marchés à terme et de l'escompte.

SOMMAIRE :

13. — Division des marchés à terme.

§ I^{er}

DES MARCHÉS FERMES

14. — Définition.

15. — Formules adoptées pour ces marchés.

§ II

DES MARCHÉS A PRIME

16. — Définition.

17. — Réponse des primes.

18. — Au moyen du marché à prime le spéculateur limite d'avance la perte qu'il pourrait subir.

19. — Écart des primes.

20. — Variétés de marchés à prime.

21. — Avantages de l'opération à terme sur le marché au comptant.

22. — Opérations dites sérieuses et opérations à découvert.

23. — De l'escompte ; définition.

24. — But de cette opération.

25. — Escompte direct.

26. — Escompte indirect.

27. — Différentes combinaisons auxquelles donnent lieu les marchés à terme.

28. — Opérations à la hausse.

29. — Opérations à la baisse.

30. — Opérations complexes.

13. — Les marchés à termes se divisent en deux catégories bien distinctes : les marchés *fermes* et les marchés à *prime* ou *libres*.

14. — Les marchés *fermes* consistent à acheter ou vendre une valeur dont la livraison contre espèces doit avoir lieu à la *liquidation*.

Nous avons vu quelles pouvaient être les époques fixées pour la liquidation.

15. — Les formules adoptées pour les négociations à terme sont les suivantes :

Liquidation de *fr. 3,000 de rentes 3 0/0 à 81 fr.*
fr. 81,000.

Paris, ce.

Acheté de M. (nom de l'agent de l'acheteur).

Trois mille francs de rentes 3 0/0, livrables fin. ,
fixe OU PLUS TÔT, à sa volonté, contre le paiement de la
somme de quatre-vingt-un mille francs.

Fait double. — *Signé :* (nom de l'agent du vendeur).

Liquidation de. *fr. 3,000 de rentes 3 0/0 à 81 fr.*
fr. 81,000.

Paris ce.

Acheté de M. (nom de l'agent du vendeur).

Trois mille francs de rentes 3 0/0, livrables fin. ,
fixe OU PLUS TÔT, à sa volonté, contre le paiement de la
somme de quatre-vingt-un mille francs.

Fait double. — *Signé :* (nom de l'agent de l'acheteur).

Ces engagements, timbrés par la caisse commune et dûment signés, doivent être échangés entre agents avant la bourse qui suit celle dans laquelle a eu lieu la négociation.

Il résulte des formules employées que l'acheteur à terme a toujours la faculté de se faire livrer, à sa volonté et par anticipation, les effets vendus contre le paiement du prix convenu. C'est ce qu'on appelle l'*escompte*.

16. — Le marché à *prime* est une opération dans la-

quelle l'acheteur se réserve le droit d'annuler son marché moyennant l'abandon au profit du vendeur d'une indemnité convenue d'avance et que l'on appelle *prime* (1).

Le marché à prime est encore appelé marché *libre*, par opposition au marché *ferme* qui lie irrévocablement les parties. L'expression *prime* a été empruntée à la langue des assurances ; en effet, par la prime, l'acheteur devient son propre assureur. Mais la prime n'est pas positivement une assurance dans toute l'acception du mot, car elle ne procure au spéculateur que la faculté de limiter à sa valeur la perte que peut entraîner l'opération.

Le prix des primes est déterminé d'après les offres et les demandes. Il se calcule pour les rentes *sur la base qui sert à coter leur valeur* ; ainsi pour le 5 0/0 c'est 5 francs de rente et pour le 3 0/0 c'est 3 francs. On fait au parquet des primes variant entre 25 cent. et 2 francs. Pour les actions ou obligations des diverses sociétés, on fait des primes qui varient entre 5 et 20 francs *par unité de titre*.

En langage de Bourse, on dit que la rente 3 0/0 est à 81 *dont* 25, *dont* 50, *dont* un pour exprimer les primes de 25 cent., 50 cent. ou un franc, et l'on écrit 81/25 — 81/50 — 81/1.

En 1859, après le renversement de la coulisse, s'est introduit l'usage pour les agents de change de faire des primes dont 10 cent. sur la rente ou dont 5 francs par action pour le lendemain. Mais ces opérations sont actuellement presque exclusivement traitées par la coulisse.

L'acte par lequel l'acheteur renonce au marché s'appelle

(1) En langage de Bourse le mot *prime* a encore une autre signification : il sert à désigner la plus-value acquise par un effet. Ainsi on dit qu'un titre fait prime lorsqu'un mouvement de hausse fait monter sa valeur au-dessus du cours nominal. Des actions émises à 500 fr. qui sont cotées 650 fr. font 150 fr. de prime.

abandon de la prime ; si au contraire l'opération est maintenue cela s'appelle *lever la prime*.

D'ordinaire, dans les marchés à prime, on prend pour terme les époques des liquidations des marchés fermes pour les mêmes valeurs. L'acheteur, ne conservant son droit d'option que jusqu'à la liquidation prise pour échéance, doit, à cette époque, faire connaître au vendeur s'il prend ou non livraison des titres.

17. — Cette déclaration, que doit faire l'acheteur à l'expiration du délai fixé pour la conclusion définitive du marché, est connue sous le nom de *réponse des primes*.

C'est à la Bourse qui précède la liquidation de quinzaine et le dernier jour de Bourse de chaque mois, à une heure et demie, que les acheteurs d'effets à prime pour chaque échéance font connaître à leurs vendeurs s'ils entendent lever les effets ou abandonner la prime. Cette réponse des primes s'effectue dans le délai de cinq minutes pendant lequel toutes les autres opérations sont suspendues ; la réponse des primes de 10 c. se fait chaque jour et se règle en liquidation. Les marchés à prime deviennent des marchés fermes, après que l'acheteur a déclaré qu'il entend lever la prime.

L'acheteur prend une détermination basée sur le cours ferme qui se cote au moment de la réponse des primes.

Si la perte résultant de l'opération est supérieure au montant de la prime, il préférera abandonner la prime. Au contraire, il lèvera les titres dans toutes les autres hypothèses, c'est-à-dire : si l'exécution du marché lui procure un bénéfice, ou le fait simplement rentrer dans ses déboursés, et enfin lorsque sa perte est inférieure au montant de la prime. Par exemple, ayant acheté de la rente 3 0/0

à 81/50, l'acheteur lèvera si le cours atteint 81,20, car il réalisera ainsi un bénéfice de 20 centimes par chaque 3 francs de rente. Si le cours était à 80,70, l'acheteur aurait intérêt à lever, car sa perte ne serait que de 30 cent. par 3 francs de rente, au lieu de s'élever à 50 cent., comme dans le cas où il abandonnerait sa prime.

Bien qu'en principe, les acheteurs soient tenus de faire connaître leur décision à leurs vendeurs lors de la réponse des primes, il est d'un usage constant de fixer le cours offert et demandé de chaque valeur sur laquelle sont engagées des affaires à prime, et de regarder les primes comme abandonnées ou comme levées, suivant que ce cours est inférieur ou supérieur au cours des négociations, déduction faite de la prime. Et en effet, peut-il y avoir le moindre doute sur le parti que prendra un acheteur de rentes 3 0/0 à 81, 20 dont 50 c., le cours au jour de la réponse des primes étant 81, 50 ; il est de toute évidence que cet acheteur aura intérêt à lever.

18. — Il est facile de se rendre compte des avantages que procure au spéculateur acheteur le marché à prime. D'abord, par ce procédé, l'acheteur réduit ses risques à des proportions presque insignifiantes et rigoureusement déterminées à l'avance. De plus, tout en limitant sa perte, il se réserve toutes les chances de bénéfices, et sans limites puisque le vendeur est définitivement engagé.

19. — Aussi s'explique-t-on facilement que l'acquisition à prime se fasse toujours à un prix plus élevé que l'achat ferme ; ce qui revient à dire que d'ordinaire le *cours du ferme* est moins élevé que le *cours à prime*.

On appelle *écart* la différence entre ces deux cours, et l'on dit que *l'écart se tend* ou qu'il se *détend*, selon que la différence augmente ou diminue.

20. — Nous venons d'exposer le mécanisme du marché

à prime tel qu'il est pratiqué dans les bourses françaises où le marché *à prime libre pour l'acheteur* est seul usité.

Nous indiquerons seulement qu'en Angleterre et en Allemagne il y a encore deux autres sortes de marchés à prime : dans la première, c'est *le vendeur* qui a le droit d'annuler le marché moyennant l'abandon, au profit de l'acheteur, de la prime convenue : c'est ce que l'on appelle *prime pour livrer*. Dans la seconde, le marché n'est pas susceptible de résolution, mais l'un des contractants a le droit, moyennant une prime, qui en tout cas appartient à l'autre, de se déclarer, à un jour convenu, acheteur ou vendeur de rentes dont le prix et la quantité ont été déterminés d'avance. Cette dernière opération s'appelle à Londres *option*, et en Allemagne *stellage*.

21. — Lorsque les contractants ont en leur possession l'un l'argent, l'autre les effets vendus, il peut sembler étrange qu'ils recourent au marché à terme. L'avantage de l'opération à terme sur le marché au comptant est cependant, dans diverses circonstances, fort réel. Un actionnaire ou un rentier qui a besoin pour la fin du mois d'un capital, en consentant une vente à terme, recevra au jour voulu le prix de ses valeurs et aura ainsi l'avantage de jouir jusqu'au dernier moment de l'intérêt ; car le plus souvent et presque toujours, le cours du terme est plus élevé que celui du comptant.

Au moyen du marché à terme, un banquier pourra utiliser les rentrées importantes sur lesquelles il compte à la fin du mois.

Enfin, le gros capitaliste pourra, au moyen d'achats ou de ventes à terme échelonnés, acheter ou vendre des quantités considérables d'effets, sans produire un mouvement de hausse ou de baisse qui lui serait désavantageux. Il nous paraît inutile de multiplier les exemples.

22. — Lorsque les marchés à terme aboutissent à une livraison matérielle de titres ou d'argent, on les appelle *sérieux* par opposition aux opérations à *découvert* qui se règlent, d'un commun accord, entre l'acheteur et le vendeur, par le simple paiement de la différence entre le prix au cours du jour du marché et le prix coté le jour de la liquidation.

23. — Nous avons déjà vu, à l'occasion des formules employées pour les négociations à terme, que l'on appelle *escompte*, le droit pour l'acheteur de réclamer du vendeur, à toute époque antérieure à la liquidation, la livraison contre espèces des titres négociés.

L'escompte appartient à tout acheteur à terme, soit ferme, soit à prime, à moins de conventions contraires spéciales.

24. — On conçoit facilement le but de cette opération : c'est de contraindre les vendeurs à découvert à avouer leurs besoins de titres et à racheter ces titres, s'ils ne trouvent point de prêteurs dans des conditions avantageuses. Lorsque les acheteurs escomptent en grand nombre, presque toujours la hausse est forcée. Aussi l'escompte est-il un moyen qu'emploient souvent de fortes maisons de banque pour amener la hausse sur telle ou telle valeur. Mais souvent l'acheteur est trompé dans son attente, lorsque les vendeurs ont les titres en main ; et alors, loin de monter, les cours baisseront si les acheteurs n'ont eu pour but que de revendre, à des conditions onéreuses pour les vendeurs à découvert, les titres dont ils supposaient le besoin.

Si la valeur escomptée a été l'objet d'une seule négociation, l'escompte s'opère entre deux intermédiaires seulement, et prend le nom d'*escompte direct ou par affiche*. Dans le cas contraire, lorsque la valeur a été l'objet de

plusieurs marchés à terme successifs, il y a lieu à l'*escompte indirect*.

25. — Pour l'*escompte direct*, l'acheteur remet les fonds nécessaires à son agent qui escompte l'agent vendeur, et obtient ainsi de lui les titres que celui-ci s'est fait donner par son client. L'agent de change acheteur est appelé *escompteur*, et l'on nomme *escompté* l'agent vendeur.

L'escompteur prévient l'escompté avant l'ouverture de la Bourse, au moyen d'une affiche visée par le syndic ou l'un des adjoints. Cette affiche est apposée sur un tableau placé à cet effet dans le cabinet de la compagnie ; elle détermine la nature, le prix et la quotité des effets, et la date de la négociation. Tous les agents étant intéressés à connaître les valeurs escomptées, on s'explique cette publicité donnée à l'escompte. L'agent de change acheteur doit faire viser par un membre de la chambre syndicale en même temps que l'affiche deux bulletins de ses nom et prénoms, l'un *provisoire*, l'autre *définitif*, tous deux répétant les indications de l'affiche. Le bulletin provisoire, ou *bulletin de prix d'escompte*, doit être remis le jour même de l'affiche, avant la Bourse, à l'agent vendeur. Le bulletin définitif, ou *bulletin de noms définitifs*, doit être retiré le lendemain par le porteur du bulletin provisoire, pour opérer le transfert et la livraison des effets.

26. — Lorsque la valeur escomptée a été l'objet de plusieurs négociations successives, alors il y a lieu à l'*escompte indirect*.

Un client de l'agent de change A, acheteur de 3,000 fr. de rentes 3 p. 0/0 fin courant à 82 fr., demande à escompter et lui remet pour l'opération, la somme de 82,000 fr. A, escompteur, s'adresse à l'agent B, son vendeur, et remplit les formalités que nous venons d'indiquer.

L'escompté B peut prendre deux partis : s'adresser à

son client vendeur pour faire la livraison, ou bien s'adresser à un de ses confrères, C, par exemple, auquel il a acheté 3,000 fr. de rentes 3 p. 0/0 et l'obliger à livrer en son lieu et place à l'agent A, l'inscription réclamée. On dit alors en termes de Bourse que B *rend* l'escompte à C ; ce dernier pourra lui-même rendre l'escompte à un de ses confrères, qui pourra agir de même et ainsi de suite, jusqu'à ce que l'on se trouve en face d'un agent de change qui, vendeur sans être acheteur de personne, devra faire la livraison à l'escompteur.

Dans l'escompte indirect on débute aussi par la remise d'un bulletin provisoire. Tous les jours, après la Bourse, les commis des agents de change s'assemblent dans leur cabinet pour se passer entre eux les bulletins provisoires d'escompte en y apposant les endossements avec régularité. Lorsque le cours de négociation est le même, il n'y a qu'une transmission de noms ; mais le plus souvent, il n'en est pas ainsi ; aussi l'escompte indirect se complique-t-il d'un règlement de *différences* ; les agents se tenant compte à chaque transmission de l'écart entre le prix d'escompte dû par l'escompteur et le cours de la négociation.

Le lendemain, avant la Bourse, le dernier porteur des bulletins provisoires d'escompte les échange avec l'agent de change escompteur contre les bulletins de noms définitifs qui lui sont remis par ce dernier en même temps que les feuilles d'acceptation de transfert, s'il y a lieu. Les noms définitifs doivent seuls être joints au bordereau de livraison des effets.

27. — Nous allons passer rapidement en revue les différentes combinaisons auxquelles donnent lieu les opérations à terme. La spéculation comprend les opérations à la hausse ou à la baisse, et les opérations complexes.

« On est *haussier* comme on est *baissier*, écrit M. Jeanotte Bozérien (1), par instinct, par organisation. C'est ce qui nous explique pourquoi dans les circonstances les plus difficiles, au milieu des crises les plus formidables, quand on veut jouer à la bourse, on trouve toujours un *partner* pour faire sa partie.

» Les Anglais distinguent ces deux catégories de joueurs par des noms fort pittoresques. Ils appellent les haussiers des *ours* (*bears*), sans doute, parce que à l'exemple de ces carnassiers qui courent à l'ennemi la tête haute et le nez au vent, les haussiers, pour la plupart gens de belle humeur, ont dans l'encolure et dans la démarche une affectation de ce genre. Ils appellent les baissiers des *taureaux* (*bulls*), par suite, sans doute, de l'habitude qu'ont ces ruminants de baisser la tête pour encorner leurs adversaires, et de celle qu'ont les baissiers à l'humeur triste de regarder en marchant la pointe de leurs chaussures. »

28. — Nous nous occuperons d'abord des opérations à la hausse :

A. — Achat à prime et revente ferme. — Un mouvement de hausse étant probable, une opération fort usitée consiste dans un achat à prime, par lequel, si ses prévisions se réalisent, le spéculateur se ménage un bénéfice sérieux tout en ne s'exposant à perdre, en cas de baisse, que le montant de la prime. Tel est le simple achat à prime dans lequel on attend la réponse des primes. Mais supposons qu'après un achat de 3,000 fr. de rentes 3 0/0 à 82 fr. dont 50 c. fin courant, la rente s'élève à 82 fr. 30. L'acheteur à prime, qui craint que ce cours élevé ne se maintienne pas, vend ferme à 82 fr. 30, réalisant un béné-

(1) La Bourse, I, p. 25.

fice de 30 c. par 3 francs de rente, soit 300 fr. Puis il attend la liquidation ; si la rente est descendue à 81 fr. 75, comme il a payé 500 fr. de prime il a encore intérêt à lever, car en vendant à 81 fr. 75 il ne perd sur son achat que 250 fr ; si la baisse était plus forte, il abandonnerait la prime. Mais comme il avait encaissé 300 fr. de bénéfice, la perte se trouve diminuée d'autant sans jamais pouvoir dépasser 500 fr. Remarquons qu'en cas de hausse l'acheteur a un bénéfice égal à la hausse et par conséquent illimité :

B. — Achat ferme et vente simultanée à prime.

Cette opération, désignée en Bourse sous le nom de *prime contre ferme*, a pour but de s'assurer en cas de hausse le bénéfice résultant de l'écart des primes ; elle consiste à acheter ferme du 3 0/0, par exemple, et à le revendre simultanément à prime au commencement du mois, lorsque l'écart est encore considérable entre le cours ferme et le cours à prime. Par exemple, le cours d'achat ferme est 81 fr. 80 et celui de la vente à prime 82 fr. 60 50 fin courant.

Si la prime est levée, c'est-à-dire si la hausse s'est réalisée, le bénéfice est de la différence entre les deux cours au moment de la négociation, soit, dans notre hypothèse, de 80 c. par 3 fr. de rente. Le bénéfice ne pouvant excéder ce chiffre, tout l'intérêt à la hausse cesse une fois le cours de 82 fr. 10 dépassé.

Mais dans cette opération la perte ne se trouve pas limitée en cas de baisse ; et comme il n'a contre cette éventualité que l'abandon de la prime de 50 c., le spéculateur à la hausse, au-dessous du cours de 81 fr. 30, dans notre hypothèse éprouve une perte proportionnée à la baisse.

29. — Dans la prévision d'une baisse, on peut également

tirer un parti avantageux des marchés à prime, limitant par ce moyen les pertes que l'on pourrait avoir à subir, à un chiffre restreint et fixe.

Il faut, en ce cas, vendre ferme et acheter simultanément à prime ; c'est ce qu'on appelle une opération *ferme contre prime*.

Soit une vente ferme de 3,000 fr. de rente 3 0/0 à 82 fr. et un achat de 3,000 fr. de rente 3 0/0 à 82 fr. 50 dont 50 c.

Si le cours tombait à 81 fr. suivant la baisse prévue, on achèterait à ce derniers cours de quoi couvrir la première vente ferme et l'on aurait un bénéfice de 1,000 fr., les deux marchés étant liquidés.

Puis pour l'achat à prime, il faut attendre la liquidation ; une hausse passagère fournit l'occasion de regagner tout ou partie de la prime. Si elle ne se présente pas, on abandonne la prime et l'on perd 500 fr. à déduire des 1,000 fr. de bénéfice.

Si la rente remontait et dépassait le prix d'achat on leverait les titres et par le moyen d'une vente ferme simultanée on ferait un nouveau bénéfice.

Si, contrairement aux prévisions de baisse qui avaient déterminé le spéculateur à faire cette opération, un mouvement de hausse se fût produit dans des proportions qui rendissent plus avantageuse l'exécution du marché à prime que l'achat à un cours élevé de la rente qu'il a vendue ferme, il aurait levé les titres, bornant ainsi sa perte à l'écart entre le cours d'achat à prime et celui de vente ferme.

On voit donc, que, dans le cas le plus défavorable, la perte ne peut pas dépasser le chiffre de 500 fr.

30. — On a recours aux opérations complexes, c'est-à-dire à la fois à la hausse et à la baisse lorsqu'il y a des oscilla-

tions perpétuelles dans la cote et que les variations sont peu considérables.

A. — On achète ferme 25 actions de la banque de France à 5,700 ci 142,500 fr. et on en vend 50 à prime dont 10 fr. à 5,705, ci 285,250 fr.

Si les effets sont levés, on aura à racheter 25 actions au cours du jour ; si la hausse est permanente, on a fait une fausse spéculation. Mais si les prévisions se réalisent, il doit y avoir des alternatives de hausse et de baisse ; on achète en baisse à 5,702 soit pour 25 actions 142,550 fr.

Ainsi on a

25 actions à 5,700	soit	142,500
25 — 5,702	soit	142,550
Total...		285,050
On a revendu le tout		285,250
Bénéfice		200 fr.

L'acheteur à prime à 5,705 prendra livraison si les actions sont seulement à 5,696, car il perd 9 fr. par action, soit 450 fr. au lieu de 500 fr. qu'il perdrait en abandonnant la prime de 10 fr. par action.

Nous avons supposé le second achat plus cher que le premier ; l'inverse pourrait avoir lieu, le bénéfice serait alors augmenté d'autant.

Si les titres ne sont pas levés : on peut se trouver vendeur non seulement de 25 actions, mais de 50 car on a dû se mettre en mesure en prévision de la livraison ; on a vendu supposons à

5,695 fr. soit pour	284,750
on doit payer	285,050
Déficit..	300

Mais on a la prime de 500 fr. et en résumé l'opération se solde par un bénéfice de 200 fr.

B. — Achat d'une prime dont 50 c. et vente simultanée d'une prime dont 25 c.

Lorsqu'on considère la hausse comme plus probable, on peut faire l'opération suivante en ne risquant que la prime de 125 fr.

Acheter 1,500 fr. de rentes 3 0/0 à prime dont 50 c.

Vendre 1,500 fr. de rentes 3 0/0 à prime dont 25 c.

Les primes dont 25 cent. se traitant toujours à des cours plus élevés que les primes dont 50 c. on cherche en réalisant cette opération à gagner l'écart, c'est-à-dire la différence entre les deux cours.

Si cet écart est de 30 c. et que la hausse se produise, on lèvera la prime achetée pour livrer les titres de la prime vendue et l'on aura un bénéfice de 150 fr.

Mais si les cours restent immobiles, ou si même une baisse se produit, les affaires sont forcément résiliées puisque personne n'a intérêt à en poursuivre la conclusion. On perd donc la prime de 50 c. et on gagne celle de 25 c. qui est abandonnée.

La perte définitive est donc de 125 francs au maximum.

C. — Achat d'une prime dont 25 cent. et vente simultanée d'une prime dont 50 cent.

Lorsque les cours sont indécis et que l'on prévoit plutôt la baisse, on peut faire cette opération qui est l'inverse de celle qui précède.

Soit un achat de 3,000 fr. de rentes 3 0/0 à 82 fr. 30, dont 25 c. et une vente de 3,000 fr. de rente 3 0/0 à 82 fr. dont 50 c.

En admettant qu'un mouvement de hausse se produise, on perdrait tout au plus la différence contre les deux primes ; mais la baisse prévue se réalisant, les deux primes

sont abandonnées avec un bénéfice représenté par leur écart, c'est-à-dire 250 fr.

Nous avons examiné les principales combinaisons qu'emploient journellement les spéculateurs ; nous n'avons pas la prétention de les énumérer toutes ; nous nous sommes proposé seulement de donner une idée des opérations différentes et variées, et des combinaisons multiples auxquelles on peut se livrer au moyen des marchés à terme.

SECTION II

Des Reports

SOMMAIRE :

- 31. — Utilité du report.
- 32. — Définition.
- 33. — Seconde acception du mot report.
- 34. — Déport.
- 35. — Report au pair.
- 36. — Report direct.
- 37. — Report indirect.
- 38. — Raison d'être du report.

31. — La part que prend le report dans chaque liquidation est si importante, que M. Fremery (1) a pu dire avec raison que c'est « la clé du système des opérations de bourse ».

Nous empruntons à M. Troplong (2) les lignes suivantes : « Le report est extrêmement utile ; il lie les marchés au comptant avec les marchés à terme ; il porte sur les fonds publics une masse considérable de capitaux qui leur donnent un mouvement continu. Il est pratiqué par les personnes les plus étrangères aux jeux de bourse, les plus ennemies de l'agiotage. Il procure un placement commode aux

(1) *Etudes commerciales.*

(1) *Contrats aléatoires*, n° 149.

capitalistes qui ont pour peu de temps dans leur caisse, des fonds qu'il ne convient pas de laisser sans emploi. »

32. — Le report est une opération de bourse en partie double entre deux personnes, dont l'une achète au comptant des effets et les revend simultanément à terme et dont l'autre vend comptant en rachetant à terme au même instant. La juxtaposition des deux marchés constitue le caractère distinctif du report.

L'acheteur au comptant et vendeur à terme est appelé le *reporteur*, le vendeur au comptant et acheteur à terme est le *reporté*.

Ainsi X... achète de Y... 1,500 fr. de rentes 3 0/0 à 82 fr. comptant, et revend à Y 1,500 fr. de rentes 3 0/0 à 82 fr. 25 fin courant.

Telle est l'opération que l'on appelle un *report* ; d'après ce que nous venons de dire, Y... se *fait reporter* et X... *reporte*.

X... recevra de son agent de change le bordereau suivant :

Par ordre de X.

<i>Acheté comptant</i> 1,500 fr. 3 0/0 à 82, <i>ci</i>	41,000 fr.
<i>Vendu fin courant</i> 1,500 fr. 3 0/0 à 82 25, <i>ci</i>	41,125 fr.

Y... recevra de son côté un bordereau ainsi conçu :

<i>Acheté comptant</i> 1,500 fr. 3 0/0 à 82, <i>ci</i>	41,000 fr.
<i>Vendu fin courant</i> 1,500 fr. 3 0/0 à 82 25, <i>ci</i>	41,125 fr.

De ces deux ventes qui constituent le report, l'une s'exécute immédiatement : X... paiera donc le prix et Y... livrera les titres ; l'autre, ne s'exécutera que fin courant X... conservant dans l'intervalle les titres et Y... le prix. Ainsi donc le report est un procédé ingénieux à l'aide duquel le marché à terme au lieu de se réaliser à la liquidation en cours, est ajourné à la suivante, puis à celle d'après au gré du spéculateur qui conserve sa position première.

33. — Le mot *report* est encore pris à la bourse dans

une autre acception ; il désigne la différence de prix entre le cours du marché au comptant et le cours du marché à terme, lorsque le prix du terme est plus élevé que le prix du comptant. La valeur d'un titre s'augmentant tous les jours des intérêts qu'il produit, et l'acheteur à terme conservant jusqu'à la liquidation la jouissance de son capital, on comprend facilement que le plus souvent le prix du marché à terme soit plus élevé que le prix du marché au comptant.

34. — Cependant dans certaines circonstances, à la suite d'une disette de titres sur la place, le prix du comptant dépasse le prix du terme, on dit alors qu'il y a *déport*.

Supposons en effet que la prévision d'une baisse ait donné lieu à un grand nombre de *ventes à découvert* (1). Nous avons vu que dans les marchés à terme, à moins que des conventions spéciales ne disent formellement le contraire, l'acheteur peut à toute époque antérieure à la liquidation, réclamer du vendeur la livraison, contre espèces, des titres négociés ; c'est ce qu'on appelle l'es-compte. Supposons, dans le cas qui nous occupe, que les acheteurs usant de ce droit, exigent la livraison immédiate ; les vendeurs à découvert se trouveront forcés d'acheter au comptant les titres qu'ils ont vendus et par l'effet de la loi de l'offre et de la demande, le prix du comptant sera plus élevé que celui du terme.

35. — On dit que le report est *au pair*, lorsqu'il n'y a pas de différence entre le prix des valeurs, au comptant et à terme.

(1) En termes de Bourse, on appelle *Ventes à découvert* les ventes à terme faites par ceux qui n'ont pas les titres en mains, et qui comptent racheter avant l'arrivée de la liquidation. Les vendeurs à découvert sont donc tous des spéculateurs à la baisse.

36. — Le report est *direct*, lorsqu'il est négocié par deux agents de change seulement, dont l'un vend et achète et l'autre achète et revend ; ou encore, lorsqu'il a lieu entre deux clients d'un même agent.

37. — On appelle report *indirect* celui qui est conclu par l'intermédiaire de trois agents de change.

Le taux des reports figure sur la cote au moyen des abréviations suivantes :

S'il y a report = ... R. ou absence de signe.

Déport = ... B. c'est-à-dire bénéfice,

Si le report est au pair = ... P. c'est-à-dire pair.

38. — Donc le report intervient à la suite d'une opération à terme, soit pour prolonger une spéculation à la hausse, soit pour prolonger une spéculation à la baisse.

Nous allons d'abord donner un exemple du report employé pour prolonger une spéculation à la hausse.

X... a acheté 1,500 de rentes 3 0/0 à 82 fin courant, espérant trouver l'occasion de revendre plus cher. Contrairement à ses prévisions, la rente baisse ; et à la liquidation, elle est cotée à 81 fr. 50. Si X... ne croit plus à la hausse, il liquidera son opération, et pour cela, vendra à 81 fr. 50 en éprouvant une perte de 250 fr. Si au contraire, il pense que la baisse n'est que passagère et s'il a toujours confiance dans la hausse, il se fera reporter. Pour cela, il vendra comptant 1,500 fr. de rentes 3 0/0 à 81 fr. 50 ci = 40,750 fr. et rachètera 1,500 fr. de 3 0/0 à 82 ci = 41,000 fr.

En liquidation il aura donc payé une différence de 250 fr. et il restera acheteur fin courant de 1,500 fr. de rentes 3 0/0 à 82 fr.

Il nous reste à donner un exemple du report employé pour prolonger une spéculation à la baisse.

X... A vendu à découvert 1,500 de rentes 3 0/0 à 81, 50

fin courant, espérant trouver l'occasion de racheter moins cher. Au lieu de baisser, la rente monte et le jour de la liquidation elle est à 82 fr.. Si X... redoute la continuation de la hausse, il s'empressera de liquider son opération en achetant comptant 1,500 fr. de rentes 3 0/0 à 82 fr. éprouvant ainsi une perte de 250 fr. S'il persiste au contraire à croire à la baisse, il se fera reporter : il achètera donc au comptant 1,500 fr. de rentes 3 0/0 à 82 fr. ci = 41,000 fr., et revendra fin courant 1,500 fr. de rentes 3 0/0 à 81 fr., 50 ci = 40,750 fr. ; il payera en liquidation une différence de 250 fr. et restera vendeur fin courant de 1,500 de rentes 3 0/0 à 81 fr., 50.

Tel est le mécanisme du report que nous nous étions proposé d'exposer.

Lorsque les chances de hausse et de baisse paraissent à peu près égales, l'acheteur à terme trouvera facilement des reporteurs dans le camp des spéculateurs à la baisse.

Mais lorsque la croyance à la hausse par exemple est générale, les acheteurs à terme ne peuvent pas trouver leur contre-partie dans les vendeurs, qui, eux, veulent liquider.

C'est alors, que les acheteurs s'adressent à des capitalistes, auxquels le report donne le moyen de faire fructifier les sommes qu'ils ont disponibles, et procure un placement avantageux, en ce qu'il peut être limité à une durée d'un mois ou de 15 jours. Aussi ces capitalistes sont-ils nombreux ; en effet acheteurs et vendeurs par la même opération, ils ne sont pas exposés aux risques de hausse et de baisse. Ne donnant leur argent qu'en échange de titres dont ils deviennent propriétaires et restent possesseurs jusqu'au paiement du prix de rachat, ils n'ont pas à craindre l'insolvabilité de ceux avec lesquels ils contractent.

SECTION III

Des liquidations

SOMMAIRE :

- 39. — Définition
- 40. — Liquidation de fin de mois.
- 41. — Liquidation de quinzaine.
- 42. — Chaque liquidation se subdivise en deux parties.
- 43. — Liquidation entre agents et clients.
- 44. — Cours de compensation.
- 45. — Délégations.
- 46. — Liquidation entre agents ou liquidation centrale.

39. — Les négociations à terme ont une échéance déterminée ; nous avons vu que c'était généralement la fin du mois, et depuis 1844 pour certaines valeurs le 15 ; à cette époque, chaque spéculateur *liquide* sa position avant de s'engager dans de nouvelles opérations.

Se liquider si l'on est acheteur, c'est lever les titres et les payer, ou bien les revendre dans le cas où l'on renoncerait à les lever.

Si l'on est vendeur, c'est livrer les titres vendus et en recevoir le prix, ou bien c'est en acheter d'autres pour compenser la vente si l'on veut conserver ceux que l'on possède.

Ainsi donc pour qu'il y ait liquidation, il faut que tout

achat soit compensé par une vente égale si on ne lève pas les titres achetés, ou que toute vente soit compensée par un rachat si on ne lève pas les titres vendus.

La liquidation des affaires engagées à terme se fait : une fois par mois pour tous les fonds d'État français, les actions de la Banque de France et des chemins de fer français. Deux fois par mois pour toutes les autres valeurs.

La veille de chaque liquidation, a lieu, comme nous l'avons vu, la réponse des primes.

Il y a donc la liquidation mensuelle et la liquidation de quinzaine.

40. — Nous allons indiquer comment on procède pour la liquidation de fin du mois :

A la première bourse du mois suivant : liquidation de tous les fonds d'État français.

A la deuxième : liquidation de toutes les autres valeurs, c'est-à-dire des valeurs industrielles, financières et commerciales.

Le troisième jour est réservé au travail intérieur de chaque agent de change qui règle ses comptes et son carnet.

Le quatrième est consacré au pointage des capitaux entre les commis liquidateurs de chaque charge.

Le cinquième, ont lieu, par l'intermédiaire de la chambre syndicale, la remise des effets et le paiement des capitaux.

41. — Passons à la liquidation de quinzaine :

A la première bourse qui suit le 15, liquidation de toutes les valeurs qui se négocient deux fois par mois.

Le deuxième jour est réservé au travail intérieur de chaque agent de change.

Le troisième est consacré au pointage des capitaux.

Le quatrième, ont lieu les livraisons et les paiements.

Quand dans la période de liquidation se trouve un jour férié, tout est reculé d'un jour.

42. — Chaque liquidation se subdivise en deux parties : liquidation entre agents et clients, et liquidation entre agents ou liquidation centrale.

43. — *La liquidation entre agents et clients* s'opère par des livraisons de titres ou d'argent qu'effectue le client, ou au moyen de compensations soit de *quantités*, soit de *sommes*.

Le client est-il acheteur et vendeur d'effets de même nature, la compensation a lieu conformément aux principes du Code civil, art. 1289, 1290 et 1291. Si les quantités d'effets achetées et vendues ne sont pas égales, la compensation ne se produit que jusqu'à due concurrence ; le client restant pour le surplus créancier ou débiteur.

44. — Cette compensation de *quantités* est, comme on le voit, extrêmement simple ; mais les rachats et les ventes ne s'effectuant jamais au même prix, le règlement en *sommes* est plus difficile.

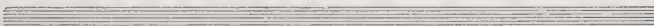
Pour faciliter cette opération, toutes les compensations en liquidation sont passées à un cours uniforme qui est fixé les 1, 2 et 16 de chaque mois par le syndic ou les deux adjoints de service ; c'est ce cours que l'on nomme *cours de compensation*. Fixés d'après les taux moyens des effets au comptant cotés pendant la première heure de la bourse du jour, ces cours de compensation sont affichés à deux heures et demie dans le cabinet des agents et dans celui de la liquidation (1).

Toutes les opérations sont liquidées au cours de compensation ; le client étant créancier ou débiteur de la

(1) Art. 179 du Règlement de la compagnie des agents de change de Paris.

différence entre ce cours et celui de la négociation. Donnons un exemple : supposons le cours de compensation fixé pour le 3 0/0 à 82 fr. ; un spéculateur acheteur de 3,000 fr. de rentes 3 0/0 à 82 fr. 50 sera débiteur de 500 fr. envers son agent de change.

45. — Les agents ayant l'habitude de faire encaisser les comptes débiteurs le 4 et de ne payer les comptes créditeurs que le 5, le client qui a compté sur le prix de sa contre-opération (effectuée, supposons-le, chez un autre agent, car sans cela, il y aurait compensation d'agent à client) pour se liquider, peut ne pas être en mesure de faire le paiement qui lui est demandé. Il peut alors donner à l'agent créancier un mandat de virement sur l'agent débiteur ; ce mandat se nomme *délégation*. La délégation doit toujours se terminer par trois zéros ; par suite toute somme inférieure à 100 fr. doit être payée en espèces. La délégation peut circuler, mais entre agents de change seulement. En voici un modèle :

LIQUIDATION GÉNÉRALE des affaires en fonds publics à terme du mois de.....	DÉLÉGATION DE F.  payable en liquidation.	
Paris, le.....188		
Payez pour.....à Monsieur.....la Somme de 		
valeur reçue de lui en l'acquit de son compte en liquidation du mois dernier dont vous.....débiterez dans votre compte. de ladite liquidation.		
A M.....		
Agent de Change.	Accepté la présente délégation.	(Signature du tireur.)
	X ^r	Y ^{...}

46. — *La liquidation centrale* ou liquidation entre agents est faite par le secrétaire de la compagnie assisté de commis liquidateurs.

Deux agents de change sont désignés à tour de rôle

par le syndic ou les deux adjoints de service, pour surveiller et conclure la liquidation (1).

Chaque jour de liquidation, il est dressé par chaque agent de change une feuille contenant le relevé, sans indication de capitaux, des *quantités* d'effets dont il est acheteur ou vendeur, pour solde, chez chacun de ses confrères.

Le jour du pointage des capitaux, c'est-à-dire le 4^e jour de la liquidation mensuelle et le 3^e de la liquidation de quinzaine, il est établi une feuille donnant seulement, sans mentionner les effets, le solde en *capitaux* de l'agent de change avec chacun de ses confrères.

La feuille de capitaux de chaque agent de change est encore accompagnée d'un tableau récapitulatif, indiquant le solde de cette feuille, délégations non comprises, et la quantité des effets levés ou livrés avec leur valeur calculée sur le cours de compensation. Un relevé des soldes en argent qui en résultent est dressé par le secrétaire général et déposé dans le cabinet de la compagnie (2).

Après que toutes les feuilles ont été vérifiées, pointées, balancées et soldées, elles sont remises chaque jour au secrétaire général (3).

Le secrétaire général fait dresser alors quatre états séparés : — Le premier comprend les valeurs à livrer, avec les quantités et les noms des valeurs ; — le deuxième, les valeurs à lever, avec les quantités et les noms des acheteurs ; — le troisième, les capitaux à payer, avec les noms des débiteurs ; — le quatrième, les capitaux à recevoir, avec les noms des créiteurs. — Ces tableaux, une

(1) Art. 201 du Règlement de la compagnie des agents de change de Paris.

(2) Art. 185 Du Règlement des agents de change.

(3) Art. 187 Du règlement.

fois arrêtés, ne peuvent être modifiés qu'avec l'autorisation de la chambre syndicale. — Les deux derniers sont communiqués immédiatement à la banque de France (1).

Le 5^e jour de la liquidation mensuelle et le 4^e jour de la liquidation de quinzaine, c'est-à-dire le jour des paiements et des livraisons, les agents débiteurs doivent avoir fait leur versement à la banque, avant midi, de manière à pouvoir en rapporter le bulletin au secrétaire général à *midi précis, au plus tard*. — Tous les effets doivent lui avoir été livrés à la même heure. — Le secrétaire général ne fait créditer les comptes à la banque qu'après que tous les paiements ont été faits et tous les effets livrés.

L'agent de change, qui n'est pas en mesure de livrer les titres dus par lui en liquidation, peut, à titre de tolérance, remettre au confrère qui lui a été indiqué comme devant en prendre livraison, un bon de ces mêmes titres livrables hors liquidation. — Pour que ce bon puisse être reçu purement et simplement par le secrétaire général aux lieu et place des valeurs qu'il représente, il faut : 1^o qu'il porte l'acceptation de l'agent de change acheteur ou de son fondé de pouvoirs ; — 2^o qu'il soit accompagné d'un mandat de virement au nom dudit acheteur, d'une somme égale aux prix des titres non livrés, évalués au cours de compensation ; — 3^o qu'il y soit joint, à titre d'amende, une quantité d'engagements timbrés représentant le double des titres non livrés.

L'agent de change à qui un bon est offert a toujours le droit de le refuser. — Dans ce cas, celui qui ne peut livrer doit en avertir immédiatement le secrétaire général et lui remettre, au même moment, le bon non accepté, avec le mandat et les engagements timbrés, dans les forme et

(1) Art. 188 du Règlement.

quantité indiquées ci-dessus. — Le secrétaire général en réfère aussitôt au syndic ou aux adjoints de service. — Ces derniers procèdent de suite au rachat officiel des valeurs non livrées aux risques et périls du retardataire. Ce rachat a lieu sans aucune espèce de formalité.

Aussitôt les paiements achevés et les effets livrés, le secrétaire général s'occupe du classement et reconnaît si tous les effets portés sur les feuilles respectives sont entrés au compte de ceux qui les lèvent. — La remise desdits effets ne commence que lorsque le secrétaire général a reconnu qu'il ne manque rien. Elle s'opère en masse, c'est-à-dire à chaque agent de change pour la totalité des effets qu'il lève. — Il est expressément défendu au secrétaire général de faire des livraisons partielles d'effets à valoir sur les quantités à recevoir. — Cette remise ne doit s'opérer qu'entre les mains de l'agent de change lui-même, ou d'un commis muni d'une autorisation spéciale qui comprend le détail des valeurs à recevoir et le spécimen certifié de la signature du mandataire. Elle doit se faire à tour de rôle, à chaque partie prenante, qui s'assure immédiatement que tous les effets lui sont livrés. — L'agent ou son mandataire émarge sur un registre *ad hoc* (1).

(1) Art. 196, 197 et 199, du règlement.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES OU RÉGLEMENTAIRES CONCERNANT LES MARCHÉS A TERME

SOMMAIRE :

47. — Aperçu historique.

48. — Division du chapitre.

Section I. — Arrêts de l'ancienne monarchie.

Section II. — Lois de la période révolutionnaire.

Section III. — Droit actuel.

47. — Les premières dispositions législatives ou réglementaires concernant les marchés à terme, remontent au XVIII^e siècle. C'est à la suite des événements auxquels Law a attaché son nom et du trouble causé par la ruine du *système* (1) que parut, le 24 septembre 1724, un arrêt du conseil qui supprimait les marchés à terme.

(1) « Si l'on voulait écrire l'histoire de l'agiotage en France l'année 1819 y occuperait une large place. *Le système de Law*, arrivait alors à son développement le plus complet, l'ivresse était à son comble, chacun croyait parvenir à la fortune par ce qu'on appelait le commerce des papiers ; pour ceux qui étaient assez habiles et réalisaient à temps les illusions devenaient des richesses positives, mais pour tous les autres le désenchantement et la ruine approchaient et au mois de décembre de la même année allait commencer la chute rapide des valeurs.

En présence du déficit et des embarras financiers de toute nature légués par Louis XIV, et de la nécessité de faire face à ses propres profusions,

Mais il ne semble pas que cet arrêt ait reçu une application bien rigoureuse ; en effet, le préambule de l'arrêt du Conseil d'État du 7 août 1785, qui prohibe les ventes à

le régent, après avoir eu recours aux expédients ordinaires des emprunts, de la vénalité des faveurs, de l'altération des monnaies, avait fini par écouter les suggestions de Law. Homme instruit, habile, ardent, Law qui n'avait pu réussir en Écosse, sa patrie, n'en était pas moins resté convaincu lui-même de la solidité et de la possibilité d'application de toutes ses vues financières. Suivant lui, la richesse est d'autant plus grande que le principal agent des échanges devient plus abondant, et le billet de banque est surtout utile en ce qu'il se prête à une augmentation aussi rapide que possible du signe représentatif ; mais le souverain donnant seul la valeur aux monnaies, le billet, pour acquiescer et conserver sa valeur, doit s'appuyer sur l'état. Pour obtenir cet appui une banque devait donc accepter les obligations de l'état comme pouvant former une part importante de son capital. D'un autre côté, il fallait que la Banque se créât par action et pour attirer les actionnaires, il fallait leur offrir l'appât des bénéfices commerciaux en obtenant la concession de quelques privilèges. Le système avait ainsi pour éléments essentiels : le billet et l'action.

Law obtint, le 2 mai 1816, le privilège de fonder une banque particulière dont le capital pût être souscrit, payable, pour les trois quarts, en billets d'état.

L'année suivante, il fit décider que les billets émis par la banque seraient reçus comme espèces par les comptables publics. Cependant les opérations restaient encore languissantes ; les actions étaient au-dessous du pair, il fallait leur donner un attrait nouveau.

Le commerce au long cours se faisait alors par des compagnies privilégiées, et il y avait dans l'exploitation d'un monopole de ce genre toutes les chances propres à faire naître l'espoir dans les esprits. Law fut admis à succéder à Grozat dans le droit d'exploiter le commerce de la Louisiane et la traite des castors du Canada. Sa banque fonda en conséquence, la compagnie *d'occident*. Quand on voit aujourd'hui le degré de richesses où est arrivée la vaste contrée arrosée par le Mississipi et la splendeur actuelle de la Nouvelle Orléans, on conçoit facilement à quelles illusions ont pu se laisser entraîner ceux auxquels on promettait que l'exploitation de ce point du globe se formait à leur profit.

Celui qui dirigeait ces entreprises gouvernait en même temps les finances de l'État : bientôt la banque *générale* devint une banque *royale*. Au privilège du commerce de la Chine et des Indes ; la compagnie d'Occident qui, en dehors de ses attributions ordinaires, avait acquis, en outre,

découvert, nous apprend que les marchés à terme étaient à cette époque plus fréquents que jamais.

« Le roi est informé que depuis quelque temps, il s'est introduit dans la capitale un genre de marché ou de compromis aussi dangereux pour les vendeurs que pour les acheteurs, par lesquels l'un s'engage à fournir à des termes éloignés des effets qu'il n'a pas, et l'autre se soumet à les

le privilège du commerce du Sénégal, devait enfin prendre le titre de *Compagnie des Indes*. Chaque transformation devenait l'objet de l'émission d'actions nouvelles. Les actions de la compagnie d'occident, comme dérivant des actions de la Banque, furent appelées les *filles* ; celles de la compagnie des Indes se désignèrent ensuite comme les *petites filles*. Le désir d'employer les billets d'état, qui étaient dépréciés, amena d'abord des actionnaires ; puis l'habitude du trafic des actions commença à prendre, l'agiotage fit le reste. Law l'excitait par tous les moyens, et au commencement de 1719 il inaugurait en France le marché à prime, en achetant au pair deux cents actions de la compagnie d'occident, payant 40,000 livres à compte sur 100,000 livres formant leur valeur, et consentant à perdre les arrhes ainsi données s'il ne remplissait pas ses engagements dans un délai déterminé.

Le centre des opérations était dans la rue Quincampoix, habitée alors par les banquiers et les changeurs ; le bruit des fortunes rapides qui se faisaient en ce lieu fit accourir la foule ; les opérations portèrent bientôt sur des valeurs nominales qui paraîtraient encore aujourd'hui fabuleuses. Le ruisseau de cette rue était appelé le Mississipi, et les anecdotes abondent sur la singularité des faits qui se passaient en ces lieux ; on se plaît à raconter qu'un bossu y faisait fortune en prêtant sa bosse pour servir de pupitre à signer les contrats.

Les premières actions avaient été longtemps sans atteindre leur prix d'émission 500 livres ; les nouvelles, avec le même capital nominal, étaient émises pour 5,000 livres. A la fin de novembre 1719, elles se vendaient 40 fois ce capital nominal. Pendant ce temps, le papier-monnaie se multipliait sans prudence, et le moment de la catastrophe approchait. Les agioteurs les plus adroits commencèrent les premiers à se retirer de la partie ; ils soutinrent les cours aussi longtemps qu'ils le purent pour avoir le temps de transformer les valeurs fictives qu'ils possédaient contre des valeurs réelles ; mais le gros du public, composé de gens simples et de spéculateurs inhabiles, supporta tout le poids de la banqueroute. » M. Horace Say. *Dictionnaire de l'économie politique*.

payer sans en avoir les fonds, avec réserve de pouvoir exiger la livraison avant l'échéance, moyennant l'escompte ; que ces engagements, qui dépourvus de cause et de réalité, n'ont, suivant la loi, aucune valeur, occasionnent une infinité de manœuvres insidieuses, tendantes à dénaturer momentanément le cours des effets publics, à donner aux uns une valeur exagérée, et à faire des autres un emploi capable de les décrier ; qu'il en résulte un agiotage désordonné que tout sage négociant réprouve..... »

Un arrêt du 2 octobre 1785, vint de nouveau proscrire les marchés fictifs. Mais tous ces efforts de réglementation restant impuissants, intervint, en date du 22 septembre 1786, un nouvel arrêt du conseil dont le préambule était ainsi conçu : « Les défenses portées par l'arrêt du 7 août 1785 ont, à la vérité, anéanti l'usage de ces compromis illusoires, inventés par la cupidité, et qui présentaient des pièges à la bonne foi, des ressources à l'intrigue et des écueils à tous les gens avides de fortune ; mais l'intérêt toujours ingénieux à s'affranchir de ce qui le captive, a trouvé moyen d'éluder le règlement qui interdit tout marché d'effets royaux ou publics, sans livraison ou dépôt réel des objets vendus ; des reconnaissances concertées, des déclarations annulées par des contre-lettres et des dépôts fictifs, voilent aujourd'hui les contraventions et rendent fort difficile d'en découvrir la trame. Sa Majesté, instruite des abus qui se perpétuent à l'aide de ces divers déguisements, a jugé à propos, pour y apporter un nouvel obstacle, d'ajouter aux prohibitions précédentes, celle de ne faire à l'avenir aucuns marchés d'effets ayant cours à la Bourse, dont la livraison se trouverait différée au-delà d'un terme (*deux mois à compter du jour de sa date*) qu'elle a fixé d'après ce qui s'observe dans les plus grandes places de commerce des pays étrangers. »

Enfin, un dernier arrêt du 14 juillet 1787, renouvelle les prohibitions de marchés à terme fictifs.

La législation intermédiaire se montra plus rigoureuse encore que l'ancien droit. Reproduisant l'édit de 1724 qui, comme nous l'avons dit, avait été peu de temps en vigueur, le législateur de la révolution interdit tout marché qui n'était pas au comptant.

Par le décret du 13 fructidor an III, et la loi du 28 vendémiaire an IV, la convention chercha à réagir contre les jeux de bourse et surtout contre la baisse qui compromettait l'avenir de son crédit ; des peines rigoureuses furent prononcées contre les agioteurs.

Le directoire, dans son arrêté du 2 ventôse an IV, sur le règlement de la Bourse, renouvela les prohibitions du décret du 13 fructidor an III.

Le consulat, pour empêcher les spéculations pouvant atteindre le crédit de l'État, et pour assurer la réalité des marchés, en mit l'exécution à la charge des agents de change, qu'il rendit responsables de la livraison et du paiement, par l'arrêté du 27 prairial an X.

Quand aux Codes civil, pénal et de commerce, ils renferment sur la matière des marchés à terme des dispositions si ambiguës, que M. Jeannotte-Bozerian (1) a pu soutenir qu'ils étaient absolument interdits ; qu'alors même qu'ils ne tombaient pas sous l'application de l'art. 1965 qui prévoit et interdit le jeu et le pari, ils étaient nuls.

48. — Après ce court aperçu historique, nous allons étudier en détail les différentes dispositions législatives ou réglementaires que nous venons d'indiquer.

Nous diviserons cette étude en trois sections, et nous passerons successivement en revue : I. — Les arrêts de l'ancienne monarchie ; II. — Les lois de la période révolutionnaire, et enfin, III. — Le droit actuel.

1. M. Jeannotte-Bozerian, *La Bourse*, La Bourse I, p. 80.

SECTION PREMIÈRE

Arrêts de l'ancienne monarchie

SOMMAIRE :

- 49. — Arrêt du conseil d'État du 24 septembre 1724.
- 50. — Arrêt du conseil du 7 août 1885.
- 51. — Arrêt du 2 octobre 1785.
- 52. — Arrêt du 22^e septembre 1786.
- 53. — Arrêt du 14 juillet 1787.
- 54. — Légalité de ces arrêts.

49. — C'est, comme nous venons de le voir, au lendemain de la crise provoquée par Law que fut rendu l'arrêt du Conseil du 24 septembre 1724. Cet arrêt déclare « qu'il sera incessamment établi, dans la ville de Paris, une place appelée la *Bourse* » pour les négociations « des lettres de change, billets au porteur et à ordre et autres papiers commercables, et des marchandises et effets », il institue en outre la compagnie des agents de change avec le privilège exclusive de présider à la vente des effets publics et « pour en détruire les ventes simulées qui en ont causé jusqu'à présent le discrédit ».

Les articles 29 et 30 de cet arrêt supprimaient implicitement du moins les marchés à terme.

Art. 29: « A l'égard des négociations de papiers commercables et autres effets, elles seront toujours faites par

le ministère de deux agents de change, à l'effet de quoi les particuliers qui voudront acheter ou vendre des papiers commercables et autres effets, remettront l'argent ou les effets aux agents de change, *avant l'heure de la Bourse*, sur leur reconnaissance portant promesse de leur en rendre compte dans le jour ; et ne pourront néanmoins lesdits agents de change porter ni recevoir aucun effet ni argent à la bourse... »

Art. 30 : « Lorsque deux agents de change seront d'accord à la bourse d'une négociation, ils se donneront réciproquement leurs billets portant promesse de se fournir *dans le jour*, savoir : par l'un les effets négociés et par l'autre le prix desdits effets. »

La remise de l'argent et des titres avant la négociation et l'obligation de livrer dans le jour rendaient désormais impossibles les opérations à découvert et les marchés à terme.

« La spéculation à la baisse que l'on accusait d'avoir occasionné le discrédit des effets publics, écrit M. Troplong (1), restait entièrement désarmée. Mais c'était aux dépens de la liberté des transactions que l'on faisait ce sacrifice à un intérêt de circonstance. On reconnaît là le caractère brusque et exagéré des mesures administratives sorties du ministère du cardinal Dubois. Circonscrire les opérations de la Bourse dans des opérations au comptant était une idée étroite, impraticable, inadmissible. C'était de la réaction. »

L'arrêt de 1724 tomba promptement en désuétude et ses prescriptions rigoureuses ne durèrent pas plus que le souvenir des désastres qui les avaient motivées.

(1) *Contrats aléatoires*, n° 104.

50. — L'arrêt du 7 août 1785 prohibe tout spécialement les *ventes à découvert* dans son article 7 ainsi conçu : « Déclare nuls, Sa Majesté, les marchés et compromis d'effets royaux et autres quelconques qui se feraient *à terme et sans livraison desdits effets* ou sans le dépôt réel d'iceux, constaté par acte dûment contrôlé, au moment même de la signature de l'engagement. »

Les vendeurs sont donc forcés à opérer, au moment de la négociation, la livraison des effets ou leur dépôt réel ; telles sont les prescriptions de cet arrêt qui, nous avions raison de le dire, ne vise que les *ventes à découvert*.

Les marchés à terme ne sont donc pas prohibés en eux-mêmes et les achats à découvert se trouvent tacitement autorisés puisque aucune prescription n'a trait au dépôt préalable de l'argent nécessaire aux acheteurs pour lever les titres.

« Tous marchés et compromis *d'effets livrables à terme* seront et demeureront nuls et comme non venus, ajoute le même article 7. Défend très-expressément, Sa Majesté, d'en faire de semblables à l'avenir, à peine de vingt-quatre mille livres d'amendes au profit du dénonciateur, et d'être exclu pour toujours de la bourse, ou si c'étaient des banquiers, d'être rayés de la liste. » Telle était la sanction de la prohibition.

Il suffit de se rappeler la distinction établie entre les vendeurs et les acheteurs à découvert, pour se convaincre que ce n'était point, ainsi que le pense M. Coffinières (1), et comme le préambule pourrait le faire supposer, une œuvre de morale publique et d'intérêt privé que poursuivait M. de Calonne. Ce qu'il voulait atteindre, c'était la spéculation à

(1) *Des spéculations de Bourse*, p. 428.

la baisse c'est pourquoi les *ventes* seules à découvert furent prohibées.

Les événements prouvèrent que l'on s'était exagéré l'étendue du mal.

« Et néanmoins, ajoutait le même art. 7, les marchés et compromis de ce genre, qui auraient été faits avant la publication du présent arrêt, auront leur exécution sous la condition expresse de les faire contrôler par le premier commis des finances, dans la huitaine, à compter de la dite publication, et de livrer ou déposer par acte en bonne et due forme, dans l'espace de trois mois, les effets dont la livraison aurait été promise. » Le commis des finances constata, qu'en grand nombre, les négociations, quoique à terme, étaient réelles.

» Le conseil du roi dut reconnaître, dit M. Troplong (4), qu'à côté des marchés fictifs, il y avait des marchés qui, bien que n'étant pas au comptant comme le voulaient l'arrêt du conseil de 1724 et l'arrêt du 7 août 1785, étaient cependant sérieux et de bonne foi.

» C'est ce dont on fut obligé de convenir aussitôt qu'on eut regardé de plus près ces transactions si nombreuses qui occupaient la bourse et dont la pensée et le but étaient si variés. Dans un premier moment de panique, on avait vu partout de la fraude et du jeu. Avec plus d'expérience, on trouva des spéculations licites sous ce mouvement qu'on avait imprudemment qualifié d'agiotage. »

51. — Toutefois un arrêt du 2 octobre 1785 vint de nouveau proscrire les marchés fictifs ; mais l'art. 6 du nouvel arrêt atténua la rigueur de celui du 7 août.

Art. 6 : « Ordonne pour l'avenir, Sa Majesté, que la disposition de l'art. 7 de son arrêté du 7 août dernier, par la-

(4) *Contrats aléatoires*, n° 141.

quelle, conformément aux anciennes ordonnances, elle a déclaré nuls les marchés et compromis d'effets royaux et autres quelconques, qui se feraient à terme sans livraison desdits effets, ou sans le dépôt réel d'iceux, sera exécutée selon sa forme et teneur dans tout son royaume : entend Sa Majesté, qu'il pourra seulement être suppléé au susdit dépôt par ceux qui, étant constamment propriétaires des effets qu'ils voudraient vendre et ne les ayant pas alors entre leurs mains, déposeraient chez un notaire les pièces probantes de leur libre propriété. »

Cet arrêt marque une date importante dans l'histoire des opérations de Bourse, il proclame la légalité des marchés à terme, les déclare licites et sanctionne leur exécution, pourvu que le vendeur opère la livraison ou le dépôt des effets au moment de l'engagement, ou tout au moins qu'il dépose chez un notaire les pièces probantes de sa propriété.

En présence des termes si absolus de cet arrêt, il nous semble qu'il est impossible de soutenir comme l'ont fait certains auteurs⁽¹⁾ que le dépôt préalable pouvait être suppléé par des preuves équivalentes. Et en effet, l'arrêt déclare en termes formels, qu'il pourra *seulement* être suppléé au dépôt des effets, par le dépôt chez un notaire des pièces probantes de propriété. Nous pensons donc que l'absence du dépôt constituait une présomption *juris et de jure* de l'inexistence de la propriété, et par suite une cause de nullité absolue.

Un jugement, rendu le 29 novembre 1786 par les commissaires généraux du conseil, entre les sieurs Muguet de Saint-Didier et Duplain de Sainte-Albine au sujet de marchés

(1) Voy. M. Mollot, *Bourses de commerce*, n° 463.

à terme d'actions de la Compagnie des Indes (1) nous en fournit la preuve ; il est ainsi conçu :

« Nous, commissaires généraux....., avons ordonné et ordonnons que les arrêts du conseil concernant les marchés à terme seront exécutés ; ce faisant avons déclaré *nuls* et de *nul effet* les marchés dont il s'agit, *comme faits à terme, sans livraison ni dépôt préalables* : ordonnons que toutes sommes payées d'avance à compte des dits marchés, soit à titre de prime ou autrement, seront restituées ; condamnons les sieurs de Saint-Didier et de Saint-Albine, chacun à l'amende de vingt-quatre mille livres, portée par l'arrêt du 7 août 1785. »

52. — Enfin un nouvel arrêt du conseil en date du 22 septembre 1786 déclara qu'à l'avenir il ne pourrait « être fait aucun marché d'effets royaux ou autres effets publics ayant cours à la Bourse, pour être livrés à un terme plus éloigné que celui de deux mois, à compter du jour de sa date » ; cette mesure était prise pour empêcher, comme l'indique le préambule, les reconnaissances concertées, les déclarations frauduleuses, et les dépôts fictifs par lesquels on éludait les prescriptions de l'arrêt du 2 octobre 1785.

On a fait à juste titre remarquer qu'il n'existait aucune relation entre les fraudes qu'on voulait réprimer et les moyens qu'on employait dans ce but. Le conseil du roi lui-même, il faut bien le dire, ne se faisait guère illusion sur la vertu du remède proposé : « Quelle que puisse être, disait-il, l'efficacité de cette nouvelle mesure pour arrêter le cours des spéculations désordonnées qui font gémir les gens sensés, Sa Majesté doit compter encore plus sur l'impression salutaire que fera sans doute sur tous

(1) Merlin, Rep. V. *Marché à terme*, § 11.

les esprits le témoignage public du mécontentement qu'elle aurait de la conduite de ceux qui continueraient de s'y livrer, et la résolution qu'elle a prise de les éloigner à jamais de tout emploi ou charge de finance. »

53. — Nous nous bornons à indiquer l'arrêt du 14 juillet 1787 qui ne contient que quelques nouvelles pénalités contre ceux qui se livrent à l'agiotage.

54. — Ces arrêts, dont nous venons d'examiner les dispositions, n'ayant été ni revêtus de lettres patentes, ni enregistrés au parlement, leur légalité fut contestée. Mais aujourd'hui on s'accorde à reconnaître, que ces arrêts, n'étant que le développement d'un édit du mois de janvier 1723, renaissent dans les pouvoirs constitutionnels du conseil d'état⁽¹⁾; que l'assemblée nationale par un décret du 29 juillet 1792 a décidé qu'on ne pourrait se prévaloir à leur encontre, du défaut d'enregistrement; qu'enfin la loi du 28 vendémiaire an IV (chap. II, art. 4) annulant les marchés à terme comme interdits par les précédentes lois, a converti ces arrêts en lois. Cette manière de voir a été consacrée par deux arrêts de la cour de Cassation des 26 août 1791 et 27 novembre 1811.

(1) M. Troplong, *Contrats aléatoires*, n° 118.

SECTION II

Lois de la période révolutionnaire

SOMMAIRE :

- 55. — Décret du 13 fructidor an III.
- 56. — Loi du 28 vendémiaire an IV.
- 57. — Arrêté du 2 ventôse an IV.
- 58. — Arrêté du 27 prairial an X.

55. — Comme la royauté, la convention, aux prises avec les mêmes difficultés, chercha par les mêmes moyens à réagir contre les jeux de bourse et la baisse qui compromettaient l'avenir de son crédit.

Le décret du 13 fructidor an III déclare agioteur et punit de peines rigoureuses tout spéculateur convaincu d'avoir vendues des marchandises ou effets dont il n'était pas propriétaire au moment de la vente. L'art. 3 de ce décret est ainsi conçu : « Tout contrevenant sera condamné à deux années de détention, à l'exposition en public, avec écriteau sur la poitrine portant ce mot : *agioteur*, et tous ses biens seront, par le même jugement, confisqués au profit de la république. »

56. — Puis vint la loi du 28 vendémiaire an IV sur la police de la Bourse : nous tenons à en citer le préambule : « Considérant que celui, là est *agioteur criminel*,

qui, par son choix met son intérêt en compromis avec son devoir, en faisant des opérations d'une nature telle, qu'elles ne peuvent lui rapporter quelque bénéfice qu'au détriment de la chose publique ; que tel est le cas de celui qui *achète à terme* des matières ou espèces métalliques dans la coupable espérance que, le jour où le marché se réalisera, les espèces auront haussé de valeur, et que la monnaie nationale aura perdu la sienne ; que tel est encore le cas de celui qui, sans besoin de commerce, achète, accapare les lettres de change sur l'étranger dans l'espoir de les revendre avec bénéfice, lorsque l'assignat sera déprécié ; que celui qui *vend à terme*, sans avoir des intentions aussi blâmables, s'expose, par son imprudence, à produire les mêmes effets, savoir : l'avilissement de l'assignat, le renchérissement de toutes les marchandises et de tous les objets de première nécessité. » Ce que redoutait la convention c'était la hausse des espèces métalliques et la baisse des assignats ; dès lors ce sont les *acheteurs à terme* qui deviennent les plus coupables et les *vendeurs à terme* qui poussant à la baisse tendent à ramener l'équilibre entre les deux monnaies sont considérés *comme n'ayant pas des intentions aussi blâmables*. Sous la république comme sous la monarchie, c'est encore à un point de vue en quelque sorte personnel, que le législateur se place pour lancer des foudres nouvelles contre la spéculation et l'agiotage. Aussi voyons-nous avec M. Guillard (1) dans les faits que nous venons de rappeler « une preuve éloquente que la défense de la spéculation en général et des marchés à terme en particulier, ne peut se justifier par aucun vrai principe économique et a toujours été inspirée par des intérêts de circonstance, se dissimu-

(1) *Opérations de Bourse*, p. 129.

lant parfois sous de fausses apparences de moralité ou d'intérêt public ».

Toutefois le législateur prohiba d'une manière expresse les achats et les ventes à terme ou à prime :

Chapitre I^{er}. — Art. 15 : « Il est défendu à toute personne de vendre ou d'acheter, ni de prêter son ministère pour aucune vente ou achat de matières ou espèces métalliques, à terme ou à prime ; aucune vente de ces matières ne pourra avoir lieu qu'au *comptant* ; de telle sorte que les objets vendus devront être livrés et payés dans les vingt-quatre heures qui suivront la vente.... »

Chapitre II. — Art. 3 : « Toute négociation à terme ou à prime de lettres de change sur l'étranger, est réputée agiotage, et tous les coopérateurs ou intermédiaires de pareilles transactions seront poursuivis comme agioteurs ou complices, et punis de la peine portée par la loi du 13 fructidor an III. »

Art. 4 : « *Attendu que les marchés à terme ou à prime ont déjà été interdits par de précédentes lois*, tous ceux contractés antérieurement au présent décret, sont annulés, et il est défendu d'y donner aucune suite, sous les mêmes peines portées contre les infracteurs de l'article précédent. »

Mais de quelles lois le législateur de l'an IV a-t-il voulu parler ? La Convention a-t-elle consacré l'arrêt de 1724 ou les arrêts de 1785 et de 1786 ?

« En donnant une vie nouvelle aux anciens arrêts du conseil, dit M. Troplong (1), les expressions employées prouvent que le législateur n'a pas voulu revenir aux pro-

(1) *Contrats aléatoires*, n° 120.

hibitions absolues de 1724, mais que les marchés à terme ne seront proscrits qu'autant qu'ils ne rempliront pas les conditions des arrêts du conseil de 1785 et 1786. » Nous croyons au contraire, avec M. Bozerian (1), que la loi du 28 vendémiaire an IV, était un retour aux idées de 1724 et nous pensons que c'est avec raison que M. Fremery (2) a pu dire de cette loi : « C'était le résultat, mais sans la forme, du système de 1724. » Nous nous trouvons en effet en présence d'un texte formel, puisque l'art. 15 chap. 1 de la loi, déclare que les ventes ne pourront avoir lieu qu'au comptant et que les objets vendus devront être livrés et payés dans les vingt-quatre heures qui suivront la vente. Sous la convention, les marchés à terme se trouvent donc prohibés d'une manière absolue.

57. — Le directoire est demeuré fidèle à ce système de prohibition absolue des marchés à terme, comme le prouve son arrêté sur la Bourse, du 2 ventôse an IV.

Art. 2 : « Nul ne pourra y vendre ou échanger des matières ou espèces métalliques, ni des assignats, et faire aucun traité y relatif, si, conformément au vœu de la loi du 13 fructidor, il ne justifie qu'il est actuellement possesseur des objets à vendre ou à échanger, et ce, par la production d'un certificat de dépôt desdits objets, soit chez un des vingt agents de change, soit chez un des notaires du canton de Paris. »

L'art. 3 indique les mesures prises pour rendre cette disposition efficace.

Art. 3 : « L'annonce qui se fait à haute voix, de chaque marché conclu par un des agents de change, comprendra le nom et le domicile du dépositaire de la chose vendue et

(1) *La Bourse*, I, p. 312, n° 280.

(2) *Etudes de droit commercial*, p. 497.

il en sera fait mention sur le registre tenu par l'écrivain crieur, dont un double, remis chaque jour au bureau central, mettra cette administration à portée de vérifier la réalité du dépôt, et *surtout s'il y a eu tradition de l'objet vendu dans les vingt-quatre heures.*

58. — Cet état de choses a-t-il été maintenu sous le consulat ? Pour répondre à cette question il faut se reporter à l'arrêté du 27 prairial an X, qui concerne les bourses de commerce et dont l'art. 13 se réfère indirectement aux négociations :

« Chaque agent de change, devant avoir reçu de ses clients les effets qu'il vend, ou les sommes nécessaires pour payer ceux qu'il achète, est responsable de la livraison et du paiement de ce qu'il aura vendu et acheté. »

Le but de cet arrêté du 27 prairial, était d'assurer la réalité des marchés, en mettant l'exécution à la charge des agents de change : de là, l'art. 13 qui les rend responsables de la livraison et du paiement. On pensait que les agents, garants de l'exécution des engagements contractés, auraient la précaution de s'assurer, conformément aux desirs du législateur, que les vendeurs étaient bien possesseurs ou propriétaires des effets, et que les acheteurs étaient à même de lever.

Nous ne voyons dans cet arrêté qu'une règle professionnelle, dont la sanction se trouve dans la responsabilité de l'agent de change envers ses collègues.

SECTION III

Droit actuel.

SOMMAIRE :

59. — Code civil art. 1965, 1966 et 1967.
60. — Code de commerce art. 76, 85 et 86.
61. — Code pénal art. 421 et 422.

59. — Nous arrivons à la législation actuelle. Le Code civil ne contient aucune disposition relative aux négociations d'effets publics. Cependant les spéculations sur les valeurs et les opérations différentielles étant qualifiées, à tort suivant nous, de *jeux de bourse* les articles sur le jeu et le pari semblent régir aujourd'hui les opérations de bourse.

Art. 1965 : « La loi n'accorde aucune action pour une dette de jeu ou pour le paiement d'un pari. »

Art. 1966 : « Les jeux propres à exercer au fait des armes, les courses à pied ou à cheval, les courses de chariot, le jeu de paume et autres jeux de même nature qui tiennent à l'adresse et à l'exercice du corps, sont exceptés de la disposition précédente. — Néanmoins le tribunal peut rejeter la demande quand la somme lui paraît excessive. »

Art. 1967 : « Dans aucun cas le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé, à moins qu'il n'y ait

eu de la part du gagnant vole supercherie ou escroquerie. »

60. — Le Code de commerce n'autorise ni ne prohibe les marchés à terme d'une façon expresse, mais il impose aux agents de change des obligations qui *paraissent* incompatibles avec le mécanisme de ces marchés.

Art. 76 : « Les agents de change ont seuls le droit de faire les négociations des effets publics et autres susceptibles d'être cotés ; de faire pour le compte d'autrui les négociations des lettres de change ou billets et de tous les papiers commercables, et d'en constater le cours... »

Art. 85 : « Un agent de change ne peut, dans aucun cas et sous aucun prétexte, faire des opérations de commerce ou de banque pour son compte... — Il ne peut recevoir ni payer pour le compte de ses commettants. »

Art. 86 : « Il ne peut se rendre garant de l'exécution des marchés dans lesquels il s'entremet. »

61. — Quant au Code pénal, il punit dans ses articles 421 et 422 les paris sur la hausse et la baisse.

Art. 421 : « Les paris qui auront été faits sur la hausse ou la baisse des effets publics seront punis des peines portées par l'art. 419. »

Or, les peines édictées par cet article sont l'emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus, et une amende de 500 à 10,000 fr.. Les coupables pourront, de plus, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Enfin, *Art. 422* : « Sera réputé pari de ce genre toute convention de vendre ou de livrer des effets publics qui ne seront pas prouvés par le vendeur avoir existé à sa disposition au temps de la convention, ou avoir dû s'y trouver au temps de la livraison. »

Que résulte-t-il à première vue des différentes dispositions que nous venons de mentionner dans cet section ? Que les opérations à terme ne sont pas reconnues et qu'elles doivent être considérées comme des jeux de bourse, parfaitement illégaux.

CHAPITRE III

DE L'EXCEPTION DE JEU ET DE LA LÉGALITÉ DES MARCHÉS À TERME

SOMMAIRE :

- 62. — L'exception de jeu est d'ordre public.
- 63. — Distinction des opérations sérieuses et du jeu par la jurisprudence.
- 64. — Les arrêts du conseil ont été abrogés par les art. 421 et 422 du Code pénal.
- 65. — Controverse sur la portée des art. 85 et 86 du Code de commerce.
- 66. — L'idée du marché à terme est parfaitement juridique, et les opérations qualifiées jeux de bourse ne tombent pas sous l'application des art. 1965 et 1967 du Code civil.
- 67. — **Division du chapitre :**
 - Section I. — Légalité des marchés fermes.
 - Section II. — Légalité des marchés à prime.
 - Section III. — Nature et légalité des reports.

62. — Des seules dispositions du Code civil art. 1965 et 1967 qui semblent, avons-nous dit, régir les opérations de bourse, il résulte à première vue que les opérations à terme ne sont pas reconnues, qu'elles doivent être considérées comme des jeux de bourse et que l'on peut toujours, de par la loi et en tout état de cause, opposer l'exception de jeu.

Ainsi donc, en droit comme en morale, quiconque prend un engagement dans les formes requises est tenu à l'exécution de son obligation, au respect de la loi du contrat, et pour les opérations de bourse on peut impunément mépriser ce lien de droit et nier effrontément sa dette.

« Quoi ! écrivait M. Paillard de Villeneuve (1), on veut arrêter ces spéculateurs d'aventure, qui, sans ressource, sans solvabilité, se jettent dans des opérations qu'ils savent bien être hors d'état d'exécuter : et pour les décourager, pour les punir, on leur assure l'impunité, en consacrant à leur profit le droit de nier le contrat s'il ne tourne pas au gré de leurs convoitises, et le contrat ne sera bon que s'il les a enrichis ? Non, ce n'est pas là un frein pour l'agiotage, c'est un aiguillon qu'on lui donne ! »

Il suffit de prononcer le fameux « *j'ai joué* » pour qu'un contrat qui réunit tous les éléments nécessaires à sa validité soit considéré comme non avenu. De plus, l'exception de jeu est d'ordre public, c'est-à-dire qu'elle peut être invoquée en tout état de cause et qu'elle peut être suppléée par le juge qui a un pouvoir absolu d'interprétation.

63. — C'est l'intention des parties que doit rechercher le magistrat pour savoir si l'on est en présence d'opérations sérieuses ou de jeu. Autrefois la jurisprudence voyait un jeu dans toutes les opérations qui devaient se solder par des *différences*. Mais la Cour de cassation a reconnu que des opérations devant se terminer par des différences pouvaient présenter un caractère sérieux.

« Attendu, dit un arrêt du 26 août 1868, que les mar-

(1) *Gazette des tribunaux* du 14 novembre 1861.

chés à terme, en vue de bénéfices à réaliser sur la variation des cours des effets publics, peuvent être sérieux, et dès lors légitimes ; qu'ils n'impliquent donc pas par eux-mêmes la présomption légale ou la preuve du jeu, *quand même en certains cas le marché se résoudrait en une différence* ; que la question de jeu dans l'hypothèse où il peut y avoir incertitude sur le caractère des opérations dont s'agit est une question de fait et d'intention. » Le défendeur qui invoque l'exception doit de plus prouver que l'agent de change savait qu'il ne se livrait pas à des opérations sérieuses.

L'agent est présumé de bonne foi (1).

En résumé, d'après la jurisprudence actuelle sur l'exception de jeu, le juge doit rechercher l'intention des parties et se demander si l'agent connaissait le caractère prohibé des opérations.

« Le résultat pratique de cette jurisprudence, écrit M. Leveillé (2), est déplorable. La distinction qu'elle préconise est des plus délicates, puisque la validité ou l'annulation des contrats dépend d'une question d'intention et qu'aucun indice ne révèle avec sûreté, ne met en relief l'intention précise des parties. Aussi tout marché à terme devient-il fragile, toute négociation de papiers de crédit se double-t-elle d'un procès éventuel et d'une rescision possible. Quand les tribunaux s'inspirant des principes arbitraires détruisent ainsi la force obligatoire des contrats, n'est-il pas évident qu'ils ébranlent jusque dans ses fondements la bourse, puisque la bourse ne vit que des marchés à terme. »

Nous pourrions invoquer l'autorité de bien d'autres in-

(1) Arrêt. cass. 27 février 1878.

(2) *Revue pratique du droit*, 1868, t. XXV, p. 127.

dividualités marquantes dans le monde économique, juridique ou littéraire : MM. Mollot (1), Courtois (2), Worms (3), About (4), qui tous ont renié une jurisprudence en contradiction avec les temps et les mœurs ; mais écoutons Berryer (5) : « Je ne sais, à coup sûr, rien de plus respectable que le sentiment qui a inspiré jusqu'à présent les décisions de la jurisprudence. L'horreur du jeu, le désir de l'atteindre partout où il se cache et de le proscrire, ont conduit à confondre avec le jeu la spéculation légitime, celle qui est un élément nécessaire à la propriété publique. Mais je crois que la magistrature est arrivée précisément par ses arrêts à un résultat tout contraire au but qu'elle se proposait..... Ah ! pourquoi, au lieu de dénier l'action civile pour raison des engagements pris dans les marchés à terme, n'a-t-on pas maintenu tous les droits de la loyauté, le respect et l'inviolabilité des engagements ? Pourquoi n'a-t-on pas condamné l'homme qui a fait un marché à terme et qui n'en remplit pas les conditions ?..... Une pareille jurisprudence eût singulièrement réduit le nombre des gens téméraires qui cherchent la fortune dans de folles entreprises, dans des opérations chimériques, sans qu'une responsabilité sérieuse légale les arrête sur la voie des engagements irréfléchis ».

« Nous voudrions, écrivait M. Ambroise Rendu (6), qu'on dit aux gens qui entrent chez l'agent de change, comme à ceux qui entrent chez un notaire, chez un avoué, pour acheter ou vendre : Vous êtes majeur et non interdit.

(1) *Bourses de commerce*, préface.

(2) *Opérations de Bourse*.

(3) *Sociétés par actions et opérations de Bourse*, p. 506 et suiv.

(4) *Ces coquins d'agents de change*.

(5) *Plaidoyer pour les coulissiers* (1859).

(6) *Consultation sur les marchés à terme*.

Vos engagements sont obligatoires. Tout acte fait par l'entremise de l'officier public à ce institué est chose sacrée, parfaitement irrévocable. Liez-vous ou ne vous liez pas ; mais sachez bien qu'une fois lié vous ne vous délierez point ; sachez que vous subirez toutes les sanctions de droit ; et que si vous faites habitude et profession des opérations de Bourse, vous faites des actes de commerce. »

64. — C'est dans les principes du droit civil, dans la liberté des ventes et des conventions, que nous prétendons trouver la justification des marchés à terme. Nous faisons bon marché des arrêts du Conseil et des lois révolutionnaires, de ces interdits jetés à une époque de terreur et d'agiotage. Nous ne pensons pas qu'on puisse encore prétendre régir la bourse avec ces dispositions intimement liées aux événements passés, grossis, aux approches de la banqueroute, à des efforts désespérés et impolitiques, pour sauver le crédit de l'État. Du reste, depuis près de trente ans, la magistrature proclame la légalité des marchés à terme sérieux, même sans dépôt ni livraisons préalables, ce qui est la négation même de l'ancienne législation.

Personne ne conteste plus que les art. 421 et 422 du Code pénal n'aient eu pour but de remplacer les règlements anciens par des dispositions plus en conformité avec les usages modernes de la bourse.

On a bien essayé d'argumenter du caractère purement pénal des art. 421 et 422 du Code pénal par opposition à la nature civile des arrêts du Conseil. Nous dirons avec M. Troplong que « les arrêts du Conseil sont le vrai Code pénal de l'ancien régime sur les jeux de bourse et qu'ils sont abrogés par le Code pénal de 1810 qui a entendu régler la même matière » ; et nous ajouterons avec M. Pont « qu'il y a entre les termes de l'art. 422 et le texte des

anciens arrêts une incompatibilité radicale et que les dispositions des arrêts ont fait place à celles du Code pénal ».

65. — Les arrêts du conseil écartés, nous nous heurtons aux art. 85 et 86 du Code de commerce qu'on a pu, avec une apparence de raison, déclarer incompatibles, par les obligations qu'ils imposent à l'agent de change avec le mécanisme de marchés à terme. Mais si l'on tirait de l'art. 85 toutes les conséquences qui en découlent d'après sa lettre, on devrait déclarer illégale toute opération de bourse, même au comptant.

D'après l'art. 19 de l'arrêté du 27 prairial an X, les agents doivent le secret le plus absolu à leurs commettants ; ils se trouvent donc obligés par la force même des choses de payer et de recevoir pour le compte de leurs clients. L'art. 85 ne peut avoir d'autre effet que d'interdire à l'agent tout paiement, toute réception de titres que ne lui imposent pas les devoirs de sa profession ; en résumé, l'article a pour but de l'empêcher de faire, par des moyens détournés, les opérations de banque qui lui sont interdites.

Quant à l'art. 86 qui statue qu'un agent ne peut se rendre garant des marchés dans lesquels il s'entremet, on peut le concilier aussi avec l'existence des marchés à terme. Le législateur de l'an X, pour modérer les marchés fictifs, en avait mis l'exécution à la charge des agents. L'art 13, en effet, de l'arrêté du 27 prairial an X était ainsi conçu : « Chaque agent de change, devant avoir reçu de ses clients les effets qu'il vend ou les sommes nécessaires pour payer ceux qu'il achète, est responsable de la livraison et du paiement de ce qu'il aura vendu et acheté. » Il était à craindre que, dans le désir de faire des affaires, les agents, sans exiger préalablement le dépôt des effets et de l'argent, ne se portassent forts pour leurs clients.

C'est pour empêcher de la part des agents un engagement personnel, qui pourrait encourager des spéculateurs à courir les chances de la Bourse, sur la foi de répondeurs solvables, qu'est intervenue la disposition de l'art. 86.

« L'illégalité absolue des marchés à terme, écrit M. Guillard (1), en supposant même qu'elle existât en principe dans le droit du premier Empire, ne pourrait plus être soutenue aujourd'hui. Le gouvernement, en effet, ne les a-t-il pas consacrés solennellement par les emprunts successifs auxquels il a eu recours dans l'intérêt de son crédit, par les agissements auxquels il a prêté sa coopération ? Cette reconnaissance ne vaut-elle pas mieux que toute la jurisprudence des anciens arrêts ? De plus, l'ordonnance royale du 12 novembre 1823, les décrets impériaux du 22 mai 1858, 11 janvier 1862, 13 mai 1863, en autorisant à coter le cours des effets publics étrangers, et en soumettant leurs négociations à un droit de transmission et de timbre, ne font-ils pas nécessairement allusion aux opérations à terme, qui, par leur nombre et leur importance, devaient plus spécialement préoccupier les chefs de l'État ? La législation et les usages sont donc une éclatante revendication en faveur des marchés à terme. »

66. — En restant sur le terrain strict du droit, en se reportant aux grands principes affirmés dans nos Codes, l'idée du marché à terme est parfaitement juridique. Il nous semble en effet que la légalité des opérations de bourse découle nécessairement du principe posé par l'art. 1583 du Code civil : « La vente est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur, à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le

(1) *Opérations de Bourse*, p. 236.

prix payé. » La jurisprudence a donné de cet article une interprétation singulièrement explicite, lorsqu'elle a déclaré notamment le 29 août 1849 : « que la vente d'une chose mobilière incorporelle, faite moyennant un crédit non encore réalisé, est parfaite à l'égard des tiers à dater du contrat, et non pas seulement à compter de la réalisation du crédit. »

Mais, objecte M. Coffinières, les marchés à terme étant principalement des ventes à découvert, sont nuls comme portant sur la chose d'autrui, art. 1599. Nous répondrons, pour justifier la légalité de l'opération à terme, que l'art. 1599 ne peut s'appliquer qu'aux ventes de *corps certains* et non aux ventes de choses fongibles, comme c'est ici le cas. La vente de la chose d'autrui, nulle lorsqu'elle a pour objet des corps certains, est au contraire parfaitement valable lorsqu'elle a pour objet des choses fongibles.

Tout le négoce repose presque sur des achats et des ventes de cette nature. Mais, ajoute M. Coffinières, l'idée du marché à terme est en opposition directe avec l'art. 1108 aux termes duquel toute convention implique essentiellement « un objet certain qui forme la matière de l'engagement ». L'objection n'est que spécieuse ; en effet l'objet qui forme la matière de l'engagement est certain puisqu'il s'agit d'une quantité de valeurs nettement déterminées quant à l'espèce, comme l'exige l'art. 1129. La convention de livrer à telle date tant de sacs de blé ou de café a-t-elle jamais été considérée comme nulle parce que le vendeur ne les avait pas en sa possession et ne pouvait immédiatement en transférer la propriété. Mais il est aussi facile de se procurer à la bourse telle ou telle valeur, que du blé ou du café sur le marché ; il suffit au vendeur de se mettre en mesure avant l'échéance en achetant sur la place les valeurs qu'il s'est engagé à fournir. Nous rappelons à ce sujet un argument

très vrai emprunté aux travaux préparatoires du Code pénal, et donné par l'adjoint au syndic des agents de change de Paris, M. Boscary de Villeplaine, que l'empereur consultait sur la validité des opérations à terme : « Sire, lorsque mon porteur d'eau est à ma porte, commettrait-il un stellionat en me vendant deux tonneaux d'eau, au lieu d'un qu'il a ?

— Certainement non, puisqu'il est toujours certain de trouver à la rivière celui qui lui manque ; — eh bien ! Sire, il y a une rivière de rente ! »

Enfin une dernière objection consiste à prétendre que le principe de l'art. 1138, qui rend le créancier propriétaire et met la chose à ses risques et périls, est violé dans les marchés à terme.

Mais nous le répétons, les valeurs sont choses fongibles, et c'est l'art. 1583 du Code civil qu'il faut appliquer ici : « Lorsque des marchandises ne sont pas vendues en bloc, mais au poids, au compte ou à la mesure, la vente n'est point parfaite, en ce sens que les choses vendues sont aux risques du vendeur jusqu'à ce qu'elles soient pesées, comptées ou mesurées ; mais l'acheteur peut en demander ou la délivrance, ou des dommages-intérêts, s'il y a lieu, en cas d'inexécution de l'engagement. » Les risques sont donc ici à la charge du vendeur qui, s'il a vendu à découvert, peut être obligé de racheter à la Bourse à un prix beaucoup plus élevé que celui qu'il reçoit.

Nous concluons donc, avec M. Guillard (1), « que les principes fondamentaux du droit commercial ne sont pas moins favorables que ceux du droit civil, à la liberté de la Bourse et de ses négociations. Si toute vente de marchandises trouve une garantie dans la loi et chez le juge, les marchés à terme qui, eux aussi, ont pour objets des marchandises,

(1) *Opérations de Bourse*, § 238.

ont droit à la même garantie et à une sanction aussi efficace. Une reconnaissance solennelle dans le Code n'est point indispensable, pour qu'une telle conséquence puisse être déduite avec certitude, car il est de règle que ce qui n'est pas prohibé est licite. D'ailleurs l'art. 90, du Code de commerce, si vague qu'il soit, est à lui seul la preuve qu'il n'est jamais entré dans la pensée du législateur de l'Empire, de proscrire les opérations de Bourse, comme l'avait fait le conseil du roi. En disant qu'il serait pourvu, par des règlements d'administration publique, à tout ce qui est relatif à la négociation et transmission de propriété des effets publics, les rédacteurs du Code n'ont-ils pas déclaré implicitement que le passé législatif de la Bourse resterait étranger à son avenir, et qu'à défaut de nouveaux règlements d'administration, elle serait soumise au droit commun, qui laisse une liberté complète à toutes les conventions, non contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs ? »

Nous disons, de plus, que les opérations qualifiées jeux de bourse, ne tombent pas sous l'application des art. 1963 et 1967 du Code civil. Et en effet, qu'est-ce que le jeu ? « Un contrat, nous dit l'art. 1964, une convention par laquelle deux joueurs conviennent que le perdant payera au gagnant la somme qui a fait l'enjeu de la partie. » Or, lorsque nous avons expliqué le mécanisme des marchés à terme, nous avons vu que les parties ne se trouvent pas en relation les unes avec les autres et que tout se traite par l'entremise des agents. Pourrions-nous dire qu'il y a entre deux spéculateurs à bourse une convention, un contrat, puisque l'opérateur ne connaît jamais et ne peut connaître sa contre-partie ; contre-partie que l'agent lui-même, comme nous l'a montré l'étude du mécanisme de la liquidation, ne connaît pas, lorsqu'il exécute l'ordre de son client. Et

de plus, par l'intervention personnelle des agents, tout marché, même à découvert, ne constitue jamais un pari sur la hausse ou la baisse, puisque parmi ces nombreux acheteurs ou vendeurs qui affluent à la Bourse, il n'en est aucun qui ne puisse obtenir la livraison matérielle des titres ou du prix en fournissant, de son côté, les effets ou l'argent.

Est-ce qu'un résultat pareil pourrait se produire et toujours avec des jeux de bourse ?

67. — Nous diviserons ce chapitre en trois sections : dans la première, nous nous occuperons de la légalité des marchés fermes ; dans la seconde, nous établirons la légalité des marchés à prime ; enfin, dans la troisième, nous étudierons la nature et la légalité des reports.

SECTION PREMIÈRE

Légalité des marchés fermes

SOMMAIRE :

- 68. — Étude de la jurisprudence ; ses différentes phases.
- 69. — Légalité des marchés à terme proclamée de 1804 à 1823.
- 70. — De 1823 à 1832, période de réaction.
- 71. — De 1832 à 1847 troisième période.
- 72. — De 1847 à 1857 quatrième période.
- 73. — État actuel de la jurisprudence.

68. — Ce que nous avons dit des marchés à terme en général au point de vue de leur légalité, s'appliquant aux marchés fermes, il ne nous reste plus qu'à étudier la jurisprudence. Nous indiquerons rapidement les différentes phrases de la jurisprudence que nous divisons en cinq périodes.

69. — Dans la première période (1805 à 1823) les décisions judiciaires proclament la légalité des marchés à terme ; la Cour d'appel de Paris et la Cour de cassation décident qu'aucune loi en vigueur ne proscriit les marchés à terme et que l'agent de change n'agissant pas pour son compte personnel, mais comme mandataire, doit avoir une action contre son commettant.

Arrêt de la Cour de Paris du 31 août 1805 (*Soubeiran contre Pissour*).

L'agent de change qui opère pour son client n'agit pas pour son compte personnel. Il est responsable, aux termes des règlements, de la livraison et du paiement de ce qu'il a vendu et acheté. — Il est donc contre toute raison et toute justice, lorsqu'il a payé ou livré ce qu'il n'avait pas reçu de son commettant, de lui refuser le recours contre celui dont il a exécuté les ordres.

Le 29 mai 1810 (*Delatte contre Portau-Martin et autres*), la Cour de Paris confirmait un jugement du tribunal de commerce de la Seine proclamant la légalité des marchés à terme, par les motifs suivants : « La Cour, vu la loi du 28 ventôse an IX et les règlements du 29 germinal suivant et 27 prairial an X ; — et considérant que l'agent de change est, par une conséquence nécessaire du secret et de la responsabilité qui lui sont imposés, le représentant légal et absolu de ses clients innomés, .. d'où il suit qu'il peut valablement intenter une action judiciaire en son nom.... — Considérant que, du reste, il n'existe aucune loi en vigueur qui proscrive les marchés à termes ; que les marchés dont il s'agit ne peuvent non plus être assimilés à des marchés fictifs ou paris prohibés ;.... confirme. »

Dans une affaire, *Jacques c. Bresson*, la Cour de cassation, le 22 juin 1814, déclara que : l'agent de change agissant comme mandataire de son client ne peut régler avec lui qu'un compte d'exécution de mandat. — Et que la nullité objectée contre les marchés à terme ne lui est pas opposable.

Enfin la Cour de Paris, le 23 mai 1822 (*Martin de Longchamp c. Coutte*), reconnaît à l'agent de change un recours contre le client qui se livre habituellement à des opérations très importantes sur les fonds publics et qui connaît les usages et règlements de la Bourse.

Nous indiquerons comme solutions conformes : Cassa-

tion, 15 novembre 1813 (*Servatius c. Rougnat*) ; Paris, 11 janvier 1821.

70. — En 1823, la spéculation la plus effrénée se donnant librement carrière, les tribunaux s'émurent et sacrifièrent les marchés à terme qu'ils avaient longtemps sanctionnés.

Les anciens arrêts du conseil sont ressuscités et par suite les marchés sont divisés en deux catégories bien distinctes : ceux qui comportent le dépôt des titres sont reconnus, mais ceux qui sont faits sans dépôt préalable sont déclarés jeux de Bourse et annulés.

Nous citons quelques extraits d'un arrêt de la Cour de Paris du 18 février 1823 (*Coute c. Sandrié-Vincourt, Mus-sard et Augé*).

« Vu l'arrêt du conseil d'État du roi, du 24 septembre 1824 ;...—Vu les arrêts dudit conseil du 7 août, 2 octobre 1785 et 22 septembre 1786, et l'arrêt du gouvernement du 27 prairial an X ; — Considérant en droit que, par l'art. 29 de l'arrêt du conseil de 1724, il est statué que les particuliers qui voudront acheter ou vendre des papiers commerçables, remettront l'argent ou les effets aux agents de change avant l'heure de la Bourse, sur leur reconnaissance portant promesse de rendre compte dans le jour ; — Considérant que les négociations à terme et les négociations au comptant des effets publics sont soumises aux mêmes règles ; que dans les unes comme dans les autres il y a vente, et, par conséquent, égale nécessité d'assurer la livraison de la chose par le vendeur, et le paiement du prix par l'acheteur ; — Que pour la validité des négociations, soit au comptant soit à terme, il doit y avoir garantie de l'exécution par les deux contractants ; — Considérant que les principes de la législation ancienne ont été reconnus et maintenus par l'art. 13 de l'arrêt du

gouvernement du 27 prairial an X, d'où il résulte la présomption nécessaire et légale, que l'agent de change ayant contracté pour son commettant, ne l'a fait que les mains garnies ; — Considérant que l'agent de change, alléguant qu'il a payé pour son commettant dont il se serait reconnu le gérant, se constitue contrevenant à l'art. 86 du Code de commerce, lequel Code, par l'art. 90, se réfère aux règlements subsistants, jusqu'à ce que le législateur y ait autrement pourvu. »

Un second arrêt de la Cour de Paris du 10 avril 1823 (*M... c. Valedéau*) décida que l'agent de change ne devant opérer pour les commettants que les mains garnies, n'avait aucune action contre eux.

De tous les arrêts le plus important, c'est l'arrêt (*Perdonnet c. de Forbin-Janson.*)

Le 20 décembre 1822 et 2 janvier 1823 le comte de Forbin-Janson avait fait acheter à la Bourse de Paris, par l'intermédiaire de l'agent de change Perdonnet, au taux moyen de 89 francs, 150,000 francs de rentes sur l'État, livrables et payables en janvier 1823 ou plus tôt à sa volonté, contre le paiement d'une somme de 2,668,975 francs. Une baisse effrayante survint pendant le mois de janvier. M. Perdonnet fit à son client à la date du 30 une sommation de prendre livraison des rentes achetées pour son compte, si mieux il n'aimait lui donner l'ordre de les revendre à la Bourse du 1^{er} février, M. de Forbin-Janson consentit à la revente, qui se fit avec une perte de 314,325 francs.

Le comte ratifia l'arrêté de liquidation ; il autorisa même son agent de change à vendre 300 actions du canal de Bourgogne qu'il avait déposées chez lui à titre de *couverture*, et à s'en appliquer le prix en déduction de sa dette. Les actions ne produisirent que 68,226 francs en sorte que

Forbin-Janson était encore débiteur de 281,000 francs. Il se refusa à les payer en alléguant que les marchés à terme étant proscrits à la fois par l'ancienne et la nouvelle loi, restaient sans effet légal. Deux jugements du tribunal de commerce des 20 mai et 6 juin 1823 rejetèrent ses prétentions et le condamnèrent par corps à solder le montant des différences dont la liquidation l'avait constitué débiteur.

La cause fut portée devant la Cour de Paris qui, le 9 août 1823, rendit en audience solennelle, l'arrêt suivant : « La cour : — Attendu qu'il résulte de l'ensemble des lois et règlements sur la négociation des effets publics et sur les obligations imposées aux agents de change, que la volonté constante du législateur, depuis l'établissement de la Bourse, a été de prévenir les conséquences qu'entraînerait pour la société, le jeu ou le pari sur la variation du cours des effets publics ; que, dans les marchés à terme, le caractère du jeu et du pari sur les effets publics se manifeste principalement par la circonstance que la livraison des effets vendus n'a pas été faite entre les mains de l'agent de change, et que le dépôt des mêmes effets n'a pas été régulièrement constaté, au moment même de la signature de l'engagement ; que le caractère du jeu ainsi défini, il s'ensuit que les marchés entachés de ce vice sont entièrement nuls, et que la ratification qui en aurait été faite ainsi que l'obligation à laquelle elle aurait donné naissance n'ayant pour cause que des opérations illicites, ne peut servir de base à une action judiciaire : — Attendu qu'en aucun cas l'agent de change ne peut avoir d'action contre son client, puisqu'il est tenu d'avoir les mains garnies en opérant pour lui ; que la stricte exécution des lois et règlements en cette matière peut seule mettre un frein à cette ardeur immodérée de s'enrichir, qui s'est emparée des pères de famille qui, au lieu de se livrer à des professions honnêtes et

utiles se précipitent dans des spéculations désavouées par la morale, et toujours suivies d'une ruine complète ou d'une fortune scandaleuse... »

Le 11 août 1824, sur le rapport de M. Zangiacomi, et les conclusions conformes de M. l'avocat général Jourde, la Cour de cassation rejeta le pourvoi par l'arrêt suivant :

« La Cour :—Considérant qu'il résulte des arrêts du conseil des 7 août, 2 octobre 1785 et 2 septembre 1786, que les marchés à terme d'effets publics sont nuls lorsque le dépôt de ces effets, ou les formalités qui peuvent y suppléer aux termes desdits règlements, n'ont pas été exécutés ; que cette mesure est fondée, ainsi qu'il est dit dans le préambule du premier de ces arrêts, sur ce que ces sortes de marchés « sont des engagements qui, dépourvus de cause et de réalité, n'ont, suivant la loi, aucune valeur, occasionnent une infinité de manœuvres insidieuses... » Que ces motifs et la prohibition de ces sortes de marchés sont reproduits et par conséquent confirmés par la loi du 28 vendémiaire, an IV ;

» Que les décisions judiciaires que l'on oppose pour prouver que ces dispositions sont tombées en désuétude ne sont concluantes ni en fait ni en droit ; en fait, parce que dans le nombre des décisions produites, il en est plusieurs qui reconnaissent dans leurs motifs, que les lois contre les marchés à terme d'effets publics, n'ont pas cessé d'être en vigueur et qu'elles n'en ont écarté l'application que par des circonstances particulières tirées des espèces jugées ; en droit, parce que l'on ne peut prescrire contre l'exécution des lois que le législateur signale lui-même en les publiant, comme étant indispensables au bien de l'État et au maintien de la morale publique ; que leur abrogation ne peut résulter que d'une autre loi ; qu'ainsi, si comme on le prétend, celle dont il s'agit ne peut pas se concilier

avec les besoins du commerce, avec le système actuel des finances et du crédit public, le gouvernement seul a le droit de peser ces considérations et de les juger ;

» Que l'on n'est pas mieux fondé à soutenir que cette loi a été abrogée soit par l'art. 90 du Code de commerce, soit par l'art. 422 du Code pénal ; que l'objet de l'art. 90 du Code de commerce a été de donner au gouvernement le droit de faire des règlements d'administration publique sur les négociations des effets publics, et nullement de révoquer et d'annuler les lois et règlements qui existaient alors à ce sujet ; que quant aux art. 421 et 422 du Code pénal, il est certain que les arrêts de 1785 et 1786 n'ont pas été explicitement rapportés par ces articles ; que cela est évident et non contesté ; que l'on ne pourrait en induire une abrogation implicite qu'autant que leur disposition serait inconciliable avec celle des arrêts du conseil, en sorte que l'une ou l'autre ne pussent être simultanément exécutées ; mais qu'il en est autrement, puisque d'une part, rien ne s'oppose à ce que, conformément aux arrêts du Conseil, les marchés à terme d'effets publics soient annulés, lorsqu'ils n'ont pas été précédés du dépôt prescrit, et d'autre part, à ce que, conformément au Code pénal, il y ait lieu à l'application de la peine qu'il inflige, lorsque le vendeur n'a pas à sa disposition, au moment du contrat, les effets qu'il vend, ou qu'il ne doit pas les avoir au temps de la livraison ; qu'ainsi, les arrêts du conseil ne prononcent que dans un intérêt purement civil sur l'acte passé entre les parties, et que le Code pénal, qui n'avait à s'occuper ni de cet acte ni de cet intérêt, ne prononce dans le cas qu'il prescrit, que sur la personne des contractants, d'où résultent deux dispositions différentes mais non contraires, et dont, par conséquent, l'une n'a pas pour effet nécessaire de révoquer l'autre ;.... »

La même année, en 1824, un *parère sur les marchés à terme* signé par les plus grands banquiers de France invoquait mais en vain la parfaite légalité des opérations de Bourse. Il était conçu en ces termes :

« Nous, banquiers, négociants, commerçants et capitalistes soussignés certifions :

» 1° Que la formule d'engagement (le 31 octobre prochain, au plus tôt à volonté je transférerai à M... la somme de 10,000 de rente 5 % consolidés contre le paiement qu'il me fera de la somme de 201,000 francs) est la seule en usage pour les opérations faites à la Bourse, sous la désignation de marchés *fermes* ou opérations à terme ;

» 2° Que dans toutes ces opérations, sans en excepter aucune, le vendeur seul accorde terme à l'acheteur et que celui-ci peut se faire livrer les effets par lui achetés, à sa première réquisition ;

3° Que les marchés dont il s'agit se liquident par la livraison des effets vendus, soit qu'ils existent dans les mains du vendeur, au moment où la livraison est exigée par l'acheteur, soit que le vendeur les fasse acheter pour en opérer la livraison.

» 4° Que dans tous les cas, il y a toujours d'un côté l'achat d'une chose qui doit être payée et de l'autre, la vente d'une chose qui doit être livrée ; ce qui ne permet pas d'envisager ces sortes d'opérations comme des prêts sur le cours d'effets publics ;

» 5° Que les marchés à terme, appelés marchés fermes, tels qu'ils sont en usage aujourd'hui à la Bourse de Paris, c'est-à-dire restreints au terme de 60 jours et soumis à la condition de la livraison anticipée lorsqu'elle est réclamée pour l'acheteur, sont également dans l'intérêt du gouvernement et du commerce...

» Par ces motifs, les soussignés estiment que les mar-

chés dont il est question sont indispensables dans la situation présente de la France, et que la jurisprudence nouvelle est en opposition avec les intérêts politiques et commerciaux.

» Signés : J. Lafitte; Mallet, frères; Rougemont; de Lowemberg ; Périer, frères ; Pillet-Will... etc...»

La jurisprudence n'en continua pas moins à faire prévaloir la même doctrine.

Nous signalerons comme solutions conformes :

Paris, 18 février, 10 avril, 27 juin, 9 et 26 août 1823. — Cassation, 28 août 1824, 25 janvier 1827. — Trib. de commerce de la Seine, 24 novembre 1824. — Orléans, 30 novembre 1825. — Paris, 26 août 1826 (*Dufresne c. Roy*). — Bordeaux 28 août 1826 (*Pazuengos c. Meyer*). — Paris, 11 juin 1834.

71. — Nous arrivons à la troisième période pendant laquelle les jugements sont moins absolus.

Beaucoup admettent l'exception, mais plusieurs déclarent que la présomption légale de jeu ou de pari s'applique à la *vente* seule.

En effet, le 29 mars 1832 (*Loubers c. Verrier*), la Cour de Paris déclare qu'aucune disposition de la loi ne frappe de nullité les marchés à terme d'effets publics, quand le prix d'achat n'a pas été déposé préalablement entre les mains de l'agent de change.

Un second arrêt de la Cour de Paris du 9 juin 1836 (*Mène, c. Dabrin*) décide que la présomption légale de paris et de jeux de Bourse établie par l'art. 422 du Code pénal ne s'applique qu'à la vente d'effets publics et non à l'achat. — Par suite, l'acheteur n'est pas obligé de déposer préalablement le prix de son acquisition.

Solutions conformes : Paris, 17 février 1842 (*Turquois c. Pomme*). — Cassation. req. 30 novembre 1842, (*de Coussy, c. Berçq*).

72. — De 1847 à 1857, la jurisprudence fait un pas de plus en supprimant la distinction entre l'acheteur et le vendeur. Les marchés à termes sont valables, quand ils sont sérieux et quand les opérations ne sont pas en disproportion avec la fortune du client. Sic : Paris, 14 août 1847 (*Jacqueau et Ginot c. Robert et Hauser*). — Paris, 25 avril 1849 (*Duvelleroy c. Billaud*).

73. — Le 9 mai 1857, la Cour de cassation consacra le nouvel état de la jurisprudence : les marchés à terme sont licites lorsqu'ils sont sérieux et qu'ils tendent à la délivrance et au paiement des titres.

Les tribunaux de commerce, eux, acceptent difficilement l'exception de jeu.

Les Cours d'appel, au contraire, ont une tendance à l'admettre lorsqu'il s'agit de différences. Elles déclarent généralement qu'il y a jeu quand l'intermédiaire a prêté sciemment son ministère à des opérations de cette nature, en engageant des affaires hors de proportion avec la position de son client.

Un jugement du tribunal de commerce de Metz (*Syndic Goery c. Billet*) confirmé par la Cour le 23 juin 1857, est l'expression la plus précise de la nouvelle doctrine. Nous le transcrivons : « Attendu qu'en principe les marchés à terme ne sont proscrits par aucune loi en vigueur, autant qu'ils sont contractés, de bonne foi et dans des proportions qui permettent aux tribunaux de les admettre à titre sérieux ; — Que dans ces conditions, ils doivent être considérés comme auxiliaires indispensables et de l'essence vitale du commerce et de l'industrie, dont ils assurent les approvisionnements ; qu'ils ne contreviennent pas assurément à l'ordre public, puisque le gouvernement par ses diverses administrations, y puise journellement les moyens d'assurer les siens, aussi bien que ses emprunts

par des achats ou livraisons, à long terme, d'espèces ou marchandises que les livreurs n'ont certainement pas à leur disposition au moment même du contrat, mais qu'ils se procurent plus tard, selon leurs besoins, par des rentrées ou achats successifs ; — Qu'il ne se comprendrait pas dès lors, que les ventes ou achats à terme de fonds publics ou valeurs industrielles fussent, au grand et radical détriment des libertés commerciales et du crédit public dont ils sont le levier, légalement exclus du droit commun, du moment que ces ventes et ces achats sont d'ailleurs accomplis dans des limites en rapport avec la position présumée des contractants et dans une pensée de sérieuse exécution ; — Attendu que les exceptions de jeu qui tendent à leur faire appliquer par une analogie à l'acte de jeu et du pari, les dispositions de l'art. 1965 du Code civ. ou bien celles surannées des arrêts du conseil de 1785 et 1786, créés transitoirement et spécialement pour les besoins d'une époque lointaine, inexécutables aujourd'hui et inconciliables avec les errements, les besoins actuels du commerce et du crédit public, soulèvent, dans la plupart des cas, à l'endroit de l'exécution des engagements contractés, une question de haute moralité commerciale, par le refuge qu'elles offrent aux débiteurs de mauvaise foi ; d'où suit pour les tribunaux consulaires l'impérieux devoir, de rechercher avec une attention scrupuleuse, ce que l'intention commune des parties avait pour objet, si des faits et circonstances, ainsi que de la position réciproque des contractants, ressort l'intention d'accomplir un acte sérieux ou purement fictif. »

Même solution résulte de l'arrêt de la Cour de Toulouse du 29 août 1857 (*Razous c. Espinasse*).

En faveur de la validité des marchés de Bourse il a été jugé : que bien que des opérations s'élèvent relativement

à un chiffre considérable, elles ne constituent point un jeu aux yeux des tiers, et spécialement de l'agent de change qui a eu confiance dans la position sociale et la qualité de son client (Trib. com. Seine, juillet 1863 (*Vuillemot c. de Kerveguen*)).

Que lorsqu'il n'est pas établi qu'en exécutant les ordres de son client, l'agent de change ait entendu prêter son concours à des opérations qui constitueraient des jeux de bourse, et que, d'ailleurs, les opérations ne paraissent pas en disproportion avec la position de fortune du mandant l'exception de jeu n'est pas opposable (Trib. com. Seine, 29 mars 1865 et Cour de Paris 17 août 1865 : *Herbault c. Bladinière* ; — Paris, 26 mars 1873 : *Moreau c. Gazave*).

Que les opérations réalisées par un agent de change, sur l'ordre et pour le compte d'un client, donnent lieu, pour le paiement du solde du bordereau, à une action qui ne saurait être écartée par l'exception de jeu, lorsque ces marchés sont en proportion avec l'état apparent de fortune du client et surtout lorsque les relations antérieures ont dû faire considérer comme sérieux les ordres donnés (Trib. com. Seine, 8 février 1866 et Paris 12 mai 1866 (*Bligny c. Bouyer*). Trib. com. Seine, 7 septembre 1866. (*d'Essonville-Bligny c. Victor Logerais* ; — trib. civil et Cour de Lyon, 31 décembre 1869.

Que l'exception de jeu n'est point admissible vis-à-vis d'opérations qui ne sont pas en disproportion avec la fortune du client, et quand la situation de celui-ci autorisait l'agent de change à lui ouvrir un crédit bien supérieur au chiffre des opérations engagées (Trib. com. de Lyon, 6 décembre 1872 et Cour de Lyon, 21 mai 1873 (*Serrulaz c. Derbez* ; — Trib. civil de Marseille 4 avril 1873 (*Jullien c. Collomp*)).

Par les mêmes motifs, les marchés contractés par des agents pour le compte de confrères, coulissiers, remisiers, banquiers et agents d'affaires dont la profession faisait présumer une clientèle riche, ont presque toujours été validés. Nous indiquerons quelques-unes de ces solutions :

Trib. com. Seine, 12 octobre 1863 (*Barbaut c. Filiol*).

Paris, 8 août 1868 (*Doyen c. Franck*).

Trib. comm. Toulouse, 10 avril 1865 et Cour de Toulouse, 29 décembre 1865 (*Saumier c. Pansu de Faymoreau*).

Trib. civ. Senlis jugeant com. 27 mars 1873 (*Béranger c. Borniche*).

Trib. com. Seine, 5 juin 1872 (*Bourit c. Gérard*).

Nous citerons quelques considérants d'un arrêt fort important de la Cour de Lyon. (*La chambre syndicale des agents de change de Lyon c. le séquestre de la liquidation Laforge*.) Jamais arrêt n'a apprécié d'une façon plus impartiale les marchés à terme. Cet arrêt, du 30 juillet 1869, s'exprime ainsi :

« Attendu qu'il ne peut être sérieusement contesté que l'exception de jeu soit opposable entre toutes personnes, même entre agents de change, dès qu'il est établi que l'agissement, qui a lieu entre les contractants n'est point un marché sérieux ou une spéculation réelle, mais un simple pari ou une partie de jeu ; — Attendu toutefois, que l'agent de change qui allègue avoir joué ou parié, et qui oppose l'exception de jeu à son confrère, ne peut, comme tout demandeur, réussir qu'à la charge de prouver que son confrère a joué comme lui, en faisant sa partie, ou tout au moins qu'il a favorisé ou facilité son jeu, en répondant sciemment à une demande qu'il savait être fictive et devoir se résoudre en un paiement de différences ; — Attendu que cette connaissance n'est pas nécessaire-

rement présumée ; que la forme sous laquelle s'opèrent les marchés de Bourse couvre d'une apparence de réalité les marchés fictifs, en les rendant semblables, sérieux ; que l'agent de change y prend toujours vis-à-vis de son confrère un engagement personnel, distinct de celui de son mandant, resté inconnu ; que cet engagement personnel de l'agent de change est en lui-même le principe d'une obligation, et que, pour le contractant qui a agi sérieusement, cet engagement se substitue à l'engagement quel qu'il soit, du mandant de l'agent de change ; — Attendu que la forme dans laquelle s'opèrent les liquidations entre agents de change, rend encore plus difficile la présomption de jeu, parce qu'elle permet à peine au spéculateur sérieux de distinguer l'intention véritable de celui avec lequel il a contracté ; que par ces liquidations, le spéculateur qui a acheté ou vendu sérieusement, obtient toujours les titres ou les espèces que sa spéculation a recherchés, lors même que le jeu de son contractant aboutit à un paiement de différences dans ses rapports avec l'agent de change auquel il a donné mandat ; — Attendu que ces formes ne peuvent, il est vrai, donner la réalité à ce qui n'en a aucune et qu'on peut toujours en soulever le voile pour rechercher la vérité qu'elles couvrent ; — Attendu que le secret imposé aux agents de change n'est pas même un obstacle à la recherche de cette vérité ; mais que, dans de telles circonstances, il n'est pas permis de présumer facilement que le jeu ainsi exclu par l'un des contractants sous les apparences d'un marché sérieux, ait été connu de celui qui a pactisé avec lui ; que la présomption contraire est plus exacte, l'engagement pris par l'agent de change personnellement et distinctement de son mandant devant être réputé sérieux lorsqu'il contient dans son énoncé littéral, l'obligation formelle de livrer les titres ou de payer un

capital ; — Attendu qu'il n'est point exact de dire que tous les marchés de Bourse soient ou doivent être présumés des opérations de jeu ; que, par suite de tendances qu'il faut déplorer, il est vrai qu'à la Bourse, le nombre des marchés fictifs excède démesurément celui des marchés sérieux, mais que les marchés de cette dernière nature sont cependant quotidiens et qu'il suffit de ce fait pour que la fiction ne soit pas *a priori* présumée. »

Rapprochons de cet arrêt, un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux, du 25 février 1873 (*Darlu c. Vergniet*), qui pose le principe de la validité des marchés à terme sérieux en ces termes :

« Attendu que, si les marchés à terme, soit *fermes*, soit à primes, ainsi que les reports, peuvent sans doute masquer des jeux ou des paris sur la hausse ou la baisse des effets publics et doivent être annulés lorsque, dans l'intention originaire des parties, ils sont uniquement destinés à se résoudre en des paiements de différences, ces marchés peuvent également constituer des opérations sérieuses de vente et d'achat dont l'exécution ne saurait être éludée ; que, dès lors, le débiteur qui entend se prévaloir de l'exception de jeu pour se soustraire à l'accomplissement de ses obligations, est tenu de prouver que l'agent de change chargé de ses ordres, a connu le caractère purement aléatoire des opérations faites par son intermédiaire et leur a prêté sciemment son concours. »

La Cour de Paris, dans un arrêt du 16 juin 1874 (*Egghy c. Rouxel*) admet en fait qu'il ait pu y avoir jeux de bourse de la part du client, sans que les marchés en question aient pris un caractère illicite à l'égard de l'agent de change.

Nous terminons cette étude rapide de la jurisprudence actuelle sur les marchés à terme par l'appréciation qu'en donne M. Worms :

« Consulter désormais uniquement pour l'annulation ou la consécration des marchés à terme, la sincérité et la bonne foi des contractants, se diriger exclusivement d'après l'intention supposée d'exécuter en leur entier les conventions établies ou de les faire servir seulement à la passion du jeu, faire bon marché et même ne tenir aucun compte des conditions imposées par la loi, voir dans les difficultés soumises aux tribunaux de pures questions de fait, d'équité, d'appréciation, et chercher les éléments de cette appréciation dans des circonstances matérielles, c'était sans doute, pour la jurisprudence contemporaine, désertier les voies de la légalité. »

SECTION II

Légalité des marchés à prime

SOMMAIRE :

74. — D'après M. Bozérian les marchés à prime sont nuls.

75. — Réfutation de cette opinion.

76. — Jurisprudence.

74. — « Quant aux marchés à prime, écrit M. Bozérian (1), ils sont triplement illégaux ; illégaux par leur caractère de marchés à terme ; illégaux par la manière dont sont conçus les engagements ; illégaux enfin par la faculté qu'a l'acheteur de donner suite au marché ou d'y renoncer selon son caprice.

» En effet, un pareil marché est conditionnel, et la condition est une de celles qui font défendre l'exécution de la convention d'un événement qu'il est au pouvoir de l'acheteur de faire arriver ou d'empêcher, c'est-à-dire une condition potestative, dans le sens de l'art. 1170 du Code Napoléon : cet événement c'est la manifestation de sa volonté. Or, aux termes de l'art. 1174 un pareil contrat est nul.

» Dira-t-on que la prime payée par l'acheteur est assimilable aux arrhes qui sont quelquefois payées par l'ache-

(1) *La Bourse*, I, nos 303 et 304.

teur d'objets mobiliers ou immobiliers, paiement au moyen duquel cet acheteur a également le droit de se départir du marché, si cela lui convient ? Je réponds que cette assimilation est inexacte.

» En effet lorsque l'art. 1590 du Code Napoléon parle de la promesse de vendre faite avec des arrhes, il donne aux deux parties contractantes, et non pas à une le droit de s'en départir : — celui qui les a données, en les perdant ; — et celui qui les a reçues, en restituant le double.

» Dans le marché à prime, rien de pareil, puisqu'au lieu d'une promesse de vente, il s'agit d'un achat fait sans une condition résolutoire potestative ; et que, d'ailleurs, la liberté de renoncer au marché n'existe qu'au profit de l'acheteur..... S'il peut y avoir quelques doutes sur le caractère sérieux ou fictif des marchés fermes, il ne peut pas en exister sur le caractère des marchés à prime. La faculté de résoudre le contrat accordée à l'acheteur, prouve qu'il opère uniquement dans un but de spéculation. D'un autre côté, l'incertitude à laquelle le vendeur est livré, montre qu'il agit dans un but analogue. Tous deux n'opèrent certainement qu'en vue de différences. »

75. — Le marché à prime n'est pourtant pas autre chose qu'un marché à terme ordinaire avec faculté de débit au profit de l'acheteur moyennant l'abandon d'une prime. En quoi cette convention se heurte-t-elle aux principes du Code civil ? D'après M. Bozerian, l'art. 1174 du Code serait violé, la réalisation du marché étant subordonnée à la seule volonté de l'acheteur. Mais ce que prohibe cet article c'est une convention *purement potestative* ; or ce n'est pas le cas dans l'hypothèse du marché à prime puisqu'il n'y a pas de la part de l'acheteur un acte absolument volontaire puisqu'il ne peut renoncer qu'en faisant le sacrifice d'une prime.

Les auteurs et la jurisprudence sont unanimes à expliquer la prohibition de l'art. 1174 en ce sens que « toute obligation est nulle, lorsqu'elle a été contractée sous une condition *purement potestative* de la part de celui qui s'oblige ». C'est la solution que nous enseigne la tradition et que provoque la raison (1).

Nous ne prétendons pas qu'il faille assimiler le marché à prime à la vente faite avec arrhes : cela nous dispense de réfuter sur ce point l'opinion de M. Bozérien. — Nous ne pensons pas que les opérations à prime soient plutôt un jeu que les marchés fermes ; et souvent dans les marchés de prime les vendeurs ont en portefeuille les valeurs qu'ils s'obligent à livrer.

« Le vendeur à prime, écrit M. Courtois (2), n'est pas toujours baissier ; les vendeurs habituels de primes sont souvent des propriétaires de titres disponibles qui ne craignent pas, si la prime est levée, de livrer leurs titres et d'attendre que leur cours soit revenu pour les racheter. On a vu et on voit encore tous les jours, des vendeurs persévérants de primes se faire une espèce d'amortissement d'une partie de la valeur de leurs titres rien que par l'abandon, à leur profit, des primes par eux vendues. »

76. — Il y a peu de décisions judiciaires spéciales aux marchés à prime. Ordinairement en effet, les marchés se trouvent mêlés à des marchés fermes et les tribunaux se livrent à une appréciation d'ensemble. Toutefois nous avons relevé deux décisions spéciales au marché à prime.

Par jugement du 12 décembre 1855 le tribunal de commerce (3) a admis en principe la légalité des marchés à prime mais il a débouté le demandeur, « considérant qu'il

(1) Voy. M. Pilette, *Revue pratique*, t. XV.

(2) *Opérations de Bourse*, § 101.

(3) Tribunal de commerce Seine 12 déc. 1855 (*Guérard c. Bernard*).

s'agissait dans l'espèce d'opérations faites à prime, qui, dans la pensée commune des parties, ne devaient jamais être suivies de la livraison des titres achetés ou non dus et n'avaient pour liquidation réelle que le paiement de différences, suivant la hausse ou la baisse des cours de la Bourse...»

Le 27 juin 1867 la Cour de Paris (4) statuant sur un marché à prime en donne la théorie presque complète : « considérant que s'il est vrai, comme on l'a remarqué, qu'un achat ferme combiné avec une vente à prime n'est pas dans les allures ordinaires des Joueurs à la Bourse, parce que c'est une opération qui limite le gain, en cas de hausse, à l'étendue de l'écart entre l'achat ferme et la vente à prime, tandis que l'acheteur, en cas de baisse supporte indéfiniment la perte, dont il n'est couvert que par la prime diminuée du courtage, il y a là cependant un moyen de jouer, qui consiste, lorsqu'il y a hausse, à dénouer l'opération en gagnant la différence entre la vente à prime et l'achat ferme, et lorsqu'il y a baisse, à se faire reporter en restant acheteur ferme et en bénéficiant de la prime. »

Sans faire aucune distinction nous concluons donc à la légalité absolue du marché à prime.

(4) Cour de Paris arr. 27 juin 1867. (*Mathieu c. Lainé*).

SECTION III

Nature et légalité des reports

SOMMAIRE :

77. — Division en deux paragraphes :

§ 1^{er}

NATURE DES REPORTS

- 78. — Le report n'est pas l'ancien Mohatra.
- 79. — Ce n'est pas un prêt à intérêt.
- 80. — Ni un prêt sur nantissement.
- 81. — Ni un prêt de consommation.
- 82. — Ni une vente à réméré.
- 83. — Mais une vente pure et simple.

§ 1

LÉGALITÉ DES REPORTS

- 84. — Distinction de M. Bozérien : reports sérieux et reports fictifs.
- 85. — Reports en liquidation.
- 86. — Reports de spéculation.
- 87. — Jurisprudence.
- 88. — Affaire Leroy c. Lecaron.
- 89. — Décisions confirmant cette jurisprudence.
- 90. — Jugement du tribunal de Toulouse du 2 septembre 1856.
- 91. — Arrêts contraires de Toulouse et de la Cour de cassation.
- 92. — Nombreuses décisions au sujet des reports.

77. — Nous diviserons cette section en deux paragraphes ; dans le premier nous déterminerons la nature de cette opération et dans le second nous chercherons à établir la légalité des reports.

78. — Un contrat fort usité autrefois en Espagne, dont Pascal parle assez longuement dans ses *Provinciales* (lettre huitième), était le mohatra auquel on a voulu assimiler le report (1).

Ceux qui avaient besoin d'argent recouraient à ce contrat. Nous en trouvons une définition très nette dans l'*Épilogus Summarum*, p. 54 : « Le Mohatra, c'est quand un homme qui a affaire de 20 pistoles, achète d'un marchand des étoffes pour 30 pistoles, payables dans un an et les lui revend à l'heure pour 20 pistoles comptant. »

Le mohatra ressemble au report, parce que l'un et l'autre se composent d'un achat et d'une vente, dans lesquels chaque partie joue alternativement le rôle de vendeur et d'acheteur ; mais il en diffère en ce que dans ce contrat déguisé tout étant fictif, il n'y avait pas tradition réelle des marchandises et qu'en second lieu la différence des prix n'est en aucune façon fondée sur l'oscillation des cours.

79. — M. Troplong (2) voit dans le report un prêt à intérêt : « une sorte de placement à intérêt que l'on opère sous forme d'achat et revente. »

Mais les différences entre le report et le prêt à intérêt sont assez nombreuses ; nous signalons les principales : dans le report, il n'y a pas d'intérêt convenu en faveur du reporteur ; tandis que l'emprunteur, en cas d'inexécution ne peut être condamné qu'au paiement du capital et aux intérêts du jour de la demande en justice, d'après les art. 1153 et 1154 du Code civil, le reporté peut, s'il refuse de prendre livraison, se trouver exposé à une revente désastreuse.

On cherche à assimiler le report au prêt à intérêt, dans le

(1) Proud'hon, *Manuel du spéculateur à la Bourse*, p. 87.

(2) *Contrats aléatoires*, n° 150.

but de le soumettre aux lois restrictives du taux de l'intérêt. « Le report, dit M. Bozerian, est en réalité un prêt sous la forme d'une vente ; et comme bien l'on pense, l'intérêt du prêt excède presque toujours le taux légal. S'il ne l'excédait pas on ne trouverait pas d'argent chez les capitalistes, et on n'eût pas songé à établir ces caisses et ces compagnies de reports, qui ne sont pas autre chose que le Mont-de-Piété des spéculateurs. » La différence dont profite le reporteur, dirons-nous, n'est pas un intérêt, mais le produit d'un achat et d'une revente ; et la loi ne limite pas le gain possible sur la revente.

80. — Nous repoussons pour les mêmes raisons l'assimilation du report au prêt de consommation ; assimilation que nous relevons dans un jugement du tribunal civil de Lyon du 15 janvier 1870 (1) : « Attendu que sous l'apparence de deux opérations simultanées, l'une de vente au comptant, l'autre de rachat à terme des mêmes valeurs et au même prix, il n'y a en réalité qu'un prêt de titres restituables en liquidation prochaine ; que ce n'est qu'un prêt de consommation régi par les art. 1892 et suiv. du Code Napoléon, dans lequel la somme remise représente la valeur fixée d'avance, aux temps où la chose devait être rendue, dans le cas où l'emprunteur serait dans l'impossibilité de la rendre (art. 1903, C. N.) ; — Qu'il est de la nature d'un tel contrat que, par l'effet du prêt, l'emprunteur devienne le propriétaire de la chose prêtée comme le porte l'art. 1893, et que, par l'impossibilité de restituer au terme convenu, le prêteur, lorsqu'il a eu la précaution de se la faire remettre d'avance, devienne propriétaire de la somme ou valeur, dont à défaut de cette remise, il n'aurait été que simple créancier ; — Que le seul dom-

(1) Trib. civil Lyon 15 janvier 1870 (*Cléret c. le séquestre Laforge*).

mage possible, en cas d'inexécution, et de la différence entre la somme par lui reçue et celle qu'il aurait dû déboursier pour se procurer des titres identiques... »

81. — Plus nombreux sont les auteurs qui voient dans le report un prêt sur nantissement. M. Bozerian pose en principe que dans le report, le capitaliste joue le rôle de prêteur, le spéculateur celui d'emprunteur : que le titre livré par ce dernier forme la garantie du prêt, et que la différence de prix des deux marchés représente l'intérêt de l'emprunt.

Plusieurs décisions judiciaires attribuent expressément au report le caractère et les effets du prêt sur nantissement. Nous indiquons seulement un arrêt de la Cour d'Aix du 25 février 1868 qui le qualifie d'*emprunt sur gage*, et un arrêt de la Cour de Colmar du 26 janvier 1869 qui déclare « que le report est un véritable *prêt sur nantissement* sous la forme d'un rachat aléatoire concomitant à la vente des titres du reporté (1) ».

Mais on ne peut confondre avec un prêteur le reporteur qui, par son achat au comptant, acquiert la propriété des effets de la manière la plus complète ; si bien que, dans l'intervalle de liquidation, il a le droit de les revendre à un tiers. Nous savons, au contraire, que, le gage reste la propriété exclusive de l'emprunteur et que par suite le prêteur ne saurait en faire l'aliénation. Nous voyons donc que dire que le report constitue un prêt sur gage, puisqu'il procure au reporté les avantages que lui eût procurés un emprunt, c'est s'occuper de ce que les parties auraient pu faire et non de ce qu'elles ont fait.

(1) *La Bourse*, I, nos 91 et suiv., 329 et suiv.

(2) *Jurisp. conf.* Trib. com. Metz, 3 déc. 1856, et Cour de Metz, 23 janvier 1857.

Trib. com. Seine, 21 oct. 1857 et 11 déc. 1857.

Trib. civil Toulouse, avril 1861.

82. — Il nous reste à examiner une dernière opinion : un arrêt de la Cour de cassation du 3 février 1862 et un jugement du tribunal civil de Lyon, du 10 décembre 1868, ont envisagé incidemment le report comme *vente à réméré à bref délai*.

Mais remarquons de grandes différences entre ces deux opérations qu'on a voulu assimiler ; dans le réméré, il y a une seule vente ; le report, au contraire, consiste dans un achat et une revente. Enfin, et c'est la différence la plus essentielle, le caractère principal du réméré, défini par l'art. 1659 du Code civil, est la faculté laissée au vendeur de reprendre ou non, à son choix, la chose des mains de l'acheteur. Reporteurs et reportés, au contraire, quelle que soit la dépréciation ou la hausse des valeurs, doivent subir toutes les suites des opérations.

83. — Nous concluons donc que le report a la nature de la vente pure et simple. Il n'y a donc pas de raison pour restreindre le prix du report dans les limites du taux de l'intérêt légal. Le bénéfice que procure la différence entre le cours au comptant et le cours à terme, est parfaitement licite.

Quelques décisions se sont ralliées à cette doctrine. Nous transcrivons quelques lignes d'un jugement du tribunal de commerce de la Seine, confirmé par arrêt de la Cour de Paris, en date du 25 décembre 1861 (*Jacomet c. Crépon*) : « Attendu, en droit, que si le report a été sérieux, il ne constitue pas un contrat de prêt, mais un contrat de vente ou d'achat d'effets, et que, par suite, le prix stipulé pour l'opération ne représente pas un intérêt ou loyer d'argent, mais bien un bénéfice résultant de la vente ou de l'achat ; que si, au contraire, le report a été fictif, c'est-à-dire un véritable jeu, le prétendu prix stipulé et payé par Jacomet n'est plus qu'une différence assimilable aux différences sur marchés à terme fictifs ordinaires... »

Signalons dans le même sens un jugement du tribunal civil de Lyon, du 10 décembre 1868.

84. — M. Bozerian (1) distingue les reports sérieux des reports fictifs et déclare les premiers valables.

« Il faut distinguer, dit-il, deux hypothèses : celle où le contrat est réel, en ce sens que la chose qui en fait l'objet existe réellement entre les mains du reporteur, et celle où elle n'existe que fictivement. Le premier genre de report est habituel aux possesseurs de titres ou de capitaux qui trouvent, par un placement à courte échéance, le moyen d'en tirer un parti avantageux. Lorsqu'un capitaliste désire faire une opération de ce genre, il dépose ses capitaux chez un agent, et, par son intermédiaire, il achète comptant une certaine quantité de titres qu'il revend immédiatement. En tant que marché à terme, l'opération dans cette hypothèse toute spéciale pourrait être considérée comme licite. Car, par l'effet de l'achat, l'agent devant se trouver nanti des titres qui sont l'objet de la vente à terme, on peut dire qu'il a été satisfait suffisamment de la remise préalable dont parlent les lois et règlements. »..... « A côté de ces reports sérieux, il en est d'autres qui sont fictifs, comme sont fictifs les contrats dont ils empruntent l'apparence.

» Bien que, dans ces circonstances, les titres existent quelquefois dans les mains du reporteur, il est certain que la succession des ventes et des achats dont ils sont l'objet dissimule de véritables jeux de bourse. De pareilles opérations sont illicites à tous égards. En admettant même qu'il fût possible de conserver à ces reports multipliés leur caractère de prêts successifs, il faudrait reconnaître que ces prêts auraient eu lieu dans le but de favoriser des spé-

(1) *La Bourse*, I, n° 330 et suiv.

culations prohibées : et de pareils contrats ne pourraient donner naissance à une action judiciaire. »

85. — Nous ne faisons aucune distinction et nous déclarons tous les reports licites ; car tout report se compose d'une vente au comptant suivie d'un rachat à terme, opérations parfaitement licites. L'opération à terme complètement du report a lieu *en liquidation*. La chambre syndicale, au moyen de tableaux communiqués par chacun des agents, dresse un compte de tous les reporteurs et de tous les reportés, forme à l'aide de *débets* et de *crédits* une balance entre collègues et liquide finalement une grande partie des reports par des compensations réciproques. Ces compensations comme celles qui ont eu lieu à l'occasion des marchés à terme sont régulières, puisqu'elles produisent les mêmes conséquences que le paiement (article 1234 Code civil).

86. — Mais souvent les parties consentent, dans les liquidations générales, à continuer le report jusqu'au mois suivant, sans livraison ni paiement réel des effets, moyennant le prix du report. Nous ne croyons pas que cette manière de procéder porte atteinte à la légalité des reports. Car les effets existent et sont à la disposition du vendeur ; qu'importe qu'il n'y ait pas remise matérielle à chaque liquidation. Pourquoi exiger la livraison d'effets qu'un nouvel achat permet de retirer immédiatement ? La compensation s'opère naturellement entre les valeurs à livrer et celles à lever, de telle sorte que tout aboutit légalement à un règlement de la différence entre les deux ventes : c'est le prix du report.

87. — La jurisprudence, tout en reconnaissant que les opérations de bourse connues sous le nom de reports ne constituent pas par elles-mêmes un jeu de bourse, déclare que les tribunaux ont le droit d'apprécier le caractère

de ces opérations et le devoir de les annuler lorsqu'elles servent de masque à des marchés fictifs.

Pour la première fois, le 21 mars 1825 (*Collot c. Sandrié Vincourt*), la Cour de Paris reconnut la validité du report.

88. — En 1851 la Cour de Paris eut à statuer sur la légalité du report dans une affaire *Leray c. Lecaron* où les parties s'en étaient d'abord rapportées à des arbitres choisis par elles.

La Cour décida que la validité de ces opérations ne pouvait résulter que de l'intention manifeste des parties, de prendre livraison des titres ou des espèces, jointe à une réalisation matérielle.

« Considérant que, pour établir la sincérité et la réalité de l'achat, il ne suffit pas que les actions qui étaient la matière de la convention aient été à la disposition de *Leray*, il faut encore qu'il y ait eu la volonté de transmettre et d'acquérir ; que ce concours de volonté n'a pas existé ; que les actions n'ont jamais dû être mises à la disposition de *Lecaron* ; que Leray ne devait pas les livrer et ne les a pas livrées ; que, de son côté, Lecaron n'a jamais entendu en prendre livraison, ni en devenir réellement propriétaire, à titre de placement, comme on le prétend ; qu'il ressort au contraire de tous les éléments de la cause que les deux cents actions de Saint-Germain n'ont été achetées qu'en vue d'une opération de jeu ; — Considérant que tous les marchés qui se sont successivement renouvelés de quinzaine en quinzaine durant deux années, sont autant de marchés fictifs dans le but de créer sur les actions, en la personne de Lecaron, l'apparence d'un droit de propriété qui pût cacher l'action et l'exercice du jeu sous la forme et la couleur d'une opération de prêt sur nantissement et d'un contrat de report ; que cette combinaison, qui révèle

la pensée et le but de Lecaron n'a pu échapper à la perspicacité de l'agent de change Leray ;....— Considérant qu'il importe peu que Leray ait fait profiter Lecaron du produit des dividendes ; que cela, ne prouve pas que Lecaron fut réellement propriétaire des actions, et ne saurait d'ailleurs effacer la nature de l'opération, ni lui enlever son caractère de jeu ;... »

Le pourvoi formé contre cet arrêt fut rejeté par la Cour de cassation, Req., 27 janvier 1852.

89. — Ces mêmes principes furent encore appliqués par la Cour de Paris dans deux arrêts en date des 16 juillet 1851 (*Larade c. de Roullée*) et 31 juillet 1852 (*Taylor c. syndic Larade*) et dans un arrêt de la Cour de cassation du 9 mai 1857 (*Lacaze c. Min. public*).

90. — Mais la légalité des marchés à terme et des reports fut reconnue le 2 septembre 1856 par le tribunal correctionnel de Toulouse. Voyant dans les reports des jeux sur la hausse et sur la baisse des effets publics, le ministère public avait cru devoir poursuivre deux spéculateurs pour contravention aux art. 421 et 422 du Code pénal. Nous tenons à citer quelques considérants de ce jugement :

« Attendu que les deux prévenus n'ont acheté des titres que dans l'intention évidente de les revendre avant de les avoir payés, et dès que la hausse qu'ils attendaient se serait réalisée selon leur calcul et leurs espérances ; — Attendu qu'à l'époque des premières échéances les prévenus ne trouvant pas les cours assez élevés pour leurs spéculations, les ont prolongés au moyen de diverses opérations de report ; — Attendu que ces faits sont évidemment blâmables au point de vue moral ; ... — Attendu que le tribunal doit examiner s'ils sont atteints par la loi répressive et s'ils rentrent dans les dispositions des art. 421 et 422 du Code pénal ;

» En ce qui concerne l'art. 421 : — Attendu qu'il ne s'applique qu'à des paris faits sur la hausse et la baisse des effets publics, ce qui suppose deux personnes poursuivant des choses contraires et s'obligeant réciproquement du paiement de certaines primes selon l'issue des événements ; — Attendu que, dans l'espèce, ces paris ne sont pas intervenus, puisque de la part des personnes qui ont vendu leurs titres aux prévenus le marché a été sérieux, régulier et même définitif ; — Attendu qu'il en serait autrement si le marché avait été entièrement fictif, si le vendeur et l'acheteur n'avaient voulu s'obliger réciproquement qu'à se payer des différences éventuelles des cours ; qu'en ce cas ils auraient fait un vrai pari et en couru les peines portées par l'art. 421.

» En ce qui concerne l'art. 422 : — Attendu que si cet article assimile aux paris interdits par la disposition qui précède, la vente d'effets publics que le vendeur ne prouverait pas avoir existé à sa disposition au moment de la convention ou de la livraison, la même assimilation n'en ressort pas nécessairement par analogie contre l'acheteur qui n'aurait pas été nanti des fonds suffisants au jour de l'achat ; .. — Attendu qu'il a été objecté aux prévenus qu'ils n'avaient pas la libre disposition des titres au moment de la vente, ni au moment où la livraison a dû être faite ; — Mais attendu qu'ils ont victorieusement répondu à cet argument par le fait même, puisque non seulement ils ont pu livrer, mais qu'ils ont même réellement livré ces effets à l'acquéreur qui s'est présenté ; — Que si la livraison dont il s'agit n'a pu avoir lieu sans le consentement de l'agent de change, en fait il n'a pas fait défaut, et que, ce consentement obtenu, ils avaient bien au moment de la livraison la libre disposition des effets comme le veut la loi. »

91. — Mais la Cour de Toulouse en appel conclut à l'application des art. 421 et 422 du Code pénal :

« Attendu, dit l'arrêt du 6 décembre 1856, que jamais les prévenus n'ont pris livraison des actions qui avaient été achetées pour eux ; que c'est en se faisant reporter qu'ils ont pu se dispenser de les vendre à ces époques ; qu'il faut tenir pour certain que, d'un côté, ils avaient l'intention de ne payer que des différences, que, de l'autre, ils étaient dans l'impuissance d'acquitter le prix de leurs achats ; — Qu'ils ne peuvent abriter une pareille spéculation sous la faveur assurée aux marchés à terme, dont la pratique est d'un si fréquent usage et d'une si incontestable utilité..., que les conventions qu'ils ont faites peuvent en affecter le nom, mais qu'elles n'en ont pas la réalité ;... — Que, sans mettre en question la légale efficacité des reports par lesquels les capitaux offrent leur secours à la spéculation, ils perdent leur caractère en ce qui concerne les reportés, quand ils servent à donner les moyens de se borner au paiement des différences à des individus qui ne veulent pas lever les titres et à qui leur position ne donnerait pas le moyen de remplir les engagements que contracte un acheteur sérieux...

» Attendu que l'action des prévenus est prévue et punie par les art. 421 et 422 du Code pénal ; qu'inspirés par le désir d'arrêter les désordres de l'agiotage et de préserver les familles de ses funestes entraînements, aussi bien que par le besoin de satisfaire à des nécessités politiques, ils atteignent également les joueurs, soit qu'ils aient dirigé leurs opérations vers l'élévation ou la dépréciation des valeurs cotées à la Bourse ; — Attendu que l'art. 421, en même temps qu'il énonce le délit, le définit et le caractérise ; qu'isolé et par sa propre force il suffit pour punir le jeu ; — Qu'il ne suffit pas que, par suite de combinaisons

de bourse, on puisse dire que l'un des contractants a fait une opération sérieuse pour que l'autre n'ait pas joué à la hausse où à la baisse: qu'il doit subir, par application de l'art. 421, la peine de la gageure qu'il a engagée et qui, dans sa pensée, devait être un simple paiement de différences;... — Qu'il faut rechercher si les prévenus ont prouvé, comme l'art. 422 leur en impose l'obligation, qu'ils^s étaient en possession des titres qu'ils ont vendus; — *Que la remise des titres a eu lieu*, il est vrai, *mais que, malgré l'existence du fait matériel*, les circonstances dans lesquelles elle a été faite doivent faire déclarer *qu'il n'a pas été satisfait au vœu de la loi* et que les prévenus n'ont pas justifié qu'ils aient eu, au moment de la livraison, la disposition de ces effets publics dans le sens de l'art. 322; — Qu'ils ne les ont pas possédés; que, lorsque ces titres ont été achetés, la propriété des prétendus acquéreurs a été purement nominale; qu'ils ne pouvaient pas en disposer puisqu'elles n'ont pu les vendre et les livrer qu'avec le consentement et par la volonté de l'agent de change qui en avait plus qu'eux la disposition; — Qu'ils ne peuvent pas se prévaloir de ce que ce dernier, en agissant pour eux, a fait une *opération régulière*; que s'il a exactement levé les titres et payé le prix, les marchés, *sérieux dans la forme* seulement, étaient fictifs au fond; que la loi ne peut pas être éludée par un mécanisme d'opérations qui empêcheraient de passer à travers le représentant pour arriver au commettant qui a enfreint ses dispositions... — Que les paris faits à la bourse sur la hausse ou la baisse des effets publics ne sauraient être couverts par la manière dont l'agent de change fait les opérations; — Que la loi serait soumise à une étrange restriction, si elle ne pouvait atteindre que ceux qu'on appelle les coulissiers: que, dans la réalité, ils ne font autre chose que ce qu'ont fait les prévenus; que,

comme les autres, ceux-ci n'ont qu'un but, qui est de payer des différences ; que, sans doute, *leur agent de change a levé les titres* ; que, sans les recevoir eux-mêmes, ils ont profité de la situation que cette opération leur a faite pour se livrer au jeu qui a été l'unique objet de leur spéculation... »

Que de contradictions et d'inconséquences !

La Cour de cassation donna la même solution.

92. — En résumant la jurisprudence, nous concluons que les reports constituent des opérations licites ou des jeux de bourse, suivant qu'ils se combinent avec des marches réels ou fictifs.

Nous terminerons par l'indication des principales décisions au sujet des reports :

Pour la nullité : — Paris, 11 mars 1851 ;

Paris, 16 juillet 1851 ;

Cass. Req., 27 janvier 1852 ;

Paris, 31 juillet 1852 ;

Paris, 14 mai 1854 ;

Toulouse, 6 décembre 1856 ;

Cass., 9 mai 1857 ;

Trib. com. Strasbourg, 30 octobre 1857 ;

Cassation, 1 et 2 août 1859 ;

Trib. civ. Lyon, 24 janvier 1874 ;

Pour la validité : — Paris, 21 mars 1825 ;

Trib. correct. Toulouse, 2 septembre 1856 ;

Trib. com. Seine, 21 octobre 1857 ;

Paris, 27 novembre 1858 ;

Trib. com. Seine, 25 juillet 1860 ;

Lyon, 26 décembre 1863 (*Bouchard c. Ribon*) ;

Paris, 17 août 1865 (*Herbaut c. Bladinière*) ;

Paris, 6 avril 1867 et Cass. Req., 14 janvier 1868 (*Arouel es-noms c. Gamble, de Beauplan et Icard*) ;

Trib. civ. Lyon, 10 décembre 1868 ;

Colmar, 26 janvier 1869 (*Pelgrain c. Chollet, Juteau et C^{ie}*).

Trib. civ. Lyon, 15 janvier 1870 (*Cléret c. séquestre Laforge*) ;

Trib. com. Marseille, 14 octobre 1867 ;

Aix, 25 février 1868, et Cass. Chambre civile, 18 juin 1872 (*Syndic Rostand c. Kéric*) ;

Trib. com. Lyon, 6 décembre 1872, et Cour de Lyon, 21 mai 1873 (*Serrulay c. Derby*) ;

Trib. com. Bordeaux, 4 avril 1872, et Cour de Bordeaux, 25 février 1873 (*Darlu c. Vergniat*) ;

Paris, 19 avril 1875 (*Oudin c. Crédit mobilier*) ;

Cass., 18 avril 1877 (*Audousset c. Calzado*).

CHAPITRE IV

DES DIVERS MODES DE RÈGLEMENT DES DETTES DE MARCHÉS A TERME

SOMMAIRE :

93. — Objet de ce chapitre.

94. — Division en deux sections :

Section I. — Règlement des dettes de marchés à terme d'après les usages de la Bourse.

Section II. — Règlement des dettes de marchés à terme par les modes ordinaires de libération.

93. — Nous nous proposons maintenant d'exposer les divers modes de règlements auxquels donnent ou peuvent donner lieu les dettes résultant de marchés à terme.

94. — Nous diviserons ce chapitre en deux sections : dans la première, nous étudierons le règlement des dettes de marchés à terme, d'après les usages de la Bourse ; dans la seconde, nous examinerons le règlement des dettes de marchés à terme par les modes ordinaires de libération indiqués par le Code civil et le Code de commerce.

SECTION PREMIÈRE

Règlement des dettes de marchés à terme d'après les usages de la Bourse.

SOMMAIRE :

95. — Division en deux paragraphes :

§ 1^{er}

Des couvertures.

96. — Définition.

97. — Doit-on considérer les couvertures comme un nantissement ou comme un paiement anticipé ?

98. — Théorie du nantissement : M. Bozerian.

99. — Les couvertures doivent être considérées comme un paiement anticipé.

100. — La réalisation de la couverture par l'agent de change est basée sur une sorte de mandat tacite résultant de la remise.

101. — Jurisprudence.

§ 2

Des exécutions.

102. — Définition.

103. — Jurisprudence.

95. — Les règlements spéciaux à la Bourse sont ceux qui se font au moyen de *couvertures* et d'*exécution*.

Dans un paragraphe nous nous occuperons des *couvertures* et nous consacrerons un second paragraphe à l'étude des *exécutions*.

96. — « En matière de marchés à terme, dit M. Jean-

notte-Bozerian (1) auquel nous empruntons la définition de la couverture, on ne dépose jamais ni les titres ni la somme ; les exceptions sont tellement rares que ce n'est pas la peine d'en parler. Ce n'est pas une concession bénévole de la part de l'agent de change ; c'est une conséquence de ce fait que, la plupart du temps, ces mots d'achat et de vente servent uniquement à dissimuler des jeux de bourse qui se résolvent, au jour du terme, par la réception ou le paiement d'une différence. L'agent n'a donc à se garantir que contre l'éventualité du non-paiement de cette différence, lorsque la chance est défavorable à son client.

» C'est pour arriver à ce but, qu'avant d'exécuter les ordres d'achat ou de vente à terme, l'agent a l'habitude de faire déposer entre ses mains, du numéraire, des effets, des papiers ou des titres d'une valeur à peu près égale à la somme à laquelle, d'après ses prévisions, pourra s'élever la différence. Ce dépôt se nomme une *couverture*. »

97. — Mais quel est la nature de ce dépôt ? Doit-on considérer les couvertures comme un *nantissement* ou comme un *paiement anticipé* ?

Cette distinction est de la plus haute importance. En effet, si la couverture n'est qu'un simple nantissement, l'agent de change ne peut en disposer sans l'autorisation de son client, et il est soumis à la répétition des valeurs données en gages s'il est prouvé qu'elles aient été remises en garantie de jeux de bourse (2).

(1) *La bourse*, I, p. 62, n° 43.

(2) Avant 1863, le privilège de l'agent qui n'avait pas rempli les formalités du nantissement civil était contesté, aujourd'hui depuis la loi du 29 mai 1863 (nouvel article 31 du Code commerce) qui a affranchi le nantissement commercial des formalités du gage civil, la question n'est plus douteuse.

Au contraire si la couverture doit être considérée comme un paiement anticipé, l'agent pourra en disposer et il n'y aura jamais lieu à répétition.

98. — D'après M. Bozérian, les couvertures constituent toujours un *nantissement*, qu'elles soient données en numéraire ou bien qu'elles consistent en titres ou valeurs. En effet, dit-il, lorsque la couverture est fournie par un client vendeur elle ne peut être considérée comme un paiement anticipé ; car ce que le client doit à l'agent ce ne sont pas d'autres titres, ce n'est pas une somme d'argent mais les titres vendus ; et dès lors la couverture n'est plus qu'une garantie donnée par le client, pour le cas où il ne serait pas en mesure de faire la livraison. Le client est-il au contraire acheteur ? une couverture en titre n'est pas davantage un paiement puisque c'est un prix qui est dû.

Et même dans le cas d'une couverture en numéraire on ne peut la considérer comme un paiement car généralement les couvertures sont déposées pour une série d'opérations contraires.

99. — Pour nous, au contraire, nous prétendons que les couvertures constituent un *paiement anticipé*. En

Art. 91 Code de commerce : « Le gage constitué soit par un commerçant soit par un individu non commerçant, pour un acte de commerce se constate à l'égard des tiers, comme à l'égard des parties contractantes conformément aux dispositions de l'art. 109 » — Art. 109 : « Les achats et ventes se constatent, par actes publics, par actes sous signature privée, par le bordereau d'un agent de change ou courtier dûment signé par les parties, par une facture acceptée, par la correspondance, par les livres des parties, par la preuve testimoniale quand le tribunal croira devoir l'admettre. »

Art. 93 : « A défaut de paiement à l'échéance, le créancier peut, huit jours après une simple signification faite au débiteur et au tiers bailleur du gage s'il y en a un, faire procéder à la vente publique des objets donnés en gage.... »

(1) *La bourse*, I, p. 340 n° 309.

effet, il est certain que tout vendeur est tenu de livrer ; mais par un simple rachat en liquidation des effets qu'il a vendus à découvert, le spéculateur ne se trouve plus créancier ou débiteur que d'une simple différence. La couverture n'aura été que le paiement anticipé de cette différence.

Quant à l'acheteur sa couverture est une anticipation du prix s'il lève une avance sur le montant de la différence éventuelle de la revente, s'il compense ou reporte. C'est, ce nous semble, l'interprétation rigoureuse de l'intention des parties. Les principes du droit ne s'opposant pas à la possibilité du paiement d'une dette éventuelle pourquoi ne serait-il pas possible d'effectuer un paiement subordonné à une dette non encore existante ? Au moment de la liquidation, le client se trouve-t-il *crédeur* ? il pourra répéter, conformément à l'art. 1235 du Code civil, car il y aura eu paiement de l'indû.

Dans le cas où la couverture consisterait en valeurs, nous donnons la même solution. « Si les effets remis, objecte M. Bozérian (1) qui ne veut pas admettre cette théorie du paiement conditionnel, doivent avoir le caractère d'un paiement, si c'est une dation en paiement qui est effectuée par le client, c'est une sorte de vente qui est consentie par lui au profit de l'agent de change. Mais il est de l'essence de ce contrat qu'un prix soit déterminé au moment même de la convention. Quel sera donc le prix ? La valeur de ces effets est essentiellement mobile ; elle change chaque jour suivant les oscillations de la Bourse. Si les parties conviennent que l'agent de change prendra les effets à tel ou tel cours, rien de mieux ; mais si, conformément à l'usage, elles ne disent rien à cet égard,

(1) *La bourse*, II, p. 90, à la note n° 477.

à quel cours l'agent devra-t-il les prendre ? Est-ce au cours du jour de la remise ? Est-ce à celui du jour de la réalisation ? sera-ce au cours le plus haut, au cours le plus bas, au cours moyen ? L'agent pourra-t-il opérer cette réalisation au gré de son caprice, sans que le client soit jamais recevable à se plaindre ? Cette mobilité et cette incertitude dans la détermination du prix ne sont-elles pas contraires à la nature du contrat qu'on prétend être intervenu entre les parties ? »

Ces objections nous paraissent plus ingénieuses que juridiques ; et en effet « le prix de vente, d'après l'article 1591 du Code civil, doit être déterminé et désigné par les parties », mais l'art. 1592 n'ajoute-t-il pas immédiatement « le prix peut cependant être laissé à l'arbitrage d'un tiers » ; et ici, le prix des titres donnés en couverture est déterminé plus exactement encore que s'il était fixé par des arbitres, puisqu'il résulte d'un cours public coté à la Bourse. Quant à savoir à quels cours devront être calculées les valeurs de couverture nous pensons que la liquidation rendant seule le client débiteur, l'agent pourra faire argent des valeurs en couverture au cours moyen de la première bourse qui suivra la liquidation.

100. — Le principe de la réalisation de la couverture peut se justifier par une sorte de *mandat tacite* résultant de la remise, et qui implique pour l'agent l'autorisation de vendre les valeurs sans intervention de la justice. M. Bozérián repousse cette idée, parce qu'une telle supposition serait contraire à la réalité, les couvertures n'ayant d'autre objet que la garantie des différences de Bourse ; et que de plus, ce mandat serait contraire à l'art. 2078 du Code civil qui déclare nulle toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage.

Mais cette circonstance que les couvertures sont sur-

tout destinées à couvrir les différences contredit-elle les pouvoirs de réalisation laissés à l'agent. Et comment pourrions-nous considérer l'art. 2078 du Code civil comme un obstacle au mandat tacite dont nous parlons, puisque nous voyons dans les couvertures un paiement anticipé et non pas un nantissement.

401. — Tandis que les tribunaux de commerce et spécialement celui de la Seine voient presque toujours dans les remises des *paiements anticipés*, la juridiction civile est divisée :

Jurisprudence conforme du trib. com. Seine :

5 septembre 1850 (*Chaneau c. Audra*).

22 août 1855 (*Mac Leod et Bouton c. Dame Simon*).

31 janvier 1856 (*Birault c. Geoffroy*).

13 mars 1858 (*Lambert c. Bonhomme*).

23 mai 1866 (*Lagarde c. Moulin*).

Après avoir commencé par considérer comme de véritables paiements, à la fois les couvertures en espèces et celles en valeur au porteur, puis peu après celles en argent seulement, la Cour de Paris en est bientôt venue à attribuer aux unes et aux autres le caractère de *nantissement* et incidemment à refuser aux agents la faculté de les réaliser sans autorisation de leurs clients ou de justice.

Jurisprudence conforme :

Paris, 14 mars 1853 (*Mihura c. Basery*).

Paris, 9 mars 1853 (*de Wille c. Archdeacon*).

Trib. civ. Seine, 17 juin 1855.

Paris, 14 avril 1856 (*David c. Constant et Jarry*).

Trib. civ. Seine, 26 juillet 1856 (*Reicordeau c. Châtillon*).

Trib. civ. Seine, 18 novembre 1856 (*Douffet c. Dufresne et d'Inville*).

Trib. civ. Seine, 20 février 1868 (*des Montis c. liquid. Doyen*).

Paris, 13 juin 1868 (*Moulin c. Lagarde*).

Nous avons signalé la jurisprudence contraire à celle que nous venons d'indiquer, le tribunal civil de la Seine et la Cour de Paris ayant d'abord considéré les couvertures comme un paiement avant de les regarder comme un nantissement. Plusieurs arrêts toutefois ont continué à voir dans les couvertures un paiement, nous citerons les plus récents :

Paris, 28 février 1857 (*Moreau c. Syndic Lalle*).

Trib. civil Seine, 14 janvier 1858 (*Duboy c. Moreau*).

Cass., 1 août 1859 (*Razous c. Espinasse*).

Paris, 19 janvier 1867 (*Stique c. Dolfus*).

Lyon, 14 février 1868 (*Arnoux de Corgeat c. Charpina*).

Trib. civ. Marseille, 21 janvier 1868.

Aix, 5 juin 1868 (*Pardigeon c. Vaisse*).

Nous citerons un seul considérant de ce dernier arrêt qui, voyant dans la couverture un paiement anticipé, déclare que :

« Aucun principe de droit ne s'oppose à ce qu'on puisse payer par anticipation une dette, même purement éventuelle. »

Enfin la dernière décision de la jurisprudence sur la matière, un arrêt de la Cour de Rennes, en date du 7 décembre 1882, déclare que : si l'agent de change qui a fait pour un client des opérations de bourse ne consistant qu'en de pures spéculations n'a pas le droit d'exiger le paiement des différences, il ne saurait être contraint de restituer les valeurs remises en couvertures.

Cette remise, en effet, constitue une dation en paiement équivalent à un paiement véritable effectué soit pour une dette actuelle, soit *par anticipation*, et l'art. 1967 du Code

civil ne fait aucune distinction entre les paiements anticipés et les autres paiements.

102. — Nous empruntons à M. Courtois (1), la définition de *l'exécution* :

« On appelle *exécuter une personne*, faire vendre ou acheter publiquement les valeurs dont cette personne est acheteur ou vendeur, lorsqu'elle ne remplit pas les termes de son engagement.

» Pour les affaires non reconnues par la loi, l'usage est que l'exécution est un droit et même un devoir lorsque la contre-partie est notoirement en suspension de paiements. Alors l'échéance de tous les marchés de ce dernier, à quelque liquidation qu'ils aient été contractés est supposée arrivée, même si l'on est entre deux liquidations. C'est à ses risques et périls que tout intermédiaire ou spéculateur retarde le moment de l'exécution d'un boursier en déconfiture, fût-il même débiteur de ce dernier ; la coutume veut qu'il liquide sa position par des contre-opérations dans les vingt-quatre heures.

» Cependant pour les primes, l'usage est d'attendre le jour de la réponse, et le ferme, qui fait la contre-partie de ces primes, peut également n'être réalisé que le jour de la réponse. »

Par rapport aux agents, cette liquidation forcée a sa base dans l'art. 4 de la délibération du 10 fructidor an X.

A l'égard des clients le droit d'exécution semble moins bien établi ; M. Bozérian (2) le conteste. Mais il nous semble qu'on ne peut prétendre imposer à l'agent de change l'obligation de lever ou de livrer les valeurs énormes dont ses clients se sont imprudemment chargés.

(1) *Opérations de Bourse*, p. 87 à la note.

(2) *La Bourse*, I, n° 346.

103. — Nous arrivons à l'examen de la jurisprudence. De nombreux arrêts ont validé les exécutions de Bourse après l'échéance du terme ; mais précédées d'une sommation ou d'un avertissement par lettre aux intéressés.

Jurisprudence conforme :

Paris, 7 mars 1811 (*Delanay c. Bouchet*).

Paris, 23 mai 1822 (*Coutte c. Martin de Longchamp*).

Paris, 5 juin 1836 (*Dabrin c. Mène*).

Paris, 21 juin 1836 (*Drucker c. Moulle*).

Paris, 18 juin 1838 (*faillite Bardet c. Lecordier*).

Paris, 4 janvier 1853 (*Bazire c. Bardoux*).

Paris, 13 avril 1855 (*Richardière c. Laurent*).

Trib. com. Seine, 13 mars 1856 et Paris, 8 décembre 1856 (*Lambert c. Bonhomme*).

Trib. com. Seine, 14 avril 1856, 23 octobre 1856, 10 février 1857 ; Paris, 24 février 1857 (*Mercier c. Fauche*).

Paris, 22 août 1857.

Paris, 12 mars 1858 (*Roblot c. Paulian*).

Trib. civ. Toulouse, avril 1861.

Si la jurisprudence accepte, avec des nuances diverses, les exécutions de clients postérieures à l'échéance du terme elle les désapprouve lorsqu'elles ont précédé l'époque de la liquidation, et les tribunaux de commerce ; quoique plus indulgents à l'égard des usages de la bourse, partagent cette manière de voir.

Jurisprudence conforme :

Paris, 18 janvier 1838 (*faillite Bardet c. Lecordier*).

Trib. com. Seine, 2 janvier 1856 et Paris, 10 mai 1856 (*Dabrin c. Leroy de Chabrol*).

Trib. com. Seine, 18 avril 1863 et Paris, 19 avril 1864 (*Piron c. Laperche*).

Paris, 9 mai 1874 (*Bolhao c. Jumeil*).

SECTION II

Règlement des dettes de marchés à terme par les modes ordinaires de libération

SOMMAIRE :

- 104. — Objet de la section.
- 105. — Compensation.
- 106. — Confirmation et ratification.
- 107. — Novation ; formes de novation particulièrement usitées dans les règlements de dettes de bourse :
 - 1^o Souscription de billets ou obligations.
 - 2^o Arrêtés de comptes et comptes courants.
- 108. — Transaction.
- 109. — Compromis.
- 110. — Paiement des dettes de marchés à terme par un tiers.
 - 1^o Cautionnement.
 - 2^o Mandat.
 - 3^o Gestion d'affaires.
 - 4^o Prêt.

104. — Proclamant la légalité absolue de tous les marchés de Bourse négociés par l'entremise des agents de change, nous n'hésitons pas à déclarer que tous les modes d'extinction des dettes admis en droit civil et en droit commercial pour la libération du débiteur, sont applicables aux dettes de marchés à terme. Cette section ne nous retiendra donc pas longtemps. Nous nous proposons seulement d'examiner rapidement, au point de vue de la ju-

risprudence, les divers procédés de libération reconnus par la loi, en passant sous silence ceux qui ne soulèvent aucune question propre à la matière qui nous occupe.

105. — La jurisprudence de la Cour de Paris n'est pas bien fixée sur les effets de la compensation dans les dettes de bourse, car elle l'a successivement accueillie puis repoussée.

Un arrêt du 5 août 1813 (*Delatte c. Jacques*) avait autorisé l'agent de change à retenir une somme qui lui avait été confiée par son client, en déduction de ses droits de courtage et des différences qu'il avait avancées. Le pourvoi formé contre cette décision fut rejeté par la Cour de cassation, chambre des requêtes, 7 juillet 1874.

Toutefois dans deux affaires, en 1833 (*Lallier c. Aguado*) et le 29 mai 1854 (*Desaint c. Martin*), la Cour de Paris a décidé que l'agent ne pouvait retenir, en compensation des différences à lui dues, une somme d'argent provenant de la vente d'effets publics appartenant à son client.

Mais l'agent peut-il opposer la compensation au client qui lui a donné l'ordre, lorsque ce dernier n'était que le mandataire d'un tiers ?

La Cour de Lyon (8 juillet 1858) et la Cour de cassation (Requêtes, 20 avril 1859) ont jugé que la compensation ne pouvait avoir lieu ; car l'agent auquel un mandat en blanc a été livré au nom du mandant par un intermédiaire, à l'effet de vendre à la Bourse des valeurs nominatives, devait être considéré, comme un mandataire substitué tenu directement envers le mandant originaire, aux termes de l'art. 1994 du Code civil (1).

Cette jurisprudence est plus expresse encore dans un

(1) *Art. 1994*. — 2o : « Dans tous les cas le mandant peut agir directement contre la personne que le mandataire s'est substituée. »

jugement du tribunal civil de la Seine du 3 février 1866 et un arrêt confirmatif de la Cour de Paris du 14 décembre 1866 (*Rue c. Mahou*).

La décision la plus importante en cette matière, et qui nous semble préciser le mieux, est un arrêt de la Cour de cassation (chambre civile) du 23 février 1874 ayant rejeté, au rapport de M. le conseiller Massé, le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Rouen du 13 avril 1870, (*Verdat du Tremblay c. Jumel et Cosne*) : — « L'agent de change qui a vendu un titre au porteur, n'a pas à rendre compte à celui qui se prétend propriétaire du titre, s'il n'a pas su que cette valeur appartenait à un autre que celui dont il la tenait, et il est autorisé par suite, à employer la somme provenant de la vente à l'exécution des ordres du client avec lequel seul il a été en rapport. »

De cette décision, on peut conclure *a contrario* que si l'officier ministériel avait connu le véritable propriétaire des effets, il serait responsable vis-à-vis de lui. En ce sens, nous trouvons un arrêt de la Cour de Lyon du 7 décembre 1853 et un arrêt de la Cour de Rouen du 13 avril 1870, (*Jumel c. Ratieville*).

106. — La jurisprudence a eu de rares occasions de déterminer la validité ou la nullité de la ratification et de la confirmation.

Cependant, la nullité de la ratification consentie par un client à un agent de change, a été proclamée par trois arrêts qui forment les principaux documents judiciaires en cette matière.

Le premier est un arrêt de la Cour de cassation du 11 août 1824 (*Arrêt Forbin-Janson*) :

« Considérant, dit la Cour suprême, qu'aux termes de l'art. 6 du Code civil, on ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public ;

qu'une loi qui a pour objet de régler la négociation des effets publics et de réprimer les manœuvres qu'elle déclare illicites, tient éminemment à l'ordre public et que les actes qu'elle défend et annule ne peuvent, d'après l'article ci-dessus cité, être validés par aucune convention ni *ratification*. »

La Cour d'Orléans, dans un arrêt du 30 novembre 1825 (*Rouvière c. Gublin*), s'exprime en ces termes :

« Considérant en fait qu'il n'apparaît dans la cause aucun acte de ratification et que dans tous les cas il n'eût pu valider une négociation faite en contravention de la loi... »

« Attendu, déclare l'arrêt de la Cour d'Angers du 24 août 1865 (*Grignon c. Chevallier*), que l'exception de jeu de bourse est d'ordre public et ne peut être couverte par une *ratification*. »

Signalons encore un jugement du 14 août 1857 (*Crepon c. Raillard*) du tribunal civil de la Seine qui, incidemment, a aussi prononcé la nullité d'une *ratification*.

107. — La jurisprudence ne voyant dans une dette de bourse qu'une dette de jeu ne peut évidemment pas admettre que cette dette puisse être novée. Aussi c'est en ce sens que s'est prononcée sur cette question la Cour de Rouen dans un arrêt du 25 novembre 1863 (*De la Frégoillère c. Laurent et Bocquet*).

« Attendu que le contrat de novation contient implicitement, mais nécessairement, deux conventions, l'une d'éteindre une obligation préexistante, l'autre d'en contracter une nouvelle ; que ces deux conventions sont la condition l'une de l'autre, et qu'ainsi, si l'ancienne obligation est entachée d'un vice radical, tenant à son origine et à sa nature, ce vice s'attache à l'obligation nouvelle qui n'a pas d'autre cause que la première. »

Cet arrêt réformait un jugement du tribunal de commerce de Rouen du 4 juin 1862 qui avait admis la novation comme un des modes d'extinction des obligations nées d'opérations de bourse.

Parmi les formes différentes auxquelles se prête la novation il en est deux, qui particulièrement usitées dans les règlements de dettes de bourse doivent attirer notre attention ; nous voulons parler de la souscription de billets ou obligations et des arrêtés de compte et des comptes courants entre les agents de change et leurs clients.

1° Souscription de billets ou obligations.

Comptant pour se libérer sur des retours de fortune, il arrive fréquemment que le client débiteur souscrive des billets ou des obligations qu'il remet à son agent de change.

Deux situations peuvent naître : ou bien ce sera l'agent lui-même qui les représentera à l'échéance, — ou bien ce sera un tiers-porteur.

De nombreux arrêts ont décidé, que les promesses ou billets, même à ordre, souscrits à l'occasion des marchés illicites, sont nuls, comme ayant pour cause une dette de jeu qui n'est pas susceptible de novation, « les billets n'étant point réellement un paiement mais contenant seulement une promesse de payer (1) ».

De cette jurisprudence nous citerons une des décisions

(1) *Jurispr. conf.*, Limoges, 2 juin 1819 : — Grenoble, 6 décembre 1823 ; — Bordeaux, 12 décembre 1827 ; — Montpellier, 4 juillet 1828 ; — Angers, 13 août 1831 ; — Trib. com. Seine, 12 janvier 1854 ; — Rouen, 14 juillet 1854 ; — Trib. com. Seine, 10 octobre 1855 ; — Lyon, 11 mars 1850 ; — Requête, 4 novembre 1857 ; — Paris, 27 novembre 1858 ; — Trib. civil Seine, 13 mars 1860 ; — Rouen, 25 novembre 1863 ; — Trib. civil Seine, 8 août 1863 ; — Angers, 24 août 1863.

les plus précises, le jugement du 13 mars 1860 du tribunal civil de la Seine (*Darancourt c. Durand et Allain*) :

« Attendu en droit, que l'art. 1965, qui refuse toute action en paiement d'une dette de jeu, s'applique aux jeux de bourse ; — Attendu que le créancier d'une dette de jeu est sans action contre le débiteur, alors même que celui-ci a souscrit des billets ou des obligations en paiement de sa dette, ces billets ou obligations ne pouvant être considérés, abstraction faite de leur cause ; — Attendu que l'art. 1967 ne s'applique qu'à un paiement réel et effectif et non à une remise de billets ou d'obligations qui, loin d'équivaloir à un paiement, ne constituent qu'un règlement de la somme due et une promesse de la payer ; — Qu'il suit de là que les exceptions, qu'on aurait pu opposer à la demande en paiement de la dette originaire, peuvent être opposées à la demande en paiement de l'obligation qui est la représentation de cette dette ; — Attendu qu'il importe peu qu'aux billets à ordre souscrits, les parties aient substitué une obligation hypothécaire, cette obligation ayant la même cause que les billets. »

En résumé, la signature et la remise de titres ne sont pas considérées par la jurisprudence comme impliquant la volonté de payer chez le souscripteur ; et plusieurs arrêts sont allés jusqu'à lui permettre d'assigner l'agent bénéficiaire en restitution des billets tant qu'ils n'ont pas passé dans la circulation (1).

Les précédentes solutions judiciaires impliquent que le bénéficiaire des billets ou obligations en est resté possesseur.

Voyons maintenant le second cas, celui dans lequel les effets sont présentés au signataire par un tiers porteur.

(1) Rouen, 14 juillet 1854 ; — Lyon, 11 mars 1856 ; — Paris, 27 novembre 1858.

Lorsque le créancier au profit duquel l'obligation, le billet, ou l'effet de commerce a été souscrit en a opéré le transport au profit d'un tiers, la jurisprudence déclare que le souscripteur n'est pas déchu du droit d'en opposer la nullité : que toutefois, pour les effets de commerce, la nullité ne pourra être opposée au tiers de bonne foi ; mais que, dans ce cas, le souscripteur aura un recours en garantie contre le bénéficiaire du titre, qui en a opéré le transport (1).

Il y a unanimité dans les arrêts sur le droit du souscripteur de se prévaloir de la nullité, nonobstant la mise en circulation des effets, quand le tiers porteur ou le cessionnaire est de mauvaise foi ; mais il y a moins de fixité dans la jurisprudence quand le tiers porteur est de bonne foi.

Quant au recours en garantie par le souscripteur qui a payé le tiers de bonne foi contre l'agent bénéficiaire de l'obligation, il y a eu de grandes hésitations dans la jurisprudence.

La Cour de Paris, le 28 janvier 1853 (*Hallez c. de Saint-Germain*) l'avait refusé par le motif que le souscripteur en remettant à son créancier des effets de commerce lui avait donné nécessairement pouvoir de les négocier et d'en recevoir le prix et s'était ainsi, par son propre fait, privé du droit de les réclamer.

Cette décision fut cassée par un arrêt de la Cour de cassation du 12 avril 1854, basant sa décision sur ces deux

(1) *Jurisp. cons.* Requêtes, 29 décembre 1814, 30 novembre 1826 ; — Paris, 5 août 1832 ; — Paris, 28 janvier 1853 ; — Cassation, 12 avril 1854 ; — Paris, 10 novembre 1854 ; — Cassation, 4 décembre 1854 ; — Paris, 8 février 1856, 18 août 1856 ; — Rouen, 25 novembre 1853.

Comparez : Trib. com. Seine 8 juillet 1832 ; — Paris 23 janvier 1853 ; — Trib. com. Rouen, 4 juin 1862.

principes : que le recours en garantie du souscripteur contre le bénéficiaire ne constitue pas une action en répétition, par violation à l'art. 1967 ; que la souscription et la négociation de titres de créances ne peuvent être assimilées à un paiement effectif de la part du perdant.

Un second arrêt de la Cour de cassation du 4 décembre 1854 (*Vacqué c. Laffon*), donne une solution analogue en invoquant les mêmes motifs.

Par un arrêt du 25 novembre 1863 (*De la Frégeolière c. Laurent et Bocquet*), la Cour de Rouen a jugé qu'un recours en garantie pouvait-être exercé par le signataire, non seulement contre son créancier bénéficiaire des billets passés depuis en circulation, mais encore contre le tiers qui, connaissant l'origine de la dette, se serait fait souscrire des traites pour en compenser la valeur avec une créance qu'il aurait lui-même contre le créancier du souscripteur.

2^o Arrêtés de compte et comptes courants

Ordinairement à chaque liquidation, l'agent de change présente à son client un arrêté de compte à signer. S'il se règle pas un *solde* créditeur, ce solde sera remis au client s'il le désire, ou porté à son crédit. Si le solde est débiteur, le client devra le payer ou invoquer *l'exception de jeu*.

Lorsque le solde dû par un client pour différences a été porté à son débit, et avec son agrément, mais sans qu'il ait rien livré en espèces ou valeurs pour contrebalancer son actif avec le passif, la jurisprudence lui maintient ses droits à l'exception de jeu (1).

Mais au contraire, quand il y a eu des sommes payées,

(1) Voy. notamment un arrêt de la Cour de Bordeaux du 15 juin 1857

des valeurs livrées, puis vendues ou mises en report, des couvertures réalisées, l'action en répétition est refusée au client (1).

Telle est la solution fournie par de nombreuses décisions dont les principales sont les suivantes :

Cour de Paris, 22 mars 1832 (*Brun c. Poisson*); Cour de Lyon, 12 décembre 1863 (*Gojoz c. Teillard*); Cour de Paris 14 décembre 1866 (*Leclerc de Bussy c. Evrard*).

Enfin un arrêt de la Cour de Rouen du 13 avril 1870 (*Jumel c. Lemer cier*), le plus explicite en la matière, et dont nous citons quelques extraits :

« Attendu qu'un compte courant a été établi en *Jumel* et *Lemer cier* ; — Attendu que *Jumel*, ayant été investi du pouvoir de disposer d'une manière absolue des valeurs et d'en toucher le prix, il a pu le compenser en compte courant aussi bien que le recevoir en espèces, puisque la compensation dans ce cas n'est qu'une simplification des opérations du paiement ; — Attendu qu'il est certain que les dettes de jeu ont toutes figuré dans le compte courant, et été assimilées dès lors aux dettes ordinaires ; qu'en consentant à procéder de cette manière, *Lemer cier* a révélé que sa volonté était que ces dettes fussent, comme les autres, éteintes proportionnellement au moyen des remises de valeurs et de numéraire qu'il faisait successivement à *Jumel* ; — Attendu qu'on objecte que la compensation en général et dès lors, la compensation en compte courant n'est qu'un paiement fictif ; mais que c'est confondre la forme de la compensation qui repose sur une fiction avec

(1) Rejet, 25 janvier 1827 ; — Paris, 22 mars 1832 ; — Trib. civ. Seine, 14 août 1857 ; — Trib. civ. Lyon, 12 février 1863 ; — Trib. com. Lyon, 30 juin 1864, 23 janvier 1865 ; — Lyon, 12 décembre 1865 ; — Paris, 14 décembre 1866 ; — Trib. civ. Seine, 1 juillet 1863 ; — Paris, 14 mars 1870 ; — Rouen, 13 avril 1870 ; — Bourges, 5 février 1883.

le fond qui est un paiement réel et opérant l'extinction de l'obligation... »

108. — La sévérité de la jurisprudence pour les créances de bourse inspire quelquefois aux agents l'idée de faire avec leurs clients une transaction ayant pour objet, d'une part, de réduire leurs prétentions, et de l'autre de faire renoncer le client à l'exception de jeu.

Un arrêt de la Cour de Paris du 27 novembre 1858, dans une affaire (*Rueff c. Cubertier*) où des billets avaient été souscrits par le client, après transaction, en a prononcé la nullité, par les motifs suivants : « Attendu que les dispositions de l'art. 1967, aux termes desquelles le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé, ne s'appliquent qu'à un paiement réel éteignant l'obligation, et non à des billets qui ne sont qu'une reconnaissance de la dette... — Qu'on invoque en vain la transaction comme ayant, aux termes de l'art. 2052, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort ; — Que cette *transaction*, en exécution de laquelle les billets ont été souscrits, n'a porté que sur le chiffre des dommages-intérêts à payer pour l'inexécution du marché à terme, et non sur le marché lui-même dont la cause n'a pas été modifiée, et qu'il résulte du rapprochement des art. 2048, 2050 et 2054 du Code civil, qu'une pareille transaction est nulle lorsqu'elle a été faite en exécution d'un titre nul, à moins que les parties n'aient spécialement transigé sur la nullité. »

Le tribunal civil de la Seine, dans un jugement du 13 mars 1860 (*Darancourt c. Durand et Allain*), déclare nuls des billets et une obligation hypothécaire souscrits pour des dettes de bourse, et non valable la transaction ayant eu pour but de valider ce règlement.

Un arrêt de la chambre des requêtes du 7 novembre 1865

(*Desmaze c. Authier-Bellérose*) a déclaré la transaction inapplicable aux paris de Bourse.

La question s'est posée de nouveau en 1866, dans une affaire *Labille c. Vuillemot-Ledoux* au sujet d'un règlement de Bourse, par transaction en billets, déjà payés partiellement. Le tribunal de commerce de la Seine par jugement du 3 février 1866, ayant rejeté la demande du souscripteur en restitution de ses billets, la Cour de Paris infirma ce jugement par un arrêt du 28 août 1866.

Néanmoins le tribunal de commerce de la Seine a persévéré dans sa jurisprudence. Un jugement du 21 octobre 1868 (*Pestel c. Vigneron*) déclare en effet que la transaction intervenue dans le cours d'une instance, et exécutée en partie par le débiteur, a acquis l'autorité de la chose jugée et que l'exception de jeu ne peut plus être opposée à une demande ultérieure tendante à l'exécution de cette transaction : « Attendu, dit ce jugement, que Vigneron a préféré la transaction à une décision de justice qui aurait pu reconnaître le mal fondé de sa prétention, qu'il a exécuté en partie cette transaction par le paiement des deux premiers acomptes représentant la moitié de sa dette ; qu'il y a donc lieu de dire aujourd'hui, qu'aux termes de l'art. 2052 du Code civil, cette transaction sur procès a acquis l'autorité de la chose jugée. »

En résumé on voit que la jurisprudence est encore fort hésitante sur cette question.

109. — Le compromis, convention par laquelle les parties soumettent leur affaire à la décision d'arbitres, est libre en principe. Mais l'art. 1004 du Code de procédure civile indiquant parmi les diverses questions sur lesquelles on ne peut compromettre, les contestations intéressant l'ordre public et sujettes à communication au ministère public, il en résulte que les opérations de bourse ne peuvent

pas faire l'objet d'un compromis valable ; puisque la jurisprudence les considère comme contraires à la loi et à l'ordre public.

Tels sont les motifs sur lesquels s'appuient les décisions judiciaires en cette matière pour repousser la validité du compromis.

C'est en ce sens que s'est prononcé le tribunal civil de Lyon, le 29 juin 1859 (*Lalande c. Durand*).

Le tribunal civil de la Seine, 24 novembre 1859 et la Cour de Paris, 18 juillet 1862 (*Auriau c. Allain*) ont donné la même solution en faisant valoir les mêmes motifs (1).

La nullité d'un compromis sur jeux de Bourse est donc bien établie en jurisprudence. Cependant nous tenons encore à citer un arrêt de la Cour de Paris du 14 mai 1864 (*Authier-Bellerose c. Demaze*) qui est, en matière de compromis de Bourse, une décision de principe : La Cour : — Considérant que, suivant l'art. 1004 du Code de procédure civile, les parties ne peuvent compromettre sur aucune des contestations qui sont sujettes à communication au ministère public, que l'art. 83 range dans cette catégorie, les causes concernant l'ordre public, et que sont bien évidemment de cette nature, toutes contestations relatives à des jeux de Bourse que la loi civile ne reconnaît pas, et qui sont même atteints par la loi morale ; — Considérant qu'il importe peu que, dans leur compromis, les parties, en vue d'échapper aux prohibitions de la loi, aient évité d'assigner aux opérations dont il s'agit leur véritable caractère ; — Considérant en effet, qu'il ne peut être permis à personne d'éluder la loi, et qu'il appartient toujours à la juridiction saisie de recher-

(1) *Jurisp., conf.*, Cassation, 9 janvier 1854 — Paris, 25 février 1854 (*Homsy c. Vallier*).

cher, en dehors des qualifications qu'ont pu leur donner les parties, quel est le caractère des actes soumis à leur appréciation ; — Considérant qu'en statuant sur des contestations au mépris des art. 1965 du Code civil et 1004 du Code de procédure civile, qui leur prescrivaient de s'abstenir, les arbitres ont commis une violation de la loi... que vainement donc l'exception de jeu aurait été invoquée devant les arbitres et repoussée par eux ; que leur décision, quant à ce, ne serait pas un obstacle à ce que cette exception fut reproduite devant le tribunal civil, s'agissant d'une exception pouvant entraîner la nullité du compromis, et, par suite, l'incompétence du tribunal arbitral....., — Considérant qu'il n'importe d'ailleurs que l'*exception de jeu*, sur laquelle est basée l'opposition à l'ordonnance d'*exequatur*, n'ait pas été invoquée devant les arbitres ; que c'est là une exception péremptoire, une nullité d'ordre public, *qui peut être proposée en tout état de cause, et doit même être suppléée d'office....* — Remet les parties au même et semblable état où elles étaient avant le compromis.. »

140. — Nous allons maintenant nous occuper du paiement des dettes, de marchés à terme par un tiers, d'après cautionnement, mandat, gestion d'affaires, ou prêt.

1^o Cautionnement.

Au point de vue de la jurisprudence, le cautionnement d'une dette de Bourse ne peut produire aucun effet, et par conséquent n'enlève pas ni au débiteur ni à sa caution le droit d'opposer l'exception de jeu. En effet, le cautionnement n'est que l'adjonction d'un débiteur nouveau s'obligeant à payer lui-même au cas où le débiteur principal ne le ferait pas : or, comprendrait-on qu'on accordât une action au créancier contre le débiteur accessoire alors qu'on

la lui refuse contre le débiteur originaire qui, prétend-on, n'est pas tenu de payer.

Du reste, en supposant qu'il puisse agir contre la caution, le créancier n'aurait pas un grand intérêt ; car il pourrait se voir opposer par elle aussi l'exception de jeu. L'article 2013 du Code civil interdit en effet tout cautionnement contracté sous des conditions plus onéreuses que celles de l'obligation principale.

Nous trouvons sur cette question un arrêt de la Cour de Lyon du 8 janvier 1861 (*Reybard c. Monnier, Legat, Tardy*, etc.), qui prononce la nullité d'un cautionnement pour une dette de Bourse.

2° Mandat.

L'art. 1967, refusant au débiteur, qui a volontairement payé une dette de jeu, le droit de répéter, ce serait lui attribuer un bénéfice dont la loi le prive, que de lui permettre d'échapper à son engagement d'indemniser son mandataire. La dette de jeu, d'ailleurs, s'est trouvée éteinte par le paiement, de telle sorte qu'il n'est plus possible de la faire revivre ; la créance qui subsiste désormais de mandataire à mandant n'a plus son principe dans un jeu, mais dans une convention régulière que le juge doit faire respecter.

Résumant les décisions de la jurisprudence, nous dirons que : le mandataire, chargé uniquement d'acquitter une dette résultant de jeux de Bourse, a une action contre son mandant, après exécution de sa part ; mais il n'en aurait aucune si le mandat avait eu en même temps pour but de faciliter ces opérations (1).

(1) *Jurisp. conf.* : Bordeaux, 29 août 1828 ; — Cassation, 26 février 1845 ; — Bordeaux, 3 février 1843 ; — Paris, 21 août 1856 ; — Requêtes, 7 jan-

Parmi les décisions qui ont autorisé l'action du mandataire, citons un arrêt de la Cour de Paris du 7 janvier 1874, (*Déclat c. Brodin-Collet*), très complet dans ses motifs :

« La Cour :— Considérant qu'il résulte des pièces, documents et aveux des parties qu'il a existé entre Déclat et Brodin-Collet une véritable société en participation, dont l'objet et le résultat étaient de jouer sur la hausse et la baisse des effets publics par l'intermédiaire de Larrieu ; que ses opérations se liquidaient par le paiement de différences et non par des livraisons de titres ou des versements de capitaux ; — Considérant que le règlement des différences s'est terminé par une créance de 56,000 francs de Larrieu ; — Considérant que Déclat a volontairement payé la dette commune, en vertu du mandat qu'il avait à cet effet reçu de Brodin-Collet, son coparticipant dans les risques courus ; — Considérant que Brodin-Collet a, par un écrit, reconnu devoir à Déclat une somme de 26,341 fr., payée par ce dernier à Larrieu. — Sur l'exception tirée de l'art. 1963 ; — Considérant que la dette de jeu, bien qu'elle ne lie pas légalement le débiteur, qui peut en refuser le paiement d'après l'art. 1963, n'en est pas moins susceptible d'être payée avec effet, si bien que lorsque le débiteur a cru devoir satisfaire à son engagement en payant, la loi ne permet pas de répéter la somme déboursée (art. 1967) ; — Que le mandat de payer une pareille dette ne saurait être plus contraire à l'ordre public que le paiement lui-même ; — Qu'on ne saurait refuser dès lors

vier 1857 ; — Bordeaux, 15 juin 1857 ; — Lyon, 6 novembre 1857 ; — Trib. civ. Seine, 24 novembre 1849 ; — Cassation, 15 novembre 1854 ; — Trib. civ., Lyon, 24 août 1866 ; — Trib. com. Seine, 28 mars et 13 août 1872 ; — Paris, 7 janvier 1874.

Contra : Aix, 25 mars 1844 ; — Paris, 8 août 1860.

action au mandataire contre son mandant à raison de ce qui a été déboursé en exécution du mandat ; — Que, dans la cause, l'action a pour objet non plus la dette causée par le jeu mais une dette toute nouvelle, constatée par une reconnaissance spéciale, laquelle dette procède du contrat de mandat ; — Que cette convention nouvelle n'a rien d'illicite ; qu'elle doit, par suite, être consacrée et recevoir son exécution..... »

3° Gestion d'affaires.

Le *negotiorum gestor* en l'espèce ne peut pas exercer de recours, car le perdant, pouvant se refuser à payer son créancier, n'avait aucun intérêt à l'acquittement de sa dette. Cette solution logique n'a pas été consacrée par la jurisprudence qui n'a jamais eu à trancher la difficulté. Cette absence de documents tient à ce que généralement ces sortes de paiements sont effectués par des parents qui ne songent qu'à sauver, aux dépens de leur fortune, l'honneur de la famille.

4° Prêt.

Souvent le prêt se rattache comme accessoire aux dettes de bourse.

Si le prêteur est resté étranger aux opérations, s'il n'a voulu, en rendant service au débiteur, que lui fournir le moyen d'acquitter une dette dont la conscience imposerait le paiement, à défaut de la loi, et si le prêt est postérieur à l'opération consommée, la jurisprudence déclare qu'il a droit au remboursement de la somme prêtée (1). Mais si au contraire, il s'agit d'un prêteur intéressé, fournissant par ses avances le moyen de continuer les opérations,

(1) *Jurisp. conf.* Requêtes, 30 mai 1838 ; — Colmar, 29 janvier 1841 ; — Trib. Versailles, 25 mai 1860, et Paris 8 août 1861 ; — Lyon, 8 janvier 1861 ; — Trib. civ. Seine, 8 août 1865.

toute action lui est refusée, parce que la cause du prêt est contraire à l'ordre public et vicia l'obligation (1).

Un arrêt de la Cour de Colmar, du 29 janvier 1844 (*Feggers c. Speisser et Levy*), met en évidence ce principe : « Attendu qu'il ressort de l'art. 1967, que le jeu est chose tolérée et pouvant même produire une obligation naturelle, puisque, aux termes de cet article, les sommes perdues et payées ne sont pas sujettes à répétition ; — Attendu qu'il suit de là que les sommes empruntées par un joueur à un *tiers désintéressé dans la partie*, et pour couvrir les chances d'un jeu loyal, c'est-à-dire d'un jeu non prohibé, ne sauraient, dès lors, constituer un prêt illicite ;... »

La question de validité des prêts, en vue d'acquitter les dettes de bourse, a pris une nouvelle importance du jour où on l'a posée à propos des avances faites par la *caisse commune* de la compagnie des agents de change pour faciliter leur liquidation.

Après avoir, dans une affaire *Bureaux*, repoussé le droit de la Chambre syndicale, par deux arrêts, l'un de la Cour de Paris, du 11 juillet 1836, l'autre de la Cour de cassation du 30 mai 1838, la jurisprudence l'a consacré par plusieurs décisions dans lesquelles elle a reconnu la légalité de la créance.

En ce sens, un arrêt de la Cour de Lyon du 30 juillet 1869, et un arrêt de la Cour de cassation, Chambre des requêtes, du 12 juillet 1870.

Un jugement du tribunal de commerce de la Seine, du 24 mars 1870 (*La Chambre syndicale des agents de change c. M. Marion*), a proclamé plus solennellement encore les droits de la caisse syndicale.

(1) *Jurisp. conf.* Douai, 8 août 1857 ; — Trib. civ. Lyon, 15 mai 1860 ; — Cassation, 15 novembre 1864 ; — Trib. civ. Lyon, 24 août 1866.

CHAPITRE V

RÉFORMES A APPORTER A LA LÉGISLATION SUR LES MARCHÉS A TERME

SOMMAIRE :

- 111. — Objet du chapitre.
- 112. — Les tentatives de réforme.
- 113. — Des marchés à terme dans la législation étrangère.
- 114. — Le projet de loi de la commission.

111. — Nous avons constaté combien la législation sur les marchés à terme était incomplète ; nous avons vu qu'elle était loin d'être en rapport avec les mœurs actuelles, les circonstances économiques qui existaient lors de la confection du Code étant complètement modifiées. Le jeu est un fait public, général, pratiqué par les plus grands établissements financiers, pour ne pas dire les administrations publiques et les gouvernements ; le seul moyen de le moraliser, c'est d'y voir le fondement d'une obligation civile. On jouera moins lorsqu'on saura qu'il faudra payer à la fin si les chances ne sont pas favorables.

Le meilleur moyen d'écarter de la Bourse ceux qui n'y doivent pas aller, ce n'est pas de les allécher par l'espoir de spéculations sans risques, c'est au contraire de donner à leurs engagements une sanction légale ; c'est de leur

faire envisager les chances de perte dont la perspective suscitera leurs mûres réflexions ; c'est enfin d'appliquer, ici comme ailleurs, ce principe supérieur que tout homme répond de ses engagements, même téméraires, s'il a librement contracté. Disons avec M. Bozérian : « Dans l'impuissance absolue où l'on se trouve de distinguer les marchés fictifs des marchés sérieux, ne vaut-il pas mieux les réputer tous sérieux et arriver par ce moyen à concilier dans une certaine mesure les exigences du crédit public avec celles de la probité ? »

On ne peut interdire les marchés à terme, les adversaires les plus acharnés de la spéculation reconnaissent bien l'impossibilité de cette mesure.

Écoutons Proudhon (1) : « Pour défendre les marchés à terme, il faudrait arrêter les oscillations de l'offre et de la demande, c'est-à-dire garantir à la fois au commerce la production, la qualité, le placement et l'invariabilité du prix des choses ; annuler toutes les conditions aléatoires de la production, de la circulation et de la consommation des richesses ; en un mot supprimer toutes les causes qui excitent l'esprit d'entreprise : chose impossible, contradictoire. L'abus est donc indissolublement lié au principe, à telle enseigne que, pour atteindre l'abus, par toutes voies de prévention, coercition, répression, interdiction, exception, on fait violence au principe ; pour se guérir, on se tue. »

Nous allons passer rapidement en revue les différentes tentatives de réformes et examiner quel est sur cette question des marchés à terme, la solution donnée par les différentes législations européennes.

112. — Deux théories se sont toujours trouvées en présence : l'une voulant interdire le marché à découvert

(1) *Manuel du spéculateur à la bourse*, p. 36.

et empêcher le jeu de la bourse ; l'autre veut la liberté pour les opérations de bourse et demande que la dette de bourse soit sanctionnée par une action.

M. Harlé a attaché son nom à la première.

Quant à la seconde, un de ses partisans en 1862, M. Larabure, rapporteur de la loi sur les agents de change, demandait au gouvernement d'étudier et de présenter un projet de loi sur les marchés à terme.

M. Andrieux, député du Rhône, a, une première fois, le 20 mars 1876, et une seconde fois, le 21 février 1878, proposé l'abrogation des art. 1965 du Code civil, 421 et 422 du Code pénal, en ce qui touche les opérations de Bourse.

Le 26 janvier 1882, M. Naquet, et le 13 février, M. Janvier de la Motte ont proposé la reconnaissance de la liberté des opérations à terme.

113. — Nous jetons un rapide coup d'œil sur les législations étrangères :

En Belgique, les art. du Code pénal et du Code de commerce relatifs aux opérations de bourse, ont été abrogés par les lois du 8 juin et du 30 décembre 1867, qui valident les marchés à terme *sérieux*. En effet, la jurisprudence belge continue à admettre l'exception de jeu quand il est constaté que la commune intention des parties a été qu'il n'y ait pas de livraison effective.

En Angleterre, les marchés à terme sont interdits par le bill de 1734 et par le statut Victoria de 1860, mais ils sont néanmoins admis par le comité du stock exchange.

Mais c'est une simple tolérance de fait ; aussi, en 1867, le comité a-t-il adressé au parlement, une pétition tendant à ce que tous les marchés à terme fussent considérés comme des engagements sérieux et obligatoires.

En Italie, une loi du 14 juin 1874 reconnaît la légalité de tous les marchés à terme passés par l'intermédiaire

des agents de change et constatés sur bordereaux timbrés.

En Autriche, la loi du 1^{er} avril 1875, art. 13, décide que « dans les procès relatifs à des opérations de bourse, l'exception tirée de ce que la demande est fondée sur une opération de différence constituant un jeu ou un pari n'est pas admissible. »

En Allemagne, les marchés à terme sont partout licites, ainsi que cela résulte de l'art. 337 du Code de commerce allemand; mais il n'y a pas de loi commune, dans tout l'empire sur l'admissibilité de l'exception de jeu.

114. — Nous croyons donc qu'il faut conclure à la reconnaissance de tous les marchés à terme et abroger les art. 421 et 422 du Code pénal.

Nous transcrivons, en terminant, le projet de loi présenté par la commission instituée au ministère de la justice pour examiner les modifications à apporter à la législation sur les sociétés et sur la négociation des valeurs mobilières :

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}

« Tous marchés à terme sur effets publics et ventes, tous marchés à livrer sur denrées et marchandises sont reconnus légaux.

Nul ne peut, pour se soustraire aux obligations qui en résultent, se prévaloir de l'art. 1965 du Code civil, lorsque l'acheteur a le droit d'exiger la livraison, ou lorsque le vendeur a le droit de l'imposer.

Art. 2

Les art. 421 et 422 du Code pénal sont abrogés.

Art. 3.

Sont abrogées les dispositions des anciens arrêts du Conseil des 24 septembre 1724, 7 août, 2 octobre 1785, et 22 septembre 1876, les art. 15 chap. I, 4 chap. II, de la loi du 28 vendémiaire an IV, 13 de l'arrêt du 27 prairial an X, les art. 85 § 3 et 86 du Code de commerce.

Art. 4.

Les conditions d'exécution des marchés à terme par les agents de change seront fixées par le règlement d'administration publique prévu par l'art. 90 du Code de commerce.

Art. 5.

Les dispositions de l'art. 419 du Code pénal sont applicables aux effets autres que les effets publics.

POSITIONS

DROIT ROMAIN

I. — La fixation d'un terme est de la nature et non de l'essence du pacte *d'addictio in diem*.

II. — La tradition consentie *pendente conditione* par le vendeur à l'acheteur sous condition suspensive confère à l'accipiens la possession *ad interdicta*.

III. — Dans la vente sous condition suspensive, les risques de la chose sont *pendente conditione* pour le vendeur au cas de perte totale et pour l'acheteur s'il s'agit de perte partielle.

IV. — Dans le cas de vente d'une *res aliena*, le vendeur qui a exercé son droit de résolution peut joindre à sa possession antérieure à la vente celle de l'acheteur.

V. — L'ancien droit romain n'a pas admis que la propriété pût être transférée *ad conditionem* et les contradictions des textes sur ce point doivent s'expliquer historiquement.

VI. — La perte de la chose vendue, survenue *pendente conditione* au cas de vente sous une condition résolutoire, doit être supportée par le vendeur quand la condition résolutoire s'accomplit.

DROIT CIVIL

I. — Un second acheteur a une action directe en garantie contre le premier vendeur.

II. — L'acheteur à réméré peut opposer le bénéfice de discussion aux créanciers chirographaires du vendeur.

III. — Si le vendeur à réméré meurt laissant plusieurs héritiers, l'un d'entre eux peut exercer le réméré pour le tout si les autres ne veulent pas l'exercer aussi.

IV. — L'acheteur à réméré peut purger.

DROIT COMMERCIAL

I. — Les opérations qualifiées *jeux de bourse* ne tombent pas sous l'application des art. 1965 et 1967 du Code civil.

II. — Les marchés à terme sont valables.

III. — Le marché à prime n'est pas en opposition avec les principes du droit civil.

IV. — Le report n'est pas soumis à la loi restrictive du taux de l'intérêt.

V. — La couverture en espèces ou en valeurs au porteur constitue un paiement anticipé.

DROIT CRIMINEL

I. — Les juges peuvent accepter comme preuve de l'adultère de la femme une correspondance achetée par le mari au complice de celle-ci.

II. — Le tribunal de police correctionnelle saisi par un arrêt de renvoi de la chambre des mises en accusation peut néanmoins se déclarer incompétent.

DROIT ADMINISTRATIF

I. — Les conseils de préfecture ne connaissent pas du contentieux des élections des syndics des associations syndicales.

II. — Un ministre du culte peut être poursuivi directement devant les tribunaux sans avoir été déféré préalablement au Conseil d'état pour un acte à la fois constitutif d'un cas d'abus et d'une infraction à la loi pénale.

Vu par le doyen :

CH. BEUDANT.

Vu par le président de la thèse :

RENAULT.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris.

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

DROIT ROMAIN

DE L'ADDICTIO IN DIEM

	Pages.
PRÉLIMINAIRES	1
PREMIÈRE PARTIE. — NOTIONS GÉNÉRALES.....	3
I. Définition.....	3
II. Objet de l'addictio in diem.....	4
III. Nature de l'addictio in diem.....	4
1° L'addictio in diem intervient en faveur du vendeur.....	4
2° L'addictio in diem contient un terme préfix.....	5
IV. Formes de l'addictio in diem.....	7
Ventes soumises de plein droit à l'addictio in diem.....	10
DEUXIÈME PARTIE. — EFFETS DE L'ADDICTIO IN DIEM.....	11
CHAPITRE I. Droits respectifs des parties AVANT la dé- faillance ou l'accomplissement de la condition....	12
A. L'addictio in diem a été envisagée par les parties comme condition suspensive.....	12
B. L'addictio in diem a été insérée au contrat comme condition résolutoire.....	19
CHAPITRE II. Droits respectifs des parties APRÈS la dé- faillance ou l'accomplissement de la condition,...	21
SECTION I. <i>La condition est défaillie</i>	21
I. Événements qui entraînent la défaillance de la condition.....	22
1° Le manque d'adjectio melioris conditionis.....	22
2° La perte de la chose avant qu'il y ait eu melior conditio allata.....	23

	Pages.
3 ^o La mort du vendeur intra diem et l'arrivée du terme avant que l'héritier ait fait addition.....	23
II. Effets de la condition défaillie.....	24
A. L'addictio in diem a été envisagée par les parties comme con- dition suspensive.....	24
B. L'addictio in diem a été insérée au contrat comme condition résolutoire	27
SECTION II. <i>La condition est accomplie</i>	27
I. Événement qui entraîne l'accomplissement de la condition....	28
§ 1 ^{er} . En quoi consiste l'adjectio melioris conditionis.....	28
§ 2. Par qui l'adjectio peut-elle être faite?.....	32
§ 3. L'adjectio doit être acceptée par le vendeur.....	34
§ 4. Le vendeur doit notifier à l'acheteur l'adjectio proposée	35
II. Effets de la condition accomplie.....	36
1 ^o Effets de l'addictio in diem réalisée entre les parties contrac- tantes.....	36
A. L'addictio in diem a été apposée au contrat comme condition suspensive	36
B. L'addictio in diem a été insérée au contrat comme condition résolutoire	37
§ 1 ^{er} . Effets de la résolution quant aux fruits perçus et aux accessoires de la chose.....	38
§ 2. Effets de la résolution relativement aux impenses faites sur la chose restituée.....	39
§ 3. Effets de la résolution relativement à la possession....	40
A partir de quelle époque se produisent les effets de la résolution	42
2 ^o Effets de l'addictio in diem réalisée à l'égard des tiers....	44
A. L'addictio in diem a été envisagée par les parties comme condition suspensive	44
B. L'addictio in diem a été insérée au contrat comme condition résolutoire	45
TROISIÈME PARTIE. — DES ACTIONS QUI SANCTIONNENT LE PACTE D'ADICTIO IN DIEM.....	47

DROIT FRANÇAIS

DES MARCHÉS A TERME

	Pages.
NOTIONS GÉNÉRALES.....	53
Nos 1. — Actualité de la question.....	53
2. — Tendance générale à la spéculation.....	54
3. — Marchés au comptant et marchés à terme.....	55
4. — Spéculation et agiotage.....	57
5. — Influence de la spéculation sur le crédit public.....	59
6. — Division de cette étude.....	61
CHAPITRE I. — MÉCANISME DES OPÉRATIONS A TERME.....	63
7. — Objet du chapitre.....	63
8. — Définition du marché à terme.....	63
9. — Époques des liquidations: fin courant, fin prochain, 15 courant, 15 prochain.....	63
10. — Bases des négociations à terme.....	64
11. — Avantages résultant de cette manière de procéder....	65
12. — Division du chapitre.....	65
SECTION I. — DES MARCHÉS A TERME ET DE L'ESCOMPTE...	66
13. — Division des marchés à terme.....	66
§ 1 ^{er} . — DES MARCHÉS FERMES.....	67
14. — Définition.....	67
15. — Formules adoptées pour ces marchés.....	67
§ II. — DES MARCHÉS A PRIME.....	67
16. — Définition.. ..	67
17. — Réponse des primes.....	69
18. — Au moyen du marché à prime, le spéculateur limite d'avance la perte qu'il pourrait subir.....	70
19. — Écart des primes.....	70
20. — Variétés de marchés à prime.....	70
21. — Avantage de l'opération à terme sur le marché au comptant.....	71
22. — Opérations dites sérieuses et opérations à découvert...	72
23. — De l'escompte; définition.....	72

	Pages
24. — But de cette opération.....	72
25. — Escompte direct.....	73
26. — Escompte indirect.....	73
27. — Différentes combinaisons auxquelles donnent lieu les marchés à terme.....	74
28. — Opérations à la hausse.....	75
29. — Opérations à la baisse.....	76
30. — Opérations complexes.....	77
 SECTION II. — DES REPORTS.....	 81
31. — Utilité du report.....	81
32. — Définition.....	82
33. — Seconde acception du mot report.....	82
34. — Déport.....	83
35. — Report au pair.....	83
36. — Report direct.....	84
37. — Report indirect.....	84
38. — Raison d'être du report.....	84
 SECTION III. — DES LIQUIDATIONS.....	 86
39. — Définition.....	86
40. — Liquidation de fin de mois.....	87
41. — Liquidation de quinzaine.....	87
42. — Chaque liquidation se subdivise en deux parties.....	88
43. — Liquidation entre agents et clients.....	88
44. — Cours de compensation.....	88
45. — Délégations.....	89
46. — Liquidation entre agents ou liquidation centrale.....	89
 CHAPITRE II. — DISPOSITIONS LÉGISLATIVES OU RÉGLEMEN- TAIRES CONCERNANT LES MARCHÉS A TERME.....	 93
47. — Aperçu historique.....	93
48. — Division du chapitre.....	97
 SECTION I. — ARRÊTS DE L'ANCIENNE MONARCHIE.....	 98
49. — Arrêt du conseil d'État du 24 septembre 1724.....	98
50. — Arrêt du conseil du 7 août 1785.....	100
51. — Arrêt du 2 octobre 1785.....	101
52. — Arrêt du 22 septembre 1786.....	103
53. — Arrêt du 14 juillet 1787.....	104
54. — Légalité de ces arrêts.....	104

	Pages.
SECTION II. — LOIS DE LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE.....	105
55. — Décret du 13 fructidor an III.	105
56. — Loi du 28 vendémiaire an IV.....	105
57. — Arrêté du 2 ventôse an IV.....	108
58. — Arrêté du 27 prairial an X.....	109
SECTION III. — DROIT ACTUEL.....	110
59. — Code civil, art. 1965, 1966 et 1967.....	110
60. — Code de commerce, art. 76, 85 et 86.....	111
61. — Code pénal, art. 421 et 422.....	111
CHAPITRE III. — DE L'EXCEPTION DE JEU ET DE LA LÉGALITÉ	
DES MARCHÉS A TERME.....	113
62. — L'exception de jeu est d'ordre public.....	113
63. — Distinction des opérations sérieuses et du jeu par la jurisprudence.....	114
64. — Les arrêts du conseil ont été abrogés par les art. 421 et 422 du Code pénal.....	117
65. — Controverse sur la portée des art. 85 et 86 du Code de commerce.....	118
66. — L'idée du marché à terme est parfaitement juridique et les opérations qualifiées jeux de bourse ne tombent pas sous l'application des art. 1965 et 1967 du Code civil.....	119
67. — Division du chapitre.....	123
SECTION I. — LÉGALITÉ DES MARCHÉS FERMES.....	124
68. — Étude de la jurisprudence ; ses différentes phases.....	124
69. — Légalité des marchés à terme proclamée de 1804 à 1823.	124
70. — De 1823 à 1832, période de réaction.....	126
71. — De 1832 à 1847, troisième période.....	132
72. — De 1847 à 1857.....	133
73. — État actuel de la jurisprudence.....	133
SECTION II. — LÉGALITÉ DES MARCHÉS A PRIME.....	140
74. — D'après M. Bozerian, les marchés à prime sont nuls.	140
75. — Réfutation de cette opinion.....	141
76. — Jurisprudence.....	142
SECTION III. — NATURE ET LÉGALITÉ DES RÉPORTS.....	144
77. — Division en deux paragraphes.....	144

	Pages.
§ I. NATURE DES REPORTS.....	145
78. — Le report n'est pas l'ancien mohatra.....	145
79. — Ce n'est pas un prêt à intérêt.....	143
80. — Ni un prêt sur nantissement.....	147
81. — Ni un prêt de consommation.....	146
82. — Ni une vente à réméré.....	148
83. — Mais une vente pure et simple.....	148
§ II. — LÉGALITÉ DES REPORTS.....	149
84. — Distinction de M. Bozerian : reports sérieux et reports fictifs.....	149
85. — Reports en liquidation.....	150
86. — Reports de spéculation.....	150
87. — Jurisprudence.....	150
88. — Affaire Leray c. Lecarron.....	151
89. — Décisions confirmant cette jurisprudence.....	152
90. — Jugement du tribunal de Toulouse du 2 septem- bre 1856.....	152
91. — Arrêts contraires de Toulouse et de la Cour de cassa- tion.....	154
92. — Nombreuses décisions au sujet des reports.....	156
CHAPITRE IV. — DES DIVERS MODES DE RÈGLEMENT DES DETTES DE MARCHÉS A TERME.....	158
93. — Objet de ce chapitre.....	158
94. — Divisions en deux sections :	158
SECTION I. — RÈGLEMENT DES DETTES DE MARCHÉS A TERME D'APRÈS LES USAGES DE LA BOURSE.....	159
95. — Division en deux paragraphes :	
§ 1 ^{er} . — DES COUVERTURES.....	159
96. — Définition.....	159
97. — Doit-on considérer les couvertures comme un nantisse- ment anticipé ? Importance de la distinction.....	160
98. — Théorie du nantissement : M. Bozérián.....	161
99. — Les couvertures doivent être considérées comme un paiement anticipé.....	161
100. — La réalisation de la couverture par l'agent de change est basée sur une sorte de mandat tacite résultant de la remise.....	163
101. — Jurisprudence	164

10

Châteauroux. — Typ. et Stéréotyp. A MAJESTÉ
